

CHRONOLOGIE DE KANAKY NOUVELLE-CALÉDONIE (1774-2018).  
VERSION REVUE ET AUGMENTÉE EN 2018

Isabelle Leblic

Société des océanistes | « [Journal de la Société des Océanistes](#) »

2018/2 n° 147 | pages 529 à 564

ISSN 0300-953X

Article disponible en ligne à l'adresse :

-----  
<https://www.cairn.info/revue-journal-de-la-societe-des-oceanistes-2018-2-page-529.htm>  
-----

Distribution électronique Cairn.info pour Société des océanistes.

© Société des océanistes. Tous droits réservés pour tous pays.

La reproduction ou représentation de cet article, notamment par photocopie, n'est autorisée que dans les limites des conditions générales d'utilisation du site ou, le cas échéant, des conditions générales de la licence souscrite par votre établissement. Toute autre reproduction ou représentation, en tout ou partie, sous quelque forme et de quelque manière que ce soit, est interdite sauf accord préalable et écrit de l'éditeur, en dehors des cas prévus par la législation en vigueur en France. Il est précisé que son stockage dans une base de données est également interdit.



## Journal de la Société des Océanistes

147 | 2018

La Kanaky Nouvelle-Calédonie a rendez-vous avec l'histoire

---

# Chronologie de Kanaky Nouvelle-Calédonie (1774-2018). Version revue et augmentée en 2018

*Timelines of Kanaky New Caledonia (1774-2018)*

Isabelle Leblic

---



### Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/jso/9574>

ISSN : 1760-7256

### Éditeur

Société des océanistes

### Édition imprimée

Date de publication : 15 décembre 2018

Pagination : 529-564

ISBN : 978-2-85430-136-6

ISSN : 0300-953x

Distribution électronique Cairn



CHERCHER, REPÉRER, AVANCER.

### Référence électronique

Isabelle Leblic, « Chronologie de Kanaky Nouvelle-Calédonie (1774-2018). Version revue et augmentée en 2018 », *Journal de la Société des Océanistes* [En ligne], 147 | 2018, mis en ligne le 15 décembre 2018, consulté le 30 janvier 2019. URL : <http://journals.openedition.org/jso/9574>

---

© Tous droits réservés

# Chronologie de Kanaky Nouvelle-Calédonie (1774-2018). Version revue et augmentée en 2018

par

Isabelle LEBLIC\*

## Remarque liminaire

Pour célébrer *Un siècle d'acculturation en Nouvelle-Calédonie. 1853-1953*, le *Journal de la Société des Océanistes* 9 avait publié une « Chronologie de la Nouvelle-Calédonie de la découverte de l'île au cinquantenaire de la prise de possession. 1774-1903 », réalisée par Patrick O'Reilly. Puis j'ai proposé, dans le *Journal de la Société des Océanistes* 117, pour le 150<sup>e</sup> anniversaire de la prise de possession de la Nouvelle-Calédonie par la France, une nouvelle chronologie allant jusqu'au 24 septembre 2003 (date symbolique). Je l'ai reprise ici pour l'actualiser et la compléter, en faisant le choix d'insister sur la seconde moitié du xx<sup>e</sup> siècle et le début du xxi<sup>e</sup> siècle, ce qui a correspondu à ce que l'on a appelé le « réveil politique kanak » (Leblic, 1993 : 29, 54, 59 sq.), les « Événements » et la période des accords jusqu'au 4 novembre 2018, date du premier référendum prévu dans l'accord de Nouméa. J'ai essayé d'être la plus exhaustive possible sur l'évolution administrative et statutaire, les élections, etc. Les aspects ajoutés et liés à la période récente concernent notamment l'environnement, la pollution liée à l'industrie. Il est vrai que, pour ce qui est des mouvements et idées politiques, ont été privilégiés ici les faits, mouvements et actions... des Kanak, peuple autochtone du pays, et donc des indépendantistes. Cette chronologie, qui se veut la plus complète possible, comporte donc des oublis et des parts d'ombre. Espérons qu'ils resteront dans une limite tolérable. Je remercie tous les auteurs des sources que j'ai utilisées (voir bibliographie). Afin d'en faciliter la lecture, je n'ai pas fait de citations de ces différentes sources ; j'espère que les auteurs concernés ne m'en voudront pas. Le but étant, en cette période référendaire, d'établir la chronologie la plus complète et la plus utile pour toutes et tous, ici et là-bas, et qui pourra faire référence. Elle sera poursuivie dans les volumes à paraître d'ici 2020 et/ou 2022, date des autres référendums prévus.

\* Anthropologue, DR1 au LACTO-CNRS, rédactrice en chef du JSO et directrice des Publications de la SdO, lebllic@vjf.cnrs.fr

## Chronologie

- 4 sept. 1774** : « Découverte » par James Cook de la Grande Terre qu'il baptise Nouvelle-Calédonie. Il débarque à Balade où il reste huit jours.
- 26 sept. 1774** : James Cook reconnaît l'île qu'il nommera l'île des Pins.
- 1840-1841** : Les premiers *teachers* samoans et tongiens sont débarqués par la LMS dans le Sud (île des Pins, Tuauru) et à Maré.
- Déc. 1843** : Débarquement des premiers missionnaires maristes à Balade.
- 1844** : Débarquement des premiers militaires français en Nouvelle-Calédonie.
- 1847** : Révolte kanak contre la mission de Balade. Dès les premières années de la colonisation éclatent de nombreuses révoltes kanak dont la liste et la description complètes restent à établir avec précision.
- 24 sept. 1853** : À Balade, prise de possession de la Nouvelle-Calédonie par l'amiral Febvrier-Despointes au nom de la France.
- 1853->1860** : L'État est représenté en Nouvelle-Calédonie depuis la prise de possession par un commandant.
- 24 sept. 1853-1<sup>er</sup> jan. 1854** : Le contre-amiral Auguste Febvrier-Despointes est le premier commandant de la Nouvelle-Calédonie.
- 1853->1877 : Période de la colonisation pionnière*
- 1<sup>er</sup> jan.-31 oct. 1854** : Le capitaine de vaisseau Louis Tardy de Montravel succède au contre-amiral Auguste Febvrier-Despointes.
- 25 juin 1854** : Fondation de Port-de-France – qui deviendra Nouméa le 14 mars 1866 – par Tardy de Montravel.
- 18 jan. 1855->28 oct. 1856** : Le capitaine de vaisseau Joseph du Bouzet remplace Louis Tardy de Montravel comme commandant en charge de la Nouvelle-Calédonie.
- 20 jan. 1855** : Les terres sont proclamées propriétés de l'État français (déclaration n° 18 du commandant du Bouzet).

- 18 jan. 1856->21 déc. 1856** : Le chef de bataillon Jules Testard, suppléant du capitaine de vaisseau Joseph du Bouzet jusqu'au 28 oct. 1856, prend la suite.
- 25 mai 1856->5 mai 1857** : Le cap. de corvette Eugène Le Bris, suppléant de Testard jusqu'au 21 déc. 1856, lui succède.
- 21 déc. 1856->20 mars 1859** : Le capitaine de génie Roussel succède à Eugène Le Bris.
- 20 mars 1859->1<sup>er</sup> juil. 1860** : Le chef de bataillon Jean Durand prend la suite de Roussel.
- 22 mai 1859->2 avr. 1860** : L'officier de Marine Jean-Marie Saisset, suppléant de Durand, lui succède.
- 1<sup>er</sup> oct. 1859** : Premières créations de réserves sur les « terrains reconnus nécessaires pour les besoins des indigènes ».
- 1860->1981** : L'État est représenté en Nouvelle-Calédonie par un gouverneur qui porte le titre de commissaire général de la République dans l'Océan Pacifique.
- 2 juin 1862->13 mars 1870** : Le capitaine de vaisseau Charles Guillain est le premier gouverneur de Nouvelle-Calédonie.
- 2 sept. 1863** : Par décret, la Nouvelle-Calédonie est déclarée lieu de transportation. Il faut distinguer la déportation de la transportation, qui n'est pas une peine du code pénal mais un mode d'exécution de la peine, des travaux forcés.
- 1864->1897** : Période de la colonisation pénale. Le bagne calédonien débute en 1864.
- 1865** : Représailles contre Gondou et Poitchilli, après l'assassinat du colon Taillard à Wagap (commune de Poindimié) par Poindichi.
- Oct. 1867->mai 1868** : Révolte kanak à Pouébo. Après un procès, dix Kanak sont guillotines à Ouvanou, devant l'ensemble des habitants du village.
- 24 déc. 1867** : Arrêté créant la tribu<sup>1</sup>, collectivité reconnue administrativement par le pouvoir colonial.
- 22 jan. 1868** : Les réserves sont des biens collectifs « inaliénables, incommutables et insaisissables ».
- 13 mars->26 août 1870** : Le lieutenant colonel Jacques Ruiller est gouverneur par intérim.
- 26 août 1870->25 sept. 1874** : Le capitaine de vaisseau Louis Eugène Gaultier de La Richerie nommé gouverneur.
- 23 mars 1872** : La Nouvelle-Calédonie devient terre de déportation des Communards. La loi de cette date désigne les îles Maré et l'île des Pins pour la déportation « simple » et la presque île de Ducos pour la déportation « en enceinte fortifiée ».
- 1874** : Découverte par Jules Garnier des silicates de nickel, dont la « garniériste ».
- 25 sept. 1874->27 fév. 1875** : Le colonel Louis Alleyron, gouverneur par intérim.
- 1875** : Début de l'exploitation du nickel après la découverte de Jules Garnier. On fait venir de la main-d'œuvre vietnamienne, javanaise et des Indiens malabars.
- 27 fév. 1875->11 avr. 1878** : Le capitaine de vaisseau Léopold de Pritzbuër, gouverneur.
- 6 mars 1876** : Arrêté 153 qui institue le cantonnement des Kanak et règle la procédure de délimitation des réserves.
- 27 oct. 1876** : Arrêté sur l'organisation des tribus kanak et l'établissement des grandes chefferies.
- Des premières révoltes à l'indigénat*
- 1878** : Révoltes kanak. Premier soutien aux Kanak par Louise Michel, déportée en Nouvelle-Calédonie après la Commune de Paris, et qui a refusé de participer à la répression.
- 11 avr. 1878->8 août 1880** : Le capitaine de vaisseau Jean Orly, gouverneur.
- 1<sup>er</sup> sept. 1878** : Écrasement de la révolte kanak dirigée par le chef Ataï, qui fut décapité et dont la tête fut emportée en France. Ataï fut tué à Fonimoulou par un auxiliaire kanak, de Canala, Segou, de la colonne Le Golleur-Gallet formée de Kanak, de francs-tireurs (des déportés politiques) et des *Mercury* (déportés de droit commun dirigés par Mercury, un surveillant du bagne).
- 4 fév. 1879** : Rapport du général de Trentinian, président de la commission d'enquête sur les causes de la révolte de 1878.
- 8 août 1880->29 sept. 1882** : Le capitaine de vaisseau Amédée Courbet, gouverneur.
- 29 sept. 1882->22 juil. 1884** : Le capitaine de vaisseau Léopold Pallu de la Barrière remplace Courbet au poste de gouverneur.
- 22 juil. 1884->13 mai 1886** : Adolphe Le Boucher est le premier gouverneur civil de Nouvelle-Calédonie.
- 2 avr. 1885** : Décret créant le conseil général, au départ composé de dix-neuf membres élus sur neuf circonscriptions, puis de quinze membres sur une seule et unique circonscription.
- 13 mai->5 juin 1886** : Le lieutenant colonel Jacques-Marie-Benjamin-Arthur Ortus, gouverneur par intérim.
- 5 juin 1886->30 juil. 1888** : Louis-Hippolyte-Marie Nouët, administrateur civil, est gouverneur.
- 18 juil. 1887** : Régime de l'indigénat instauré par décret pour dix ans<sup>2</sup> : les Kanak sont dès lors placés hors du droit commun et sont soumis à la discipline de l'administration coloniale. Le recensement comptabilise 45 000 Kanak.
- 30 juil.->20 déc. 1888** : Delphino Moracchini, gouverneur par intérim.
- 20 déc. 1888->12 jan. 1889** : Le colonel Pons, gouverneur par intérim.
- 12 jan. 1889->14 avr. 1891** : Noël Pardon gouverneur.
- 14 avr. 1891->28 jan. 1892** : Émile Laffon, gouverneur par intérim.
- 10 déc. 1892->21 fév. 1894** : Albert Piquié, administrateur colonial, est gouverneur par intérim.
- 21 fév. 1894->10 juin 1894** : Léon Gauharou, administrateur colonial, est gouverneur par intérim.
- 1895->1903 : Période de la colonisation Feillet*
- 10 juin 1894->2 sept. 1903** : Paul Feillet, haut-fonctionnaire, est gouverneur. C'est l'un des plus importants du pays, tant par la durée de son mandat que par sa politique de colonisation et les polémiques qu'elle a suscitées.
- 1897** : Feillet, qui se déclare en 1894 contre le « robinet d'eau sale » que constitue la transportation, l'abolit pour la promotion d'une colonisation d'immigration volontaire. Le conseil général, sur proposition du gouverneur Feillet, vote l'impôt de capitation : dix francs par Kanak et par an, soit le salaire de dix jours de travail pour un colon.
- 6 juin 1896->2 juin 1897** : Aristide Le Fol, suppléant du gouverneur Feillet.
- 27 oct. 1897** : Arrêté 806 organisant les tribus indigènes et plaçant plusieurs tribus sous l'autorité d'un grand chef désigné par l'administration.
- 23 nov. 1897** : Arrêté fixant la procédure de cantonnement des Kanak (trois hectares cultivables par individu).
- 9 août 1898** : Arrêté créant le district soumis à l'autorité d'un « grand chef » administratif alors que chaque tribu a à sa tête un « petit chef ».

1. Aujourd'hui, on compte trois cent quarante-et-une tribus regroupées en cinquante-sept districts.

2. Prorogé par le gouverneur tous les dix ans jusqu'à son abolition en 1946, d'une part, par le décret supprimant les sanctions ordinaires de l'indigénat le 14/02 et, d'autre part, par la suppression de l'interdiction de circuler, de la tutelle du chef comme du patron et de l'interdiction du travail forcé, des prestations et des réquisitions (04/1946).

**10 fév.-14 déc. 1900** : Jean-Baptiste Colardeau remplace Le Fol comme suppléant.

**22 nov. 1900** : L'impôt de capitation entre en vigueur.

**14 déc. 1900->2 mai 1901** : Édouard Telle succède à Colardeau comme suppléant.

**1901** : Vingt-sept mille Kanak sont recensés, soit dix-huit mille de moins en quatorze ans.

**22 oct.->14 nov. 1902** : Édouard Telle, suppléant de Feillet.

*Capitation, travail forcé et tirailleurs indigènes*

**13 nov. 1902** : Arrivée à Nouméa du pasteur (puis ethnologue) Maurice Leenhardt et de son épouse Jeanne. Leenhardt s'engagera en faveur des Kanak tout au long de son séjour en Nouvelle-Calédonie et au-delà. Un engagement qui sera poursuivi par sa fille Roselène Dousset-Leenhardt.

**14 nov. 1902->17 mai 1905** : Édouard Picaron, suppléant de Feillet jusqu'au 2 sept. 1903, puis gouverneur.

**1904** : 7 160 Kanak doivent payer l'impôt de capitation.

**17 mai 1905->17 sept. 1906** : Charles Amédée Rognon, gouverneur par intérim.

**17 sept. 1906->18 mars 1908** : Victor Liotard, commissaire général dans le Pacifique et haut-commissaire de la France aux Nouvelles-Hébrides à partir du 22 mars 1907.

**23 mars 1907** : Décret réglementant la responsabilité collective de la tribu.

**18 mars->24 mai 1908** : Pierre Brun, gouverneur par intérim.

**30 déc. 1908** : Arrêté organisant l'état civil indigène.

**24 mai 1908->6 juin 1913** : Jean-Louis Richard, commissaire général dans le Pacifique et haut-commissaire de la France aux Nouvelles-Hébrides.

**16 sept. 1909->6 juil. 1910** : Adrien Bounhoure, suppléant de Richard.

**1910** : Relance de l'activité minière.

**6-juil. 1910->6 juin 1913** : Auguste Brunet, suppléant de Richard.

**7 sept. 1910** : Par arrêté, les Kanak ayant travaillé comme engagés pendant au moins six ans peuvent obtenir la résidence libre.

**14 fév. 1912->27 juil. 1914** : Auguste Brunet, suppléant de Richard, devient commissaire général dans le Pacifique et haut-commissaire aux Nouvelles-Hébrides.

**27 juil. 1914->15 août 1923** : Jules Repiquet, gouverneur de Nouvelle-Calédonie et haut-commissaire de la République par intérim jusqu'au 5 fév. 1918, puis commissaire général dans le Pacifique et haut-commissaire aux Nouvelles-Hébrides.

**1915** : Départ du premier contingent de sept cents soldats pour la Première Guerre mondiale.

**1916** : Pour éviter le recrutement pour la Première Guerre mondiale, de nombreux Kanak rejoignent les troupes du petit chef Tiamou.

Recrutement de volontaires kanak pour le bataillon de tirailleurs indigènes.

**1917** : Écrasement d'une deuxième grande révolte kanak dirigée par le chef Noël, qui sera assassiné en jan. 1918.

**1918** : La population kanak cesse de décroître ; commence une période de stagnation qui durera jusqu'en 1931.

**23 mai 1919->6 jan. 1921** : Joseph Joulia est suppléant du gouverneur Repiquet.

**1920** : Création d'un impôt indirect, la taxe générale à l'importation (TGI), élément important du système fiscal calédonien.

**23 mars 1922** : Par arrêté, les Kanak ayant fait la Première Guerre mondiale sont exonérés pour quinze ans de l'impôt de capitation.

**12 sept. 1923->16 mars 1925** : Henri d'Arboussier assure l'intérim du gouverneur Repiquet.

**1<sup>er</sup> jan. 1924** : Entrée en vigueur de l'arrêté de 1922 sur les prestations indigènes instaurant, pour chaque homme valide, douze jours par an de travail obligatoire d'utilité publique.

**16 mars 1925->2 juil. 1932** : Joseph Guyon, commissaire général dans le Pacifique, haut-commissaire aux Nouvelles-Hébrides.

**1925** : Année de reprise des projets d'immigration.

**29 mai 1929->22 mai 1930** : Henri d'Arboussier, suppléant de Guyon.

**22 mai->20 déc. 1930** : Gabriel Thaly, suppléant de Guyon.

**1931** : En France, exhibition d'une centaine de Kanak dans un « zoo humain » lors de l'exposition coloniale de Vincennes.

**20 juil. 1932->3 mai 1933** : Léonce Jore, gouverneur des colonies par intérim.

**3 oct. 1932** : Par décret, les Kanak, anciens combattants, ou ayant dix ans de service dans l'armée ou la fonction publique, peuvent accéder à la citoyenneté française, sous réserve qu'ils sachent lire et écrire le français.

**3 mai 1933->3 déc. 1936** : Bernard Siadoux, commissaire général dans le Pacifique et haut-commissaire aux Nouvelles-Hébrides.

**1<sup>er</sup> jan. 1935** : Création d'un état civil indigène (arrêté du 15 sept. 1934).

**3 déc. 1936->3 juil. 1938** : Marcel Marchessou, commissaire général dans le Pacifique et haut-commissaire aux Nouvelles-Hébrides.

**24 juin 1938** : Application des accords de Genève impliquant l'interdiction de toute forme de travail obligatoire, ce qui entraîne la suppression des corvées pour les Kanak.

**3 juil. 1938->7 août 1939** : Léonce Jore, commissaire général dans le Pacifique et haut-commissaire aux Nouvelles-Hébrides.

**7 août->20 oct. 1939** : René Barthes, commissaire général dans le Pacifique et haut-commissaire aux Nouvelles-Hébrides.

**20 oct. 1939->29 août 1940** : Georges-Marc Pélicier est commissaire général dans le Pacifique et haut-commissaire aux Nouvelles-Hébrides.

**29 août->19 sept. 1940** : Le lieutenant-colonel du régime de Vichy, Maurice Denis, commandant supérieur des troupes du groupe Pacifique, commissaire général dans le Pacifique et haut-commissaire aux Nouvelles-Hébrides.

**19 sept. 1940** : Ralliement de la Nouvelle-Calédonie à la France libre du général de Gaulle.

**19 sept. 1940->6 mai 1942** : Henri Sautot, de la France libre, commissaire général dans le Pacifique et haut-commissaire aux Nouvelles-Hébrides jusqu'en juil. 1941, remplacé à ces deux postes par l'amiral Georges Thierry d'Argenlieu.

**10 déc. 1940** : Ordonnance du général de Gaulle supprimant le conseil général.

**Oct. 1941** : Création de l'association des amitiés avec l'URSS par Jeanne Tunica et le conseiller général Florindo Paladini.

**12 mars 1942->fin 1946** : 17 000 Américains débarquent à Nouméa. La Nouvelle-Calédonie est la principale base militaire américaine hors territoire avec la présence de troupes américaines. 130 000 Américain.e.s et Néo-Zélandais.es y demeurent durant cette période et 1 200 000 soldats américains y transitent.

**29 juil. 1942->23 juin 1943** : Auguste Montchamp, de la France libre (devenue « France combattante » en juil. 1942), gouverneur des colonies par intérim.

**15 sept. 1943->13 fév. 1944** : Christian Laigret, du Comité français de libération nationale, gouverneur par intérim.

**30 jan.-8 fév. 1944** : Conférence de Brazzaville qui propose une nouvelle doctrine coloniale destinée à légitimer l'Empire sur de nouvelles bases.

**14 fév. 1944-28 jan. 1947** : Jacques Tallec, commissaire général dans le Pacifique et haut-commissaire aux Nouvelles-Hébrides.

**1945-1951** : Roger Gervolino, de l'Union démocratique et socialiste de la résistance, élu député de Nouvelle-Calédonie.

**22 août 1945** : Ordonnance octroyant le droit de vote à certains Kanak (chefs, pasteurs, anciens combattants, moniteurs des écoles privées) ; seuls 1 144 sur 10 000 électeurs obtiennent pour la première fois ce droit.

**26 Déc. 1945** : Création par décret du franc des colonies françaises du Pacifique (FCFP), en même temps que le franc CFA, après les accords de Bretton Woods.

**Jan. 1946** : Création du Parti communiste calédonien (PCC) par Jeanne Tunica qui en est secrétaire générale, initiative locale à l'encontre de la ligne du PCF qui proscribit la création de section coloniale à base européenne. Sa défense des revendications sociales et politiques des Kanak en fait la première forme d'organisation politique kanak, avec plus de deux cents adhésions. On voit des drapeaux rouges dans les mines.

**Fév. 1946** : La Nouvelle-Calédonie est inscrite pour la première fois sur la liste de l'ONU des pays à décoloniser.

**11 avr. 1946** : Loi sur la suppression du travail forcé, promulguée en Nouvelle-Calédonie le 23 août et mise en application le 11 fév. 1947.

*1946 : Fin de l'Indigénat, début du TOM*

**23 avr. 1946** : Abolition du régime de l'indigénat promulguée localement le 3 mai ; les Kanak peuvent à nouveau circuler librement de jour comme de nuit et récupèrent le droit de résider et de travailler librement.

**25 avr. 1946** : Citoyenneté pour tous les indigènes de l'Empire.

**25 avr. 1946** : Tract du PCC « Chefs indigènes ! » :

« Vous les CHEFS, vous avez été aussi opprimés que vos sujets, vous avez toujours été considérés comme inférieurs par toute la haute ADMINISTRATION et tous les esclavagistes de ce pays QUI EST LE VÔTRE. LES SEULS VRAIS CALÉDONIENS, C'EST VOUS [...] On [vous] a obligés à toujours courber la tête. Ce temps-là est fini. [...] Vous aurez tous droit à la vie heureuse, vous aurez tous droit aux mêmes avantages que les hommes blancs, qui pour la plupart, ici, vous ont trompé [sic] comme des chiens, ont séparé des femmes de leurs compagnons, vous obligent encore à des réquisitions arbitraires, font une différence entre les volontaires blancs et les noirs [...] »

**22 mai 1946** : Attentat contre le domicile de Jeanne Tunica.

**25 mai 1946** : Les missions catholiques, pour contrer le développement du PCC dans les tribus kanak, encouragent la création de l'UICALO<sup>3</sup> qui, avec la future AICLF<sup>4</sup>, préfigurent l'Union calédonienne.

**Juin 1946** : Jeanne Tunica (PCC) envoie à Raymond Barbé (responsable de la section coloniale du PCF) le deuxième cahier de revendications indigènes qui affirme la souveraineté kanak.

**août 1946** : Départ de Jeanne Tunica pour l'Australie.

**12 oct. 1946** : Promulgation en Nouvelle-Calédonie, par le gouverneur Jacques Tallec (commissaire général dans le Pacifique), de la loi du 25 avr. : les Kanak deviennent citoyens de l'Union française.

**27 oct. 1946** : Constitution de la IV<sup>e</sup> République (adoptée par l'Assemblée nationale constituante le 29 sept. 1946 et approuvée, par référendum, le 13 oct.) qui, dans l'article 1 de son préambule, précise :

« Le peuple français proclame à nouveau que tout être humain, sans distinction de race, de religion ni de croyance, possède des droits inaliénables et sacrés. Il réaffirme solennellement les droits et libertés de l'homme et du citoyen consacrés par la Déclaration des droits de 1789 et les principes fondamentaux reconnus par les lois de la République. »

Cette constitution, qui crée l'Union française, fait accéder la Nouvelle-Calédonie au statut de TOM (territoire d'outre-mer) où l'État est représenté par un gouverneur

qui est le chef du territoire assisté d'un conseil privé. Le conseil général est l'assemblée délibérante du territoire.

**1947** : La Nouvelle-Calédonie est retirée, à la demande de la France, de la liste de l'ONU des pays à décoloniser, conséquence de la Constitution de 1946 qui la fait passer de « colonie » à « territoire d'outre-mer » si bien que l'ONU considère désormais le territoire comme « autonome » !

**28 jan. 1947-19 déc. 1948** : Henri Lafleur sénateur RI.

**29 jan. 1947-10 mai 1948** : Georges Parisot, commissaire général dans le Pacifique et haut-commissaire aux Nouvelles-Hébrides.

**10 fév. 1947** : Création, en réaction au PCC, de l'association protestante en milieu kanak, l'AICLF, qui préfigure également l'Union calédonienne, avec l'UICALO.

**11 fév. 1948** : Suppression de l'engagement obligatoire des Kanak.

**10 mai 1948-5 juil. 1951** : Pierre Charles Cournarie, compagnon de la libération, commissaire général dans le Pacifique et haut-commissaire aux Nouvelles-Hébrides.

**2 déc. 1948** : Fin de l'impôt de capitation.

**19 déc. 1948-19 juin 1955** : Henri Lafleur, sénateur RI.

**août 1949-1958** : Pouvanaa a Oopa est le premier député d'origine tahitienne en Polynésie. Il est réélu député à chaque élection jusqu'en 1958.

**19 nov. 1949** : Déclaration universelle des droits de l'homme.

**23 mai 1951** : Loi élargissant le droit de vote à huit mille sept cents électeurs kanak ; les Kanak sont encore majoritaires sur le territoire.

**1<sup>er</sup> juil. 1951** : Élections législatives où 60 % des Kanak en âge de voter sont inscrits sur les listes électorales. Maurice Lenormand (1913-2006) est élu député de Nouvelle-Calédonie, dans le groupe non inscrit pour le mandat 1951-1956 ; largement supporté par les Kanak de l'UICALO et de l'AICLF, étant le seul candidat à avoir consacré une partie de son programme aux « problèmes autochtones », il sera nommé péjorativement par ses adversaires le « député des Kanak ». Il sera réélu député jusqu'en 1964 (rattaché au Indépendants d'outre-mer de 1956 à 1959, aux Républicains populaires et centre démocratique de 1959 à 1962 et au Centre démocratique de 1962 à 1964). À cette date, on compte environ 20 000 citoyens de droit commun face à 30 000 de statut particulier, donc Kanak. L'UC compte environ 5 % d'Européens à cette époque.

**5 juil.-21 oct. 1951** : Paul Bordarier, gouverneur par intérim.

**21 oct. 1951-24 juil. 1954** : Raoul Angammarre, commissaire général dans le Pacifique et haut-commissaire aux Nouvelles-Hébrides.

**17 sept. 1952** : Réunion à Nouméa au haut commissariat à propos du collège électoral entre les partisans du double collège et ceux du collège unique. Seuls les Kanak défendent à terme le collège unique alors que les négociateurs se sont mis d'accord pour que le double collège subsiste sur la côte Est, c'est-à-dire là où les autochtones sont les plus nombreux. Un accord est finalement trouvé précisant que le suffrage universel sera inscrit dans la loi.

**18 sept. 1952** : L'accord de Nouméa est signé en présence des députés de métropole, Brusset, Laforest et Bettencourt, venus en mission sur le territoire pour la réforme des collèges électoraux. Cinq circonscriptions voient le jour : quatre avec un collège unique et une avec un « double collège » sur la côte Est (une indigène et une européenne).

**19 nov. 1952** : Loi validant le principe du collège unique pour les élections au conseil général, dans quatre circonscriptions sur cinq.

3. Union des indigènes calédoniens amis de la liberté dans l'ordre, d'obédience catholique.

4. Association des indigènes calédoniens et loyaltiens français, d'obédience protestante.

**Fév. 1953** : Première grève à l'usine métallurgique de Doniambo réclamant la parité des salaires entre Kanak et Européens.



PHOTO 1. – De Gaulle à bord du *Calédonien* (© J.-J. Courbon, <http://www.messageries-maritimes.org/calédonien2.htm>).

**8 fév. 1953** : Première apparition d'une liste intitulée « Union calédonienne », dirigée par Maurice Lenormand, avec le slogan « Deux couleurs, un seul peuple », à l'occasion des élections au conseil général (qui remporte 15 sièges sur 25 avec, pour la première fois, 9 Kanak et 16 Européens), avec comme mots d'ordre : « Colons et autochtones, unissez-vous » et « L'année du centenaire sera l'année de la libération ». Selon Lenormand lui-même, son fondement est le « principe d'égalité » et il a pour but « cette union française, en Nouvelle-Calédonie, de tous les habitants, sans distinction de race ni de religion ».

**24 nov. 1953** : Centenaire de la colonisation française en Nouvelle-Calédonie.

**1954** : Renvoi au Vietnam de mineurs tonkinois pro-Viet-Minh.

**30 sept. 1954-3 fév. 1956** : René Hoffherr est commissaire général dans le Pacifique et haut-commissaire aux Nouvelles-Hébrides.

**11 déc. 1954** : Sortie du premier numéro de l'hebdomadaire de l'UC, *L'Avenir calédonien*.

**1954-1955** : Vague de grèves, sans précédent sur le territoire et soutenue par Lenormand, dans le secteur minier et la fonction publique réclamant l'application des droits sociaux prévus par le nouveau code du travail de la France d'Outre-mer de 1952. L'UC se veut défenseur des Kanak et des petits Blancs, colons agricoles, ouvriers, fonctionnaires, face à la domination des monopoles miniers et commerciaux.

**19 juin 1955-26 avr. 1959** : Armand Ohlen sénateur UC.

**22 fév. 1956** : Deuxième grève à l'usine métallurgique de Doniambo réclamant la parité des salaires entre Kanak et Européens. Trois mille personnes manifestent à Nouméa.

**2 mars 1956-1<sup>er</sup> déc. 1958** : Aimée Grimald est commissaire général dans le Pacifique, haut-commissaire aux Nouvelles-Hébrides et chef du territoire à partir du 22 juil. 1957.

**Avr. 1956** : Dans le cadre des grands travaux (barrages de Yaté et de Dumbéa), on fait venir de la main-d'œuvre de Wallis-et-Futuna.

**5 avr. 1956** : Rapport de la gendarmerie indiquant que les électeurs de Lenormand sont « la quasi totalité des autochtones [...] et la majeure partie des ouvriers des syndicats de l'industrie ».

**12-13 mai 1956** : Premier congrès de l'Union calédonienne (UC). Le président en est Roch Déo Pidjot (de l'UICALO), le commissaire général Maurice Lenormand ; parmi les membres du bureau, il y a Dui Matayo Wetta (de l'AICLF). L'UC compte alors 30 % d'Européens.

**23 juin 1956** : La loi-cadre de Gaston Defferre confère l'autonomie au territoire par le décret 57-811. Elle crée un conseil de gouvernement local – élu par l'assemblée territoriale (trente membres élus pour cinq ans) elle-même créée par cette loi (décret d'application du 22 juil. 1957) pour se substituer au conseil général –, avec des ministres territoriaux (de cinq à sept) nommés par le vice-président. À cette époque, l'UC contrôle la quasi-totalité des institutions du territoire.

**11 sept. 1956** : Première visite du général de Gaulle sur le territoire qui arrive à Nouméa à bord du paquebot-mixte des Messageries maritimes, *Le Calédonien* (photo 1).

1957 : *Loi-cadre*

**3 mars 1957** : Décès de Henri Bonnaud, ancien président du conseil général et *leader* des indépendants, qui prônait l'entente avec l'UC.

**22 juil. 1957** : Décret d'application pour la mise en place de l'assemblée territoriale (AT) élue pour un mandat maximum de cinq ans au suffrage universel à la proportionnelle de liste avec quatre circonscriptions électorales.

**26 juil. 1957** : Loi pour l'élection de l'AT qui octroie le droit de vote à tous les Calédoniens sans distinction.

L'AT élit un conseil de gouvernement de six à huit ministres jusqu'en 1964, date à laquelle le nombre de ministres est réduit à cinq.

- 1<sup>re</sup> circonscription (Sud) : Nouméa, Dumbéa, Mont-Dore, île des Pins et Yaté,

- 2<sup>e</sup> circonscription (Ouest) : Belep, Poum, Ouégoa, Koumac, Kaala-Gomen, Voh, Koné, Pouembout, Poya, Bourail, Moindou, La Foa, Farino, Sarraméa, Boulouparis et Païta,

- 3<sup>e</sup> circonscription (Est) : Pouébo, Hienghène, Touho, Poindimié, Ponérihouen, Houailou, Canala et Thio,

- 4<sup>e</sup> circonscription (îles Loyauté) : Lifou, Maré, Ouvéa.

**1957->1985** : Huit mandats pour l'assemblée territoriale de Nouvelle-Calédonie.

**1957** : Homme fort de la politique polynésienne, Pouvanaa a Oopa, ancien combattant rallié à la France libre, autonomiste et père du nationalisme tahitien, est élu vice-président du conseil de gouvernement.

**1957** : Néa Galet, élu territorial UC, prend la présidence de la FELP (Fédération de l'enseignement libre protestant) et la vice-présidence de l'AICLF.

**22 juil. 1957** : Par décret de ce jour, et suite à la loi-cadre, les Kanak bénéficient enfin du suffrage universel ; celui-ci est appliqué pour la première fois le 6/10/1957 : 13 725 électeurs kanak face à 13 824 électeurs européens.

**6 oct. 1957** : Élection de la nouvelle assemblée territoriale qui compte 30 sièges.

**21 oct. 1957** : Premier mandat de l'assemblée territoriale (AT) qui sera dissoute le 30/10/1958. Au départ, la majorité UC-ROC (Rassemblement ouvrier calédonien de Gabriel Mussot) a 19 élus (dont 18 UC) ; la Fédération autonome des républicains sociaux (FARS) en a 7, les Indépendants 3 et le Groupement des paysans calédoniens (GPC) en a 1. Au moment de la dissolution, la majorité est devenue UC-UR avec toujours 19 élus (Mussot, ex-ROC est devenu Union républicaine) face au Rassemblement calédonien (RASCAL) qui regroupe 7 gaullistes, 3 indépendants et 1 agrarien. Il semble que ce soit la première apparition du RASCAL.

**22 oct. 1957 (->23 déc. 1958)** : Élection du premier conseil de gouvernement, présidé par le haut-commissaire, avec sept ministres et un vice-président, Maurice Lenormand, tous UC, dit « Lenormand 1 » :

- Maurice Lenormand (député rattaché au groupe des Indépendants d'outre-mer (IOM), conseiller territorial pour l'Ouest), vice-président, à l'Intérieur et à la Fonction publique ;

- Roch Déo Pidjot (chef de La Conception, président de l'UC et de l'UICALO, conseiller territorial démissionnaire pour le Sud), à l'Économie rurale ;

- Daniel Laborde, aux Affaires économiques et au Plan ;

- Michel Lambert, aux Travaux publics, aux Transports et aux Communications ;

- Jean-Louis Hénin, à l'Industrie, aux Mines et à l'Énergie ;

- Doui Matayo Wetta (président de l'AICLF, conseiller territorial démissionnaire pour l'Est, de Ponérihouen) à l'Assistance aux coopératives et à l'Information ;
  - Dr Marc Tivolier (directeur du service social et d'hygiène de la ville), à la Santé, au Travail et aux Affaires sociales ;
  - Jean Leborgne (conseiller territorial démissionnaire pour le Sud), à l'Éducation et aux Sports.
- 1957-1958** : Scission protestante : Raymond Charlemagne et la direction de l'AICLF passent du soutien à l'UC à l'alliance avec l'administration contre l'UC de Lenormand.
- 1958** : Au référendum pour approbation de la nouvelle Constitution de la V<sup>e</sup> République, l'UC, sur la base de promesses faites par Paris, appuie le « oui » et, lors de son troisième congrès, « déclare solennellement ne jamais demander l'indépendance de la Nouvelle-Calédonie et exclure du groupement toute personne qui la demanderait ». Le Rassemblement calédonien (RC) est créé par Henri Lafleur. De nombreux Caldoches quittent l'UC pour le rejoindre. Aux élections de déc., le RC obtient 37 % des voix, laissant l'UC toujours majoritaire. Roch Déo Pidjot, le successeur de Maurice Lenormand à la vice-présidence du conseil de gouvernement, est le premier Kanak à ce poste.
- Pour sa part, en Polynésie française, Pouvanaa a Oopa, dit le « Metua », prône le « non » au maintien au sein de la République française lors du référendum constitutionnel.
- 18 juin 1958** : Manifestation à Nouméa des Européens du Comité de défense des libertés calédoniennes (gaullistes et extrême droite), dont Henri Lafleur, le père de Jacques Lafleur, contre le gouvernement territorial dirigé par Maurice Lenormand. En conséquence, le représentant du gouvernement suspend les institutions territoriales. Selon les Européens de Nouvelle-Calédonie, les élections territoriales amenaient des majorités kanak à l'assemblée... C'est ce que Maurice Lenormand nomma « le putsch » contre le conseil de gouvernement.
- 28 sept. 1958** : En Nouvelle-Calédonie, le référendum constitutionnel recueille 98 % des suffrages ; le territoire fait alors le choix de rester français. L'assemblée territoriale opte pour le statut de TOM, une autonomie « associant les deux communautés » de la Nouvelle-Calédonie, au moment où, grâce à la même loi-cadre, toutes les anciennes colonies françaises d'Afrique choisissent l'autonomie puis l'indépendance.
- 1<sup>er</sup> oct. 1958** : Création de l'Union pour la nouvelle république (UNR), parti politique français pour soutenir l'action de Charles de Gaulle qui remporte la majorité aux élections législatives qui suivent la nouvelle Constitution de 1958 instaurant la V<sup>e</sup> République.
- 30 oct. 1958** : Dissolution de l'assemblée territoriale.
- 1<sup>er</sup> déc. 1958->3 jan. 1963** : Laurent Péchoux est commissaire général dans le Pacifique, haut-commissaire aux Nouvelles-Hébrides et chef du territoire.
- 7 déc. 1958** : Élection de l'assemblée territoriale qui redonne la majorité à l'UC.
- 17 déc. 1958** : Début du deuxième mandat de l'assemblée territoriale (1958-1962) avec une majorité UC-UR de 19 sièges (18 UC, 1 UR) et 11 RASCAL (composé de 4 listes). En cours de mandat, la majorité change avec de nouveaux venus. En fin de mandat, le 9 mars 1962, il y a avait : 17 sièges pour l'UC-UR (16 UC et 1 UR), 7 UNR, 4 RASCAL et 2 ex-UC. L'assemblée territoriale vote l'option constitutionnelle qui maintient le statut de TOM et non celui d'État membre de la Communauté qui fut alors créé.
- 23 déc. 1958->18 juin 1959** : Deuxième conseil de gouvernement UC, dit « Lenormand II » :
- Maurice Lenormand (député TOM, conseiller territorial pour l'Ouest), vice-président, chargé de l'Intérieur, de la Fonction publique, des Finances, des Affaires économiques et du Plan ;
  - Roch Déo Pidjot (chef de La Conception, président de l'UC et de l'UCALO, conseiller territorial démissionnaire pour le Sud), à l'Économie rurale ;
  - Jean-Louis Hénin, à la Production industrielle et aux Mines ;
  - Doui Matayo Wetta (président de l'AICLF, conseiller territorial démissionnaire pour l'Est, de Ponérihouen), aux Relations publiques, à la Coopération et à l'Éducation de base ;
  - Dr Marc Tivolier (directeur du service social et d'hygiène de la ville), à la Santé, au Travail et aux Affaires sociales ;
  - Jean Leborgne (conseiller territorial démissionnaire pour le Sud), à l'Éducation, à la Jeunesse et aux Sports.
- 23-30 nov. 1958 (->1962)** : Maurice Lenormand est élu premier et député de la Nouvelle-Calédonie à l'Assemblée nationale (suppléant : Michel Kauma).
- 1959** : L'UC avec 55 % d'Européens est un mouvement pluriel.
- Jan. 1959** : Arrivée du haut-commissaire Péchoux.
- De 1959 à 1963** : Politique de confrontation larvée avec l'UC menée par le haut-commissaire Laurent Péchoux.
- 8 jan. 1959->5 fév. 1960** : Jacques Soustelle est ministre délégué auprès du Premier ministre, chargé du Sahara, des DOM-TOM et des affaires atomiques.
- 24 mai 1959** : Suite à sa réélection comme député, Maurice Lenormand démissionne de son mandat de député car les fonctions de député et de vice-président du gouvernement sont désormais incompatibles.
- 26 avr. 1959->26 sept. 1965** : Henri Lafleur sénateur RASCAL (Rassemblement calédonien), siège avec les Républicains indépendants (RI) au Sénat.
- 18 juin 1959->29 avr. 1962** : Troisième conseil de gouvernement UC dit « Kauma »
- Michel Kauma (UCALO et UC qu'il quitte en nov. 1960 pour rallier le Rassemblement calédonien - RASCAL, parti d'opposition de droite, chef de Banoutr et Ouloup à Ouvéa, conseiller territorial pour les îles Loyauté), vice-président, à la Fonction publique, aux Finances et Affaires économiques ;
  - Roch Déo Pidjot (président de l'UC et de l'UCALO, conseiller territorial démissionnaire pour le Sud, chef de La Conception), à l'Économie rurale ;
  - Jean-Louis Hénin, aux Travaux publics (jusqu'au 8 juil. 1959) et aux Mines (a démissionné le 8 juil. 1959 mais est réélu le 18 juil. 1959) ;
  - Doui Matayo Wetta (président de l'AICLF et membre de l'UC qu'il quitte en même temps que Michel Kauma en nov. 1960 pour aller au RASCAL ; conseiller territorial démissionnaire pour l'Est), à l'Intérieur, aux Relations publiques, à la Coopération et à l'Éducation de base ;
  - Dr Marc Tivolier, à la Santé, Travail et Affaires sociales ;
  - Jean Le Borgne (conseiller territorial démissionnaire pour le Sud), à l'Éducation, à la Jeunesse et aux Sports.
- Oct. 1959** : En Polynésie, Pouvanaa a Oopa est arrêté : accusé de destruction de biens et de détention d'armes, il est condamné à huit ans de réclusion et quinze ans d'interdiction de séjour en Polynésie.
- 1960** : Destruction du local de l'UC dans la Vallée du Tir par un attentat à la dynamite qui conduit le député Maurice Lenormand devant les tribunaux. Attentat dont le but était, selon certains, d'amener à l'éviction de Maurice Lenormand et à l'affaiblissement de l'UC.
- 26 jan. 1960** : Démission de Roch Déo Pidjot de son poste de ministre de l'Agriculture en raison du conflit larvé entre Lenormand et Péchoux.
- 5 fév. 1960->24 août 1961** : Robert Lecourt est ministre délégué auprès du Premier ministre, chargé du Sahara, des DOM-TOM et des affaires atomiques.



**Nov. 1960** : Exclusion de Kauma et de Wetta de l'UC votée lors du congrès du parti. À leur suite, Néma Galet et l'état major de l'AICLF quittent également l'UC (Auguste Parawi-Reybas, Enoka Poitchili, Ménon Nékiriari, Toutou Tiapi, Ourari Ponga, etc.).  
Création de l'association des autochtones calédoniens et des îles Loyauté (AACIL) par les fidèles de Maurice Lenormand qui quitte l'AICLF.

**14-15 déc. 1960** : Résolutions de l'ONU 1514 sur l'octroi de l'indépendance aux pays et peuples coloniaux et 1541 définissant trois options pour l'autodétermination.

**18 mars-20 juil. 1961** : Georges Poulet, suppléant de Péchoux.

**24 août 1961->15 avr. 1962** : Jean de Broglie est secrétaire d'État au Sahara et aux DOM-TOM.

**9 mars 1962** : L'assemblée territoriale est à nouveau dissoute.

**15 avr. 1962->8 jan. 1966** : Louis Jacquinot est ministre d'État chargé des DOM-TOM.

**25 avr. 1962** : Début du troisième mandat de l'assemblée territoriale (1962-1967), avec 18 sièges pour l'UC, 9 pour l'Entente (5 UNR et 4 ex-UC), 3 pour le RASCAL.

**29 avr. 1962->31 jan. 1963** : Seule l'UC a présenté une liste et l'emporte donc avec la mise en place du cinquième conseil de gouvernement UC DIT « Pidjot I » :

- Roch Déo Pidjot (président de l'UC et de l'UCALO, conseiller territorial pour le Sud, chef de La Conception), vice-président et chargé des Finances et Affaires économiques, du Plan, du Travail et de l'Habitat ;
- Yann Céléne Uregeï (AACIL), à l'Économie rurale ;
- Pierre Gomez, aux Travaux publics et aux Communications ;
- Jean-Louis Héning, aux Mines et à la Production industrielle ;
- Jean Le Borgne, à l'Éducation, Jeunesse et Sports ;
- Théophile Wakolo Pouyé (président de l'AACIL, conseiller territorial démissionnaire pour l'Est), à l'Intérieur et à la Santé ;
- Albert Satragne, au Plan, au Travail et à l'Habitat (décédé le 3 sept. 1962).

**4 nov. 1962** : Élections partielles à l'AT (3<sup>e</sup> mandat) : 16 UC, 13 Entente (5 UNR, 4 RASCAL, 4 ex-UC) et 1 siège vacant.

**18-25 nov. 1962->1967** : Maurice Lenormand est réélu député de Nouvelle-Calédonie, laquelle ne compte qu'une seule circonscription. Roch Déo Pidjot, suppléant, lui succède en 1964 suite à la condamnation de Lenormand.

**1963** : Les Kanak n'ont plus la majorité absolue dans la population du territoire et donc, à terme, dans le corps électoral. Cette situation ne pourrait se renverser qu'au XXI<sup>e</sup> siècle.

Lenormand est condamné à un an de prison avec sursis.

*1963-1969 : De la loi cadre aux lois Billotte*

**9 jan. 1963->14 fév. 1965** : Casimir Biros est commissaire général dans le Pacifique, haut-commissaire aux Nouvelles-Hébrides et chef du territoire.

**30 jan. 1963** : Démission du gouvernement Pidjot I à l'exception de Jean-Louis Héning afin de le forcer à démissionner car considéré par l'UC comme « déviationniste » en raison des négociations qu'il a menées seul lors d'un conflit social avec la Société Le Nickel (SLN).

**31 jan. 1963->14 jan. 1964** : Nouvelle majorité UC après les élections territoriales d'avr. 1962 et mise en place du quatrième conseil de gouvernement UC DIT « Pidjot II » :

- Roch Déo Pidjot (président de l'UC et de l'UCALO, conseiller territorial pour le Sud, chef de La Conception), vice-président et chargé des Finances et Affaires économiques, par intérim du Plan, du Travail et de l'Habitat à partir du 5 sept. 1962 ;
- Yann Céléne Uregeï (Association des autochtones calédoniens et des îles Loyauté - AACIL), à l'Économie rurale ;
- Pierre Gomez, aux Travaux publics et aux Communications ;
- Jean Le Borgne, à l'Éducation, la Jeunesse et les Sports ;

DATES des REENSEIGNEMENTS ÉLECTORAUX	CORPS ÉLECTORAL CALÉDONNIEN	CORPS ÉLECTORAL AUTOCHTONE (statut personnel)			CORPS ÉLECTORAL EUROPÉEN (statut civil)
30 juin 1951	19.761	8.930	45,2%	54,8%	10.831
7 février 1953	20.591	9.355	45,4%	54,6%	11.236
7 janvier 1956	27.549	13.824	50,2%	49,8%	13.725
30 septembre 1956	30.213	17.228	57 %	43 %	13.085
31 mars 1957	32.370	18.694	57,8%	41,4%	13.406
28 février 1959	34.450	19.409	56,3%	43,6%	15.041
6 janvier 1961	37.076	19.550	52,7%	44,9%	16.674
31 mars 1962	37.405	19.910	53,2%	44,3%	16.591
6 juin 1964	39.284	20.605	52,5%	47,5%	18.679

TABLEAU 1. – Évolution du corps électoral calédonien de 1951 à 1962 (© A. Letenneur, NC1<sup>ère</sup>, <https://la1ere.francetvinfo.fr/nouvellecaldonie/l-entree-des-kanak-dans-le-corps-electoral-caledonien-345021.html>)

- Théophile Wakolo Pouyé (président de l'AACIL, conseiller territorial démissionnaire pour l'Est), à l'Intérieur et la Santé ;
- Michel Amiot (instituteur), aux Mines et à la Production industrielle.

**2 déc. 1963** : La loi Jacquinot (n° 63-1246) donne tout le pouvoir exécutif au représentant de l'État en Nouvelle-Calédonie, vidant ainsi de sa substance la loi-cadre. Dans son article 19, il est précisé que :

« Le conseil de gouvernement assiste le gouverneur, chef du territoire, ou, en son absence, le secrétaire général dans l'administration des services territoriaux ».

Une conséquence de cette perte d'autonomie et de l'attaque de la loi-cadre est la scission chez les protestants d'avec la dissidence Charlemagne.

**1963->1965** : Les acquis de la loi-cadre sont progressivement démantelés et la Nouvelle-Calédonie est reprise en main par la métropole. Début de l'immigration massive en Nouvelle-Calédonie, les Kanak vont perdre peu à peu la majorité démographique.

**1964-1966** : Construction des installations du Centre d'expérimentation du Pacifique (CEP) en Polynésie française (sur quatre sites : Papeete, Hao, Mururoa, Fangataufa).

**1964-1977** : La loi Jacquinot ouvre la période de la perte de pouvoirs par la limitation drastique de l'autonomie locale au profit des gouverneurs puis des hauts-commissaires.

**14 jan. 1964->25 juil. 1967** : Mise en place du sixième conseil de gouvernement avec deux listes en présence, une de l'UC et l'autre, dans l'opposition, dite de l'Entente. L'UC remporte 3 postes et l'Entente 2 :

- Jean Le Borgne (UC, professeur détaché de métropole dans le secondaire en NC, a quitté le territoire le 23 mars 1964 par défaut de renouvellement de son détachement),
- Théophile Wakolo Pouyé (UC, président de l'ACCIL, conseiller démissionnaire pour l'Est),
- Yann Céléne Uregeï (UC, ACCIL),
- Arnold Daly (Entente, UNR),
- Auguste Parawi-Reybas (Entente, AICLF).

**13-16 mars 1964** : Suite de l'affaire Lenormand sans doute orchestrée par l'État. Lenormand, qui s'oppose à la reprise en main par l'État centralisateur de la gestion des affaires calédoniennes, est accusé d'avoir dynamité le siège de l'UC. Le conseil constitutionnel, saisi le 13 mars 1964 par une requête de Jean Foyer, garde des Sceaux, prononce, quatre jours plus tard, la déchéance de plein droit de tous ses mandats.

**Juin 1964** : Élections législatives partielles suite à la peine d'inéligibilité du député titulaire, Maurice Lenormand. Première élection de Roch Déo Pidjot (chef de la tribu de La Conception et fondateur de l'UCALO puis de l'UC) comme député ; il le restera jusqu'en 1986. Il fut membre des groupes parlementaires suivants : Centre démocratique (1964-1967), Progrès et démocratie moderne (1967-1973), Réformateurs démocrates sociaux (1973-1974), Réformateurs, centristes et

- démocrates sociaux (1974-1978), non inscrit (1978-1981) et apparenté socialiste (1981-1986).
- 14 fév. 1965->16 oct. 1969** : Jean Risterucci est commissaire général dans le Pacifique, haut-commissaire aux Nouvelles-Hébrides et chef du territoire.
- 2 oct. 1965->22 sept. 1974** : Henri Lafleur est sénateur au nom du RASCAL (Rassemblement calédonien), du RI (Républicains indépendants) et Lionel Cherrier, suppléant.
- 8 jan. 1966->31 mai 1968** : Pierre Billotte est ministre d'État chargé des DOM-TOM.
- Sept. 1966** : Visite du général de Gaulle en Nouvelle-Calédonie lors de laquelle il évoque la nécessité de créer un pôle économique dans le Nord ainsi que la construction d'une seconde usine de nickel dans cette région de la France australe afin de casser le monopole de la SLN. Année du premier tir nucléaire en Polynésie. Pouvanaa a Oopa est gracié par le général de Gaulle.
- 1966->1996** : Le Centre d'expérimentation du Pacifique à Mururoa en Polynésie française est opérationnel.
- 19 juil. 1966** : Premier essai nucléaire aérien au CEP. En tout, 46 tirs aériens ont eu lieu jusqu'au 14 sept. 1974, suivis de 146 essais sous lagon entre le 5 juin 1975 et le 27 jan. 1996.
- 5-12 mars 1967->1968** : Roch Déo Pidjot est réélu député de la Nouvelle-Calédonie qui ne compte toujours qu'une seule circonscription. Son suppléant est Jacques Nagle.
- 2 juil. 1967** : En fin du troisième mandat de l'AT, 2 sièges sont vacants et les 28 autres sièges sont répartis comme suit : 15 pour la majorité UC, 6 pour l'Action calédonienne (des ex de l'UC et de l'UNR), 4 pour le RASCAL et 3 pour l'UNR.
- 9 juil. 1967** : Élections territoriales qui voient l'apparition des listes d'Entente en opposition à l'UC. Entente regroupe l'ensemble des formations de droite et anti-autonomistes. Le quatrième mandat de l'AT (1967-1972) comporte 24 sièges pour la majorité UC-CN (22 UC et 2 CN), contre 10 pour l'Entente (4 RASCAL, 3 UNR, 3 AC) et 1 Union des patentés et des propriétaires fonciers (UPPF).
- 25 juil. 1967->4 oct. 1972** : Mise en place du septième conseil de gouvernement avec trois listes en présence (UC, Entente et Calédonie nouvelle) ; l'UC reste majoritaire de peu :
- Pierre Gomez
  - Eugène Ayawa (UC, UICALO),
  - François Néoéré (UC, UICALO),
  - Arnold Daly (Entente, UNR puis UD)
  - Lionel Cherrier (Entente, RASCAL puis UD puis EDS).
- 4 sept. 1966** : Visite du général de Gaulle en Nouvelle-Calédonie qui déclare : « Vous êtes un morceau de la France, vous êtes la France australe. Et vous devez, dans la paix, comme vous l'avez fait dans la guerre, être un exemple d'effort, de fraternité et de progrès. »
- 31 mai->12 juil. 1968** : Joël Le Theule est ministre des DOM-TOM.
- 23-30 juin 1968->1973** : Roch Déo Pidjot est réélu député de Nouvelle-Calédonie qui ne compte qu'une seule circonscription. Son suppléant est Jacques Nagle.
- 12 juil. 1968->22 juin 1969** : Michel Inchauspé est secrétaire d'État auprès du Premier ministre chargé des DOM-TOM.
- 6 août 1968** : Création de l'Union démocratique de Nouvelle-Calédonie et des Nouvelles-Hébrides (UD) qui participe aux listes (élections territoriale du 9 juil. 1967).
- 30 nov. 1968** : Pouvanaa a Oopa est autorisé à rentrer en Polynésie.
- 1968->1969** : De retour de métropole après Mai 1968, les jeunes étudiants kanak protestent contre l'injustice sociale et la mise à l'écart des Kanak du boom économique du nickel.
- 1969** : Création de la Société minière du Pacifique Sud SMSP à Ouaco (Kaala-Gomen) par le sénateur et industriel Henri Lafleur, père de Jacques.
- 1969** : Création des Foulards rouges sous l'impulsion d'étudiants kanak rentrés de métropole après Mai 68 (en particulier de Nidoïsh Naisseline avec des Kanak surtout originaires des îles Loyauté que sont les groupes *Asai* d'Ouvéa, *Ciciquadry* de Lifou, *Wayagi* de Maré). Création également du Groupe 1878 par des jeunes de la Grande-Terre, dont Élie Poigoune, Gabriel Moentéapo, Edmond Koataida, Gaston Bélouma, Raoul Boacou, Baptiste Chanéné, Déwé Gorodé et Sylvain Néa ; Déwé Gorodé était aussi membre des Foulards rouges et en fut d'ailleurs la première présidente.
- 1969-1971** : Les Foulards rouges regroupent de plus en plus de membres : Déwé Gorodé, le pasteur Wakaine, Fote Trolue, Suzanne Ounei, Max Chivot, Louis Kotra Uregei, Franck Wahuzue...
- 22 juin 1969->25 fév. 1971** : Henry Rey est ministre délégué auprès du Premier ministre chargé des DOM-TOM.
- 14 juil.-2 sept. 1969** : Des slogans fleurissent sur les murs de Nouméa pour « une Calédonie libre ». Des membres des Foulards rouges distribuent des tracts en langue vernaculaire et se font arrêter, dont Nidoïsh Naisseline. En représailles, attaque du commissariat de police par des jeunes Kanak de Nouméa. Arrivée de l'avocat J.-J. de Félice à Nouméa pour défendre les prisonniers kanak et les faire sortir de prison.
- 24 sept. 1969** : Première manifestation de protestation kanak contre la commémoration de la prise de possession par la France du territoire en 1853. Manifestations houleuses et arrestations se succèdent.
- 29 oct. 1969->1<sup>er</sup> déc. 1973** : Louis Verger, commissaire général dans le Pacifique, haut-commissaire aux Nouvelles-Hébrides et chef du territoire.
- 10 déc. 1969** : Des dissidents de l'UC créent autour de Yann Célény Uregei l'Union multiraciale (UM), premier parti politique kanak. Cette même année 1969, d'autres élus UC quittent le mouvement, dont André Gopoéa, Wakolo Pouyé, Caba Caba, Willy Némia, Edmond Nekiriai, James Wright.
- 1969->1976** : 15 à 20 000 immigrants arrivent, dont de nombreux rapatriés d'Algérie ; la population augmente de 20 % mais, en proportion, la communauté augmentant le plus vite est celle des Wallisiens. Les Kanak représentent la communauté dont la population augmente le plus lentement durant cette période. L'État français favorise ce mouvement en implantant nombre de fonctionnaires : le secteur administratif représente 27 % du PIB en 1983 contre 10 % en 1970.
- 1970** : Le maire de Nouméa, Roger Laroque, proclame, deux ans avant Pierre Messmer : « Il faut faire du Blanc ».
- 24 oct. 1970** : Résolution 2625 de l'ONU qui prévoit que « l'acquisition de tout autre statut politique librement décidé par un peuple » est un moyen acceptable de décolonisation.
- 1971** : L'UD est prise en main par la tendance gaulliste de Georges Chatenay et de Gaston Morlet.
- Jan. 1971** : Autour de Yann Célény Uregei, dissidence kanak au sein de l'UC par des membres qui trouvent que leur parti ne va pas assez loin sur l'autonomie.
- 25 fév. 1971->6 juil. 1972** : Pierre Messmer est ministre d'État chargé des DOM-TOM.
- 12 juil. 1971** : Expulsion de l'UC de Armand Ohlen, ancien sénateur (1955-1959) et président de l'assemblée territoriale (AT, 1957-1960 et 1966-1970), Georges Nagle, maire de Poya (1961-1974) et président de la commission permanente de l'AT (1967-1972) et Max Frouin. Ils sont suivis par solidarité par les élus Jean Lèques, Évenor de Greslan et André Besnier. Ils sont rejoints par un membre de l'opposition de droite, Claude Parazols.

**19 août 1971** : Création, par des dissidents européens, de l'UC du Mouvement libéral calédonien (MLC) sous la présidence de Georges Nagle. S'ils sont partisans de l'autonomie administrative et de gestion, ils refusent l'autonomie interne prônée à l'époque par l'UC et, encore plus, l'indépendance. Ils se situent plutôt au centre-droit.

**26 sept. 1971** : Après avoir été amnistié la même année, Pouvanaa a Oopa devient sénateur de Polynésie pour le *Pupu Here ai'a*, parti fondé par John Teariki. Il se prononce contre les essais nucléaires en Polynésie.

**5 jan. 1972** : Une grande partie des membres de l'UD, dissidents non gaullistes, suit le sénateur Henri Lafleur (et son fils Jacques) et le maire de Nouméa Roger Laroque vers l'Entente démocratique et sociale (EDS).

**Mars-avr. 1972** : Procès de Nidoïsh Naisseline à Nouméa.

**6 juil. 1972->5 avr. 1973** : Xavier Deniau est secrétaire d'État auprès du Premier ministre chargé des DOM-TOM.

**19 juil. 1972** : Lettre du Premier ministre, Pierre Messmer, au secrétaire d'État aux DOM-TOM sur les vertus de l'immigration massive pour empêcher les revendications indépendantistes :

« La présence française en Calédonie ne peut être menacée sauf guerre mondiale, que par une revendication nationaliste des populations autochtones appuyées par quelques alliés éventuels dans d'autres communautés ethniques venant du Pacifique. À court et à moyen terme, l'immigration massive de citoyens français métropolitains ou originaires des départements d'Outre-mer (Réunion), devrait permettre d'éviter ce danger, en maintenant et en améliorant le rapport numérique des communautés. »

**26 sept. 1972** : Les loyalistes gagnent les élections territoriales pour la première fois... grâce au renversement du rapport numérique dans la population et donc dans le corps électoral. Mise en place du cinquième mandat (1972-1979) de l'AT sans véritable majorité claire : 12 élus UC, 7 EDS, 5 MLC, 5 UMNC, 4 UD, 2 MPC. À la fin du mandat, suite à des recompositions et créations de nouveaux partis, cela donne 10 élus RPC (EDS+UD+UMNC), 7 UC, 5 MCL, 4 UNC, 2 FPC, 2 UPM, 1 FULK, 2 UD, 2 PSC.

**4 oct. 1972 >29 sept. 1977** : Mise en place du huitième conseil de gouvernement avec quatre listes en présence (2 UC, 1 EDS, 1 UMNC, 1 MLC) :

- Jean-Pierre Aïfa (UC ; conseiller territorial ; il préfère garder ce mandat et démissionne le 19 oct. 1972) ; est remplacé par Claude Meyer à partir du 19 oct. 1972 (UC qu'il quitte pour fonder l'UNC en juil. 1977) ;
- Philémon Pidjot (UC et UICALO, décédé le 2 août 1975), Charles Attiti (à partir du 3 août, UC et UICALO qu'il quitte toutes deux en juil. 1977 pour fonder l'UNC) ;
- Jacques Lafleur (conseiller territorial démissionnaire pour le Sud, EDS puis RPC à partir d'avr. 1997) ;
- Claude Parazols (MLC, conseiller démissionnaire pour le Sud, décédé le 21 juil. 1974) ;
- Évenor de Greslan (préfère rester conseiller territorial, il démissionne donc) – Marc Oiremoin (31 juil. 1974) ;
- François Néoréré (UMNC puis UPM à partir de 1974).

**5 avr. 1973->1<sup>er</sup> mars 1974** : Bernard Stasi est ministre des DOM-TOM.

**1973->1978** : Roch Déo Pidjot est réélu député de Nouvelle-Calédonie pour l'unique circonscription ; suppléant M. Lenormand revenu aux affaires politiques.

**9 jan. 1974-16 déc. 1978** : Gabriel Ériau est commissaire général dans le Pacifique, haut-commissaire aux Nouvelles-Hébrides et chef du territoire.

**1<sup>er</sup> mars-8 juin 1974** : Joseph Comiti est secrétaire d'État auprès du Premier ministre, chargé des DOM-TOM.

**8 juin 1974->6 avr. 1978** : Olivier Stirn est secrétaire d'État aux DOM-TOM puis, à partir du 27 août 1976,

secrétaire d'État auprès du ministre de l'Intérieur et de la décentralisation et DOM-TOM.

**19 juin 1974** : Des exclus de l'union multiraciale (UM), elle-même créée par des dissidents de l'UC opposés à Lenormand, Edmond Nekiriaï, André Gopoea et François Néoréré, créent l'Union progressiste mélanésienne (UPM). En 1977, elle prend son nom actuel : Union progressiste en Mélanésie.

**2 oct. 1974->13 oct. 1974** : Henri Lafleur sénateur EDS (Entente démocratique et sociale), RI (Républicains indépendants) avec Lionel Cherrier comme suppléant.

**13 oct. 1974->25 sept. 1983** : Lionel Cherrier sénateur en titre EDS (Entente démocratique et sociale), puis RPC de Lafleur, puis FNCS, RI (Républicains indépendants).

**25 juin 1975** : Des élus et organisations kanak se réunissent à La Conception et élaborent un communiqué pour l'indépendance kanak. Ils créent un Comité de coordination pour l'indépendance kanak, qui disparaîtra en oct. 1975. Les occupations de terres par des Kanak se multiplient.

**Juil. 1975** : Création du Parti de libération kanak (PALIKA) qui rassemble des indépendantistes radicaux. Ils appellent à l'émancipation, si besoin par la lutte, et reprennent des thèses marxistes se prononçant pour la mise en place après l'indépendance d'un système d'économie collectiviste. Parmi ses membres fondateurs figurent Nidoïsh Naisseline des Foulards rouges, Élie Poigoune, Gabriel Moentéapo, Edmond Koataïda, Dèwé Gorodé et Sylvain Néa (du Groupe 1878).

**3-7 sept. 1975** : Tenue du festival *Mélanésia 2000* à Nouméa, au lieu-dit Plage 1000, au 6<sup>e</sup> km, dont le comité organisateur est présidé par Jean-Marie Tjibaou. « Nous avons voulu ce Festival parce que nous croyons en la possibilité d'échanges plus profonds et plus suivis entre la culture européenne et la culture canaque. » (Introduction de Tjibaou) « L'espoir qui sous-tend ce projet est grand... Nous devons ENSEMBLE le réaliser pour l'avenir culturel de notre jeunesse et la santé de notre pays. » (Conclusion de Tjibaou). La cérémonie d'ouverture se déroule devant six mille personnes. Durant les cinq jours que dure le festival, les 36 000 entrées enregistrées font de ce festival, qui a été boudé par les Calédoniens, une reconnaissance de l'identité kanak. Plus de deux mille Kanak de la Grande Terre et des îles Loyauté ont joué dans ce jeu scénique devant environ 50 000 spectateurs, soit environ 38 % de la population du territoire (la population européenne au RGP de 1976 compte 50 757 personnes et la population kanak s'élève à 55 598 personnes sur un total de 133 233).

**27 déc. 1975** : Au cours d'une rixe sur la place des Cocotiers et de l'intervention de la police, Rachid Kamouda, 21 ans, est tué d'un coup de pistolet.

**1976** : Formation du Parti socialiste calédonien (PSC) qui rassemble des hommes politiques tels que Alain Bernut et Claude Fournier (ouvriéristes et autonomistes, anciens de Calédonie nouvelle, liste rassemblant des ouvriers, salariés et petits commerçants aux élections territoriales de 1967), le Dr Jean-Paul Caillard et Max Chivot (anciens Calédoniens ayant participé à Mai 68 en métropole pendant leurs études), et Jacques Violette et d'autres métropolitains de gauche installés depuis peu en Nouvelle-Calédonie.

**1976** : Occupation de la Maison des étudiants kanak, rue des Écoles, à Paris, par de jeunes indépendantistes kanak, des Vanuatais et quelques étudiants caldoches, avec le soutien des groupes d'extrême gauche et des libertaires.

**27 mai 1976** : Le PALIKA tient son congrès fondateur à la tribu d'Amoa, à Poindimié. Il prend position pour le

socialisme scientifique – ce qu'on nommera la tendance Amoa – et l'indépendance kanak.

**5 nov. 1976** : Procès de Nidoïsh Naisseline et de Déwé Gorodé défendus par Me J.-J. de Félice.

*28 déc. 1976* : Statut Stirn

**28 déc. 1976** : Un nouveau statut d'autonomie – restant en retrait des dispositions de la loi-cadre –, présenté par Olivier Stirn, secrétaire d'État au DOM-TOM, est voté par l'Assemblée nationale. Cette loi n° 76-1222 redonne une certaine autonomie au territoire, avec pour conséquences d'affaiblir la vieille garde autonomiste de l'UC ; cette loi « Stirn » abroge également de fait les lois Billotte de 1969 et la loi Jacquinet de 1963. Le statut Stirn restera en vigueur jusqu'en 1984.

**10 jan. 1977** : En Polynésie, décès de Pouvanaa a Oopa.

**13-20 mars 1977** : Aux élections municipales, le FULK (Front uni de libération kanak) apparaît et remplace l'UM. Apparition du Parti socialiste calédonien (PSC) dans les partis autonomistes qui deviendra le Parti socialiste de Kanaky (PSK) en 1982. En 1977 aussi, l'Union progressiste mélanésienne prend son nom actuel, Union progressiste en Mélanésie.

**Avr.-juil. 1977** : Création par Jacques Lafleur du Rassemblement pour la Calédonie dans la France (RPC).

**21-22 mai 1977** : Lors de son congrès à Bourail, l'UC se prononce officiellement pour l'indépendance en déclarant que l'autonomie n'est qu'une « première étape sur la voie de l'indépendance ». Yeiwéné Yeiwéné est second vice-président de l'UC.

**17 sept. 1977** : Création officielle du RPC qui se positionne contre l'indépendance. Meeting de 5 000 personnes au stade Brunelet contre l'UC.

**27 sept. 1977** : Suite aux élections territoriales, le sixième mandat de l'assemblée territoriale (1977-1979) commence avec 19 sièges pour les anti-indépendantistes (12 RPCR, 2 MLC de Lèques, 2 UNC d'Aïfa, 1 Union de la renaissance de la Calédonie de Pouyé, 1 Entente toutes ethnies de Mura, 1 UD de Morlet) ; 12 sièges pour les indépendantistes (9 UC, 2 PALIKA, 1 FULK) ; et 4 pour les autonomistes (3 PSC, 1 UPM). Pour la première fois, l'UC n'est plus majoritaire.

**29 sept. 1977->14 nov. 1978** : Mise en place du neuvième conseil de gouvernement, dit « Caillard » avec quatre listes en présence (PALIKA, RPC, PSC et UC). Pour la première fois, la droite, avec le RPC, obtient la majorité (avec cinq élus) et l'UC en a seulement deux :

- André Caillard, vice-président (RPC),
- Michel Jacquet (RPC),
- Guy Agnier (RPC),
- Victorin Boeua (RPC, conseiller territorial pour le Sud qui conserve son mandat), remplacé par Michel Vittori le 4 oct. 1977,
- Willy Némia (RPC, ancien conseiller territorial UMNC 1972-1977),
- Kuriané Caba (UC),
- Paul Napoara (UC, maire de Koné).

**8 déc. 1977** : Création, par la loi, de deux circonscriptions en Nouvelle-Calédonie : la première circonscription dite Est, majoritairement kanak (côte Est, île des Pins et Loyauté) et la seconde circonscription dite Ouest, majoritairement européenne (côte Ouest dont Nouméa, Belep).

**6 avr. 1978->22 mai 1981** : Paul Dijoud est secrétaire d'État auprès du ministre de l'Intérieur et de la Décentralisation (des DOM-TOM).

**1978->1981** : Première élection dans les toutes nouvelles circonscriptions. Roch Pidjot est réélu député de Nouvelle-Calédonie, cette fois-ci pour la première circonscription

avec, comme suppléant, Maurice Lenormand. Pour la deuxième circonscription, c'est Jacques Lafleur avec, comme suppléant, René de Saint-Quentin qui est élu.

**21 juil. 1978** : Suite à la création en métropole du RPR par Jacques Chirac, le RPC devient le RPCR, le Rassemblement pour la Calédonie dans la République.

**29 sept. 1978** : L'AT rejette deux projets proposés par le conseil de gouvernement sur la réforme fiscale.

**3 oct. 1978** : Les conseillers de gouvernement RPC, à l'exception de Willy Némia, suite au rejet de leurs deux projets, démissionnent ; leur démission est acceptée le 13.

**31 oct. 1978** : Une motion de censure qui fait tomber ce conseil de gouvernement est votée par l'AT.

**14 nov. 1978->6 juil. 1979** : Mise en place du dixième conseil de gouvernement dit « Lenormand III ». Six listes sont en compétition (PSC, PALIKA, UDF, RPCR, UC et UNSC). Trois élus respectivement pour l'UC et le RPCR ; l'élu du PSC se retrouve donc en position d'arbitre :

- Kuriané Caba (UC),
- Paul Napoara (UC, maire de Koné, démissionne le 7 nov. 1978),
- Maurice Lenormand (à partir du 17 nov. 1978, conseiller territorial démissionnaire de l'Ouest, ancien député [1951-1964], ancien vice-président du conseil [1957-1959]), vice-président,
- François Otonari (UC),
- Roger Laroque (RPCR, préfère démissionner pour rester conseiller territorial du Sud, maire de Nouméa) - Pierre Frogier (à partir du 16 nov. 1978, conseiller territorial pour le Sud),
- Michel Jaquet (RPCR),
- Marcel Wacapo (RPCR),
- Max Chivot (PSC).

**16 déc. 1978->11 déc. 1981** : Claude Charbonniaud, commissaire général dans le Pacifique, haut-commissaire aux Nouvelles-Hébrides jusqu'au 30 juil. 1980 et chef du territoire.

**1979** : Après dix-huit mois d'occupation, la Maison des étudiants kanak à Paris est évacuée.

**20 mars 1979** : Paul Dijoud, secrétaire d'État aux DOM-TOM, suspend le conseil pour deux mois par arrêté n° 95.

*24 mai 1979* : Statut Dijoud

**24 mai 1979** : Loi n° 79-407 (modifiant la loi n° 76-1222 du 28 déc. 1976) mettant en place le « statut Dijoud », pour mettre fin à l'instabilité institutionnelle en raison de la multiplication des petits partis. Pour cela, la loi met un pallier de 7,5 % à atteindre pour participer à la répartition des sièges à l'AT. Ce statut laisse la Nouvelle-Calédonie à la porte de l'autonomie.

**29 mai 1979** : Création de la Fédération pour une nouvelle société calédonienne (FNCS). L'UD, qui a perdu la plupart de ses membres, se dissout pour rejoindre la Fédération pour une nouvelle société calédonienne (FNCS), centriste et autonomiste se plaçant comme la troisième force du territoire entre le FI de Jean-Marie Tjibaou et le Rassemblement pour la Calédonie dans la République (RPCR) de Jacques Lafleur.

**4 juin 1979** : Création du Front indépendantiste (FI) en vue des élections territoriales du 1<sup>er</sup> juil. 1979. Le FI est composé de l'UC (Union calédonienne de Roch Déo Pidjot), du FULK (Front uni de libération kanak, autour de Yann Célény Urégei), du PALIKA (Parti de libération kanak, issu du groupe 1878 et des Foulards rouges) – qui le quittera en 1981 car il ne veut pas soutenir le candidat Mitterrand et qui sera remplacé alors par sa scission, le LKS, petit parti indépendantiste essentiellement implanté dans les îles Loyauté, autour de Nidoïsh Naisseline,

ancien *leader* des Foulards rouges devenu grand chef de Maré –, l'UPM (Union progressiste mélanésienne d'André Gopea, issue de l'Union multiraciale, UM) et le PSC (Parti socialiste calédonien, de Jacques Violette, formé d'indépendantistes d'origine européenne ; devenu depuis le PSK, Parti socialiste de Kanaky).

**1<sup>er</sup> juil. 1979** : Le FI remporte quatorze sièges aux élections territoriales (35 % des voix) ; 9 UC, 2 PALIKA, 1 UPM, 1 FULK, 1 PSC à l'assemblée territoriale (septième mandat qui commence le 4 juil. 1984 et se termine le 6 sept. 1984) contre quinze au RPCR et sept à la FNSC (Fédération pour une nouvelle société calédonienne, centriste). C'est donc une majorité RPCR-FNSC en début de mandat puisqu'une alliance FNSC-FI intervient en juin 1982. L'Assemblée nationale adopte le principe d'une réforme foncière ; à cette époque, la superficie des terres occupées par les Kanak représente moins de 20 % de la surface du territoire. Le RPCR et la FNSC forment une coalition appelée Entente nationale pour former le conseil de gouvernement.

**6 juil. 1979->18 juin 1982** : Mise en place du onzième conseil de gouvernement dit « Ukeiwé ». En raison des changements introduits par le statut Dijoud, les petites listes s'allient dans des « ententes » : c'est l'Entente nationale (RPCR et FNSC) qui l'emporte et, en vertu de la réintroduction du vote de liste à la majorité, elle remporte tous les sept sièges :

- Dick Ukeiwé (RPCR, conseiller démissionnaire pour les îles), vice-président, en charge du Travail et des Affaires sociales, et des Relations avec les Anciens combattants ;
- Albert Étucé (RPCR), au Budget et à la Fonction publique plus les Relations avec l'AT et les parlementaires du territoire ;
- Georges Nagle (FNSC, décédé le 18 juil. 1981), au Secteur rural et aux Relations avec la Société d'équipement et de développement rural de la Nouvelle-Calédonie (SEDERCAL) – remplacé aux mêmes fonctions par élection partielle le 31 juil. 1981 par Gaston Morlet (FNSC, conseiller territorial démissionnaire de l'Ouest, qui démissionne le 11 juin 1981) ;
- Pierre Frogier (RPCR), à l'Économie et au Développement industriel, plus les Relations avec la Société immobilière et de crédit de Nouvelle-Calédonie (SICNC), l'ORSTOM, la Société d'équipement de la Nouvelle-Calédonie (SECAL) et ENERCAL ;
- Franck Wahuzue (RPCR), à la Jeunesse, aux Sports et à la Promotion mélanésienne, plus les Relations avec le Fonds d'aide au développement de l'intérieur et des îles (FADIL) ;
- Stanley Camerlynck (FNSC, conseiller territorial démissionnaire pour le Sud, démissionne du conseil le 11 juin 1982), aux Affaires culturelles, à l'Éducation, la Qualité de vie, le Tourisme et les Loisirs, plus les Relations avec la Fédération des hôteliers de l'intérieur et des îles (FHII) et la Fédération des œuvres laïques (FOL) ;
- Pierre Maresca (RPCR), à la Santé, les Travaux publics, les Transports, l'Urbanisme et l'Habitat, plus les Relations avec l'Office des postes et télécommunications (OPT) et Air Calédonie (AIRCAL).

**31 oct. 1979** : Paul Dijoud déclare, à propos de son plan de relance, à l'Assemblée nationale :

« Dans ce plan [...] figurent toutes les possibilités de faire de la Nouvelle-Calédonie, dans les dix ans à venir, un territoire fraternel. »

**Nov. 1979** : Yann Célény Uregei, Roch Déo Pidjot, Dévé Gorodé et André Gopéa se rendent à l'ONU pour le FI.

**1980** : Fondation du Comité de revendication des terres de la côte Ouest.

**1980** : Premier impôt direct de 1,5 % sur les revenus des personnes physiques, appelé contribution de solidarité.

**7 jan. 1980** : Théodore Daye est assassiné par un policier en état d'ivresse.

**23 juil. 1980** : Elie Poigoune, Paul Néaoutyine, Kando et Yéiwéné Yéiwéné sont arrêtés lors d'une manifestation du Groupe 1878 au centre ville de Nouméa. Ils sont condamnés à trois mois de prison.

**30 juil. 1980** : Les Nouvelles-Hébrides accèdent à l'indépendance et deviennent le Vanuatu.

**29-30 août 1980** : XI<sup>e</sup> congrès de l'Union calédonienne : déclare l'indépendance pour le 24 sept. 1982 (« Top 82 »).

**7 jan. 1981** : Loi institutionnalisant la réforme foncière engagée, en pratique, depuis 1978.

**1981 à nos jours** : L'État est représenté en Nouvelle-Calédonie par un haut-commissaire de la république, délégué du gouvernement.

**Fév. 1981** : Scission du PALIKA réuni en congrès à Amoa (Poindimié) et création du LKS.

**Avr. 1981** : Suite à la scission du PALIKA, création du LKS (Libération kanak socialiste).

**22 mai 1981->24 mars 1983** : Henri Emmanuelli est secrétaire d'État auprès du ministre de l'Intérieur et de la décentralisation chargé des DOM-TOM.

**14 juil. 1981->1986** : Jacques Lafleur (avec Jean Lèques comme suppléant) est réélu député pour la deuxième circonscription avec 16 289 voix. Stanley Camerlynck n'en obtient que 5 549. Il démissionne le 6 juil. 1982 et est réélu dans la foulée (avec Dick Ukeiwé comme suppléant). Roch Déo Pidjot (avec Gabriel Païta) est réélu pour son dernier mandat dans la première circonscription.

**23 juil. 1981** : Pour faire suite aux promesses du candidat Mitterrand, le député Roch Déo Pidjot et les conseillers territoriaux Gabriel Païta et Pierre Declercq se rendent à Paris pour être reçus à l'Élysée par le président de la République François Mitterrand.

**7 août 1981** : Visite d'Henri Emmanuelli, secrétaire d'État à l'Outre-mer, sur le territoire. Les indépendantistes de Canala bloquent par des barrages tous les accès au village pour attirer son attention.

**19 sept. 1981** : Assassinat de Pierre Declercq, secrétaire général de l'UC. Pour protester, des barrages et des manifestations se déroulent pendant une semaine un peu partout sur le territoire.

**24 oct. 1981** : 1 500 « broussards » manifestent à Koné pour demander le retour à la paix civile.

**26 oct. 1981** : Le député Roch Déo Pidjot et les conseillers territoriaux Gabriel Païta, Jean-Marie Tjibaou et Maurice Lenormand se rendent à l'Élysée où François Mitterrand les reçoit.

**7-9 nov. 1981** : À l'issue de la braderie commerciale de Nouméa, des émeutes font une vingtaine de blessés dont six dans les forces de l'ordre et 88 interpellations. Il y a de nombreux dégâts matériels : voitures brûlées, magasins pillés ou endommagés.

**9 nov. 1981** : Jean-Pierre Aïfa, président de l'assemblée territoriale, et Dick Ukeiwé, président du conseil de gouvernement, demandent au président de la République qui les reçoit une plus grande autonomie de l'exécutif local.

**12-14 nov. 1981** : Lors de son XI<sup>e</sup> Congrès à Lifou, l'Union calédonienne lance les « Top 82 » pour la mise en place des régions kanak en 1982 et « Top 84 » pour l'indépendance kanak socialiste le 24 sept. 1984.

**21 nov. 1981** : Les habitants de la tribu de Nékliäi, Éloi Machoro, secrétaire général de l'UC et tous les

coutumiers de la région occupent la propriété Pageot à Poya. Les tentatives de dialogue entre les clans concernés et l'éleveur ont échoué en raison de l'intervention des forces de l'ordre.

**4 déc. 1981** : Les habitants de la tribu voisine de la propriété Hermann à Yaté y édifient une case kanak symbolique pour marquer leur revendication foncière.

**5-6 déc. 1981** : Fondation du Syndicat des travailleurs kanak et exploités (qui deviendra l'USTKE) lors de son congrès constitutif.

**11 déc. 1981->22 oct. 1982** : Christian Nucci est haut-commissaire de la république, délégué du gouvernement.

**16 déc. 1981** : Visite d'Henri Emmanuelli, secrétaire d'État aux DOM-TOM à la tribu d'Azareu (sur la commune de Bourail) qui lui fait part, par l'intermédiaire du porte-parole de la grande chefferie, de sa volonté de revendiquer, au titre de la réforme foncière, toutes les terres de la commune.

**22 déc. 1981** : L'AT est favorable à l'avant projet de loi donnant le pouvoir au gouvernement français de légiférer par ordonnances en ce qui concerne la Nouvelle-Calédonie.

**1982 (ou 1983)** : Création du Groupe des femmes kanak en lutte (GFKEL).

#### 1982 : Les ordonnances

**7-26 jan. 1982** : L'Assemblée nationale, en première lecture, adopte le projet de loi permettant de légiférer par ordonnance en Nouvelle-Calédonie.

**11 jan. 1982** : La délibération n° 374 de l'AT instaure, avec 65 ans de retard par rapport à la métropole, pour la première fois l'impôt, sur le revenu des personnes physiques (IRPP) avec des taux, une assiette et des modalités de recouvrement fixés par délibération de l'assemblée territoriale, qui sont beaucoup plus faibles que ceux de métropole. Cette décision a reçu une validation législative par le parlement lors du vote de la loi de finances rectificative du 30 déc. 1982.

**7 fév. 1982** : Création à Paris de l'Association Information et soutien aux droits du peuple kanak (AISDPK) par quelques personnalités kanak, dont Nidoïsh Naisneline, et françaises, dont l'avocat Jean-Jacques de Félice qui en fut le président pendant plusieurs années.

**Fév.-juin 1982** : Négociations de la Vallée des Colons entre le FNCS et Jean-Marie Tjibaou de l'UC. Cela débouche sur les accords de la Vallée des Colons signés autour d'un programme qui fait l'objet d'un contrat pour un gouvernement de réformes et de développement.

**1<sup>er</sup> mars 1982** : Jacques Lafleur veut contrer les projets socialistes en appelant à l'union des anti-indépendantistes.

**13 mars 1982** : Des terres revendiquées à un colon sont occupées par les habitants de la tribu voisine de Baco (Koné).

**7 avr. 1982** : Création, à l'initiative de l'UC, du Comité Pierre Declercq (sorte de Comité Vérité sur les assassinats, les exactions et la justice coloniale) officiellement chargé par le FI puis le FLNKS à sa suite d'organiser les actions en justice pour les indépendantistes.

**3 mai 1982** : Vol d'armes à Moindou, fief loyaliste.

**6 mai 1982** : La culpabilité du principal suspect est établie dans le meurtre de Pierre Declercq suite à la reconstitution qui en est organisée.

**5 juin 1982** : Congrès du RPCR, Jacques Lafleur élu président demande l'organisation d'un référendum.

**11 juin 1982** : La FNCS provoque un bouleversement de la majorité au conseil de gouvernement : les deux conseillers de ce parti démissionnent.

**15 juin 1982** : Une motion de censure est votée par l'AT grâce à la FNCS qui, en s'alliant avec le FI et en

rompant son alliance avec le RPCR, permet ainsi à Jean-Marie Tjibaou de devenir vice-président du conseil. Le septième mandat de l'AT voit donc la majorité suivante à partir de cette date et jusqu'à la fin de son mandat, le 6 sept. 1984 : la majorité FI-FNCS a 21 sièges (dont 14 FI = 8 UC, 2 PSC, 2 ex-PALIKA devenu LKS, 1 UPM, 1 FULK) face à 14 RPCR et 1 Front calédonien (FC) créé par Justin Guillemard, ex-RPCR.

**17 juin 1982** : Déclaration signée par Jacques Lafleur, Parawi Reybas, Victorin Boewa, Henri Wetta et Dick Ukeiwé sur la position du RPCR pour sa participation au conseil de gouvernement qui sera élu le 18 juin.

**18 juin 1982->6 sept. 1984** : Élection du douzième conseil de gouvernement dit « Tjibaou » suite à la victoire de la liste de l'alliance « Pour un gouvernement de réformes et de développement » rassemblant le FI et la FNCS avec un membre du RPCR :

- Henri Bailly (FI-LKS), à l'Économie de la Nouvelle-Calédonie, au Développement industriel et à la Pêche, plus les Relations avec le FADIL, l'ORSTOM, ENERCAL, la SICNC et la Caisse de crédit agricole mutuel de la Nouvelle-Calédonie (CCAM-NC) ;

- Stanley Camerlynck (FNCS, conseiller territorial démissionnaire pour le Sud), au Tourisme, Transports et TP, plus l'Étude et la Préparation des Investissements touristiques et des Relations avec l'OPT et AIRCAL ;

- André Gopoea (FI et cofondateur de l'UPM, conseiller territorial démissionnaire pour l'Est), à l'Enseignement, aux Affaires culturelles, la Jeunesse, Sports et Loisirs, l'Environnement, la Qualité de la vie et les Médias, plus les Relations avec la FOL, l'Institut culturel mélanésien (ICM), la direction du Festival des Arts du Pacifique et la société FR3 ;

- Yvonne Hnada (FI-PSC), au Travail et aux Affaires sociales, plus les Relations avec la Caisse de compensation des prestations familiales et des accidents du travail (CAFAT), l'Office des anciens combattants et la Commission d'orientation et de reclassement des handicapés (CORH) ;

- Gaston Morlet (FNCS, conseiller territorial démissionnaire pour l'Ouest), au Secteur rural, Réforme foncière, Commerce et Prix, plus l'Étude et la Préparation des Investissements ruraux et des Relations avec la Caisse d'assurances mutuelles agricoles (CAMA) et la SEDERCAL ;

- Jean-Marie Tjibaou (président du FI, vice-président de l'UC, conseiller territorial démissionnaire pour l'Est, maire de Hienghène), vice-président, à la Planification, aux Finances, Budget, Fonction publique, Mines et Énergie, plus les Relations avec l'AT, les parlementaires du territoire et la Commission du Pacifique Sud (CPS) ;

- Henri Wetta (RPCR, présent sur la liste à titre personnel mais avec l'accord de la direction de son parti, beau-frère de Jean-Marie Tjibaou), à la Santé et l'Administration pénitentiaire.

Après l'élection du gouvernement Tjibaou, manifestation de protestation des loyalistes à Nouméa qui envahissent l'assemblée territoriale.

**6 juil. 1982** : Démission de Jacques Lafleur de son siège de député pour protester contre l'alliance de la FNCS avec le FI.

**25 juin 1982** : Le PALIKA manifeste pour l'indépendance kanak révolutionnaire socialiste à Nouméa, place des Cocotiers.

**26 juin 1982** : Roger Laroque, maire de Nouméa, et le Comité de liaison pour la défense des institutions organisent une manifestation de 8 000 personnes dans les rues de Nouméa qui franchit un barrage de gardes mobiles pour entrer au Haut-commissariat pour remettre au Haussaire une motion pour le président de la République pour la dissolution de l'AT et l'organisation de nouvelles élections.

**1<sup>er</sup> juil. 1982** : La motion du RPCR demandant sa

- dissolution est rejetée par l'AT.
- 22 juil. 1982** : Le Comité de liaison pour la défense des institutions appelle à une grève générale et manifeste dans les rues dans tout le pays. À Nouméa, un commando d'une soixantaine de personnes envahit l'AT et prend violemment à parti des élus indépendantistes. Douze personnes sont interpellées par la police.
- 23 juil. 1982** : Le principal suspect du meurtre de Pierre Declercq est mis en liberté provisoire.
- 1<sup>er</sup> sept. 1982** : Jacques Lafleur reçoit le soutien de Jacques Chirac et de Bernard Pons qui sont venus spécialement à Nouméa pour participer à la campagne électorale pour sa réélection suite à sa démission.
- 5 sept. 1982** : Fondation de l'USTKE (Union des syndicats de travailleurs kanak et exploités, proche en France de la CGT) dont le mot d'ordre est « Usines, tribus, même combat ! ». Le slogan de son premier congrès est : « pas de socialisme sans indépendance kanak, pas d'indépendance kanak sans socialisme ». Réélection de Jacques Lafleur avec 23 345 voix, soit un désaveu de la démarche de la FNSC.
- 10 sept. 1982** : Lettre au haut-commissaire pour revendiquer l'ensemble des terres du sud-ouest de la Grande Terre par sept clans de la grande chefferie Kandjo du Mont-Dore.
- 11 sept. 1982** : Jacques Lafleur, selon la presse locale, a écrit à Jean-Marie Tjibaou, vice-président du gouvernement, pour « proposer une rencontre au cours de laquelle ils pourraient discuter de l'avenir du territoire ».
- 24 sept. 1982** : Le FI organise au centre ville de Nouméa la « fête de la culture mélanésienne ».
- Oct. à déc. 1982** : Sept ordonnances permettent à l'État d'intervenir directement dans des domaines de compétence traditionnelle du Parlement ou des institutions territoriales.
- 20-22 oct. 1982** : Justin Guillemard, conseiller territorial RPCR, démissionne du rassemblement pour créer le Front calédonien.
- Oct. 1982-5 déc. 1984** : Jacques Roynette est haut-commissaire de la république, délégué du gouvernement.
- 12 nov. 1982** : Les habitants de la tribu de Netchaot sur la commune de Koné érigent une case kanak symbolique sur la propriété d'un colon voisin en signe de revendication foncière.
- 10 jan. 1983** : Opération meurtrière de gendarmerie pour récupérer le matériel d'un forestier dans le cadre de l'affaire de Koindé-Ouipoint (La Foa), un conflit opposant les habitants de la tribu au propriétaire d'une scierie qui ne respecte pas l'environnement et pollue la rivière : deux gendarmes tués, six blessés dont deux civils, dix-sept arrestations d'habitants de la tribu dont deux sont condamnés à deux et dix ans de prison ferme.
- 24 mars 1983->20 mars 1986** : Georges Lemoine est secrétaire d'État auprès du ministre de l'Intérieur et de la décentralisation chargé des DOM-TOM.
- 1983 : Projet de statut Lemoine*
- 9 avr. 1983** : Meeting à Nouméa du FI avec le PALIKA et le Comité Declercq pour protester contre le pouvoir colonial, la justice coloniale et le projet de statut Lemoine.
- 26 avr. 1983** : Ouverture de l'AT où les élus indépendantistes boycottent le discours du haut-commissaire.
- 27 avr. 1983** : Mobilisation pacifique des Calédoniens appelée par Jacques Lafleur pour réclamer l'organisation d'élections territoriales et pour le maintien de la Nouvelle-Calédonie française.
- 7 mai 1983** : Meeting pro-France à Nouméa organisé par l'association des Mélanésiens amis de la France et des grandes chefferies des îles et de la Grande Terre avec dépôt d'un cahier de revendication au haut-commissariat.
- 13 mai 1983** : Tournée de Jean-Marie Tjibaou et Yan Célény Uregei à l'extérieur : à Paris et à Lisbonne pour deux réunions de l'Internationale socialiste ; puis à Alger pour rencontrer le bureau politique du FLN.
- 18 mai 1983** : Visite de Georges Lemoine à Nouméa qui déclenche des manifestations de part et d'autre : côté RPCR, une grève générale et une manifestation pacifique contre l'indépendance et le séparatisme ; côté FI : Nouméa déclarée ville morte et manifestation de 5 000 personnes.
- 10 juin 1983** : Revendication des terres de la région de La Foa dans une lettre au haut-commissaire signée par treize clans.
- 8-12 juil. 1983** : La table ronde de Nainville-les-Roches reconnaît aux Kanak un « droit inné et actif à l'indépendance ». Apparition de la notion de « victimes de l'histoire ».
- 9-10 août** : Réuni à Nouméa, le XIII<sup>e</sup> Forum des pays du Pacifique sud adopte une résolution soutenant l'indépendance kanak socialiste (IKS).
- 3 oct. 1983->27 sept. 1992** : Dick Ukeiwé sénateur RPCR-RPR avec Jean Lèques comme suppléant.
- 28 oct. 1983** : Réunie en congrès à Ouvéa, l'UC commence une réflexion sur les réformes nécessaires et affirme que l'autodétermination implique la prise du pouvoir politique.
- Fin 1983** : Le Comité des terres de la côte Ouest estime avoir récupéré plus de six mille hectares.
- 5 jan. 1984** : Occupation d'une propriété revendiquée depuis huit ans à Pouébo à l'initiative du PALIKA.
- 28 jan. 1984** : Le Comité de revendication des terres de la côte Ouest manifeste à Koné ; le RPCR avec le Front calédonien organisent une contre-manifestation.
- 11 fév. 1984** : Les anti-indépendantistes manifestent violemment à Nouméa autour du haut-commissariat. À Paris, une rencontre entre Jean-Marie Tjibaou et le président de la République François Mitterrand a lieu. À Voh, nouvelles occupations de terres...
- 10 mars 1983** : Le FI, réuni en convention, charge un comité exécutif de préparer la constitution du pays kanak, un programme de gouvernement et la charte du futur FLNKS.
- 21 mars 1983** : Réaction de Jacques Lafleur qui appelle à la résistance contre les indépendantistes.
- 24 mars 1984** : Le FI organise une journée d'occupation de terres et de dialogue avec les colons sur tout le territoire.
- Avr. 1984** : Création du Front national par le maire de Thio, Roger Galliot, un Kanak de l'île des Pins, François Néoéré et ADG, un journaliste de droite, écrivain de romans policiers sur fond calédonien.
- 3 avr. 1984** : Arrivée de Georges Lemoine, secrétaire d'État aux DOM-TOM sur le territoire ; manifestations indépendantistes sur tout le territoire appelées par le FI le 30 mars. Trois jours après, des lycéens de Nouméa accueillent Georges Lemoine par des huées.
- 19 avr. 1984** : L'AT vote, à la quasi-unanimité, contre le statut Lemoine.
- 28 avr. 1984** : Le député FI Roch Déo Pidjot dépose à l'Assemblée nationale une proposition de loi statutaire venant contester le statut Lemoine.
- 28 mai 1984** : Intervention de Roch Déo Pidjot à l'Assemblée nationale, pour démontrer que la décision d'autodétermination ne devrait relever que du peuple colonisé et conduire à l'indépendance, motif du rejet du statut Lemoine qui ne remplit pas ces conditions.
- 29 mai 1984** : Malgré tout, l'Assemblée nationale vote le statut Lemoine.

- 17 juin 1984** : En signe de protestation, Roch Déo Pidjot démissionne du groupe socialiste de l'Assemblée nationale.
- 21 juil. 1984** : L'UC réunit un congrès extraordinaire pour décider de s'opposer à la mise en œuvre du statut Lemoine.
- 28 juil. 1984** : Le FI, réuni en convention, décide le boycott actif des élections territoriales liées à l'application du statut Lemoine.
- 6 sept. 1984** : Loi n° 84-821 instituant le statut Lemoine qui met en place, entre autres choses, le gouvernement du territoire en remplacement du conseil de gouvernement. La différence essentielle est que ce nouveau gouvernement n'est plus présidé par le représentant de l'État (le haut-commissaire pour la dernière période). Le statut Lemoine institue six pays coutumiers avec des assemblées de pays, un gouvernement de six à neuf membres élus par l'AT au scrutin majoritaire de liste. Le président et le vice-président du gouvernement deviennent l'exécutif du territoire à la place du haut-commissaire. Ce statut ne durera que peu de temps.
- 8 sept. 1984** : À Touho, le comité directeur de l'UC réaffirme sa volonté de boycott actif des élections sur le statut Lemoine.
- 22-24 sept. 1984** : Fondation du FLNKS avec mise en place du bureau politique provisoire (deux représentants par parti ou groupe de pression), qui succède au FI qui fut dissout lors du congrès de l'Océanie à Ducos. Il est composé de l'UC, du FULK, de l'UPM, du PSC, du GFKEI, du Comité des terres de la côte Ouest, de l'USTKE et du Comité Pierre Declercq. Le PALIKA le rejoindra plus tard. Le LKS, membre du FI, se retire. Adoption de la charte du FLNKS spécifiant l'indépendance kanak socialiste (IKS) comme objectif et : « La libération du pays kanak du colonialisme, du capitalisme et de l'impérialisme, en vue d'instaurer un socialisme basé sur les réalités locales ». Le BP a pour rôle de coordonner les actions dont il assume la responsabilité. Les comités locaux, conventions régionales, convention nationale, bureau politique et gouvernement provisoire sont les institutions du FLNKS pendant la période de lutte pour l'IKS. Dans ce contexte tendu, aucune cérémonie officielle d'anniversaire de la prise de possession n'est organisée.

*1984-1988 : La période dite des Événements*

- 1984-1989** : Jean-Marie Tjibaou est président du FLNKS.
- 25 sept. 1984** : Le FLNKS envoie dix-sept jeunes militants indépendantistes en stage de cinq semaines en Libye. Le tour cycliste de Nouvelle-Calédonie est interrompu, sur la côte Est notamment, par des manifestations indépendantistes.
- 7 oct. 1984** : Date limite pour la constitution d'un comité local FLNKS par commune (ces comités locaux deviendront les comités de lutte au congrès de Nakéty en fév. 1985), pour organiser le boycott actif des élections du statut Lemoine et désigner leurs candidats à la convention nationale du FLNKS.
- 11 nov. 1984** : Conventions régionales des comités locaux pour choisir les députés à la convention nationale, signer la charte pour la lutte de libération et s'engager au financement du FLNKS.
- 18 nov.-7 déc. 1984** : Boycott actif, par le FLNKS, des élections territoriales liées au statut Lemoine : Éloi Machoro, secrétaire général de l'UC, brise une urne électorale et les Kanak bloquent les routes de Nouvelle-Calédonie par une dizaine de barrages. Les mairies sont occupées ; à cela s'ajoutent des séquestrations et des manifestations de rue. Le RPCR remporte trente-quatre des quarante-deux sièges de l'assemblée territoriale. La droite calédonienne se convertit alors à l'autonomie interne qu'elle considérait jusque-là comme l'antichambre de l'indépendance.
- 20 nov. 1984** : Heurts à Ponérihouen entre forces de l'ordre et indépendantistes. Occupation de Thio par les Kanak qui désarment les colons et neutralisent le GIGN. Occupation des gendarmeries de Thio puis d'Ouvéa par les Kanak. La Nouvelle-Calédonie est présentée par les médias comme étant en état d'insurrection.
- 22 nov. 1984** : Des militants du FLNKS assiègent le village minier de Thio, gendarmerie comprise.
- 22 nov. 1984-28 sept. 1985** : Huitième et dernier mandat de l'AT qui compte alors 42 sièges. En raison du boycott actif, par le FLNKS, des élections du 18 nov., le RPCR a 34 sièges sur 42. L'Union pour la liberté dans l'ordre (ULO, alliance de la FNSC avec quelques dissidents de l'UC) en a 1 (Aïfa), le FC 1 aussi et le LKS 6. En fin de mandat, 2 sièges sont vacants et le RPCR en a toujours 34. C'est le LKS qui perd les 2 devenus vacants. L'ULO est remplacée par l'Organisation politique d'alliance d'Opao (OPOA qui inclut donc l'ex-FNCS et le parti fédéral kanak d'Opao PKF de Gabriel Païta). Aïfa, démissionnaire, est remplacé par Païta.
- 23 nov. 1984** : Formation du gouvernement Ukeiwé. Dick Ukeiwé, l'un des seuls Kanak du RPCR, est en effet élu chef de l'exécutif territorial par les membres nouvellement élus de l'assemblée territoriale par 35 voix (34 du RPCR plus le seul élu du FN) contre 7 abstentions (6 LKS et Jean-Pierre Aïfa, ex-FNCS devenue ULO).
- 24-25 nov. 1984** : Convention nationale du FLNKS, qui réunit 37 députés, pour élire le gouvernement provisoire de Kanaky et adopter le budget de fonctionnement. Nouméa voit arriver les premiers broussards réfugiés.
- 25 nov. 1984** : Georges Lemoine, secrétaire d'État aux DOM-TOM, propose un référendum pour 1989 sur l'avenir de la Nouvelle-Calédonie.
- 30 nov. 1984** : Affrontements violents au cours d'une manifestation entre indépendantistes et anti-indépendantistes à Bondé-Ouégoua sur la côte Ouest qui fait trois morts, dont Mickaël Daoulo et Vianney Thiorama.
- Déc. 1984** : Éloi Machoro prépare le siège de La Foa comme il l'a fait à Thio et effectue des repérages.
- 1<sup>er</sup> déc. 1984** : Premier congrès du FLNKS à la tribu de La Conception au Mont-Dore avec installation solennelle du gouvernement provisoire de Kanaky, élection du BP du front et première levée du drapeau Kanaky.
- 1<sup>er</sup>-6 déc. 1984** : Le nouveau gouvernement calédonien issu des élections du 18 nov., avec Dick Ukeiwé comme président, se rend en mission en France pour rencontrer le président de la République, François Mitterrand et son Premier ministre, Laurent Fabius.
- 2 déc. 1984** : Affrontement sur un barrage et mort d'un éleveur blanc. Edgar Pisani part pour la Nouvelle-Calédonie comme émissaire spécial du gouvernement, avec pour mandat d'« assurer l'ordre et maintenir le dialogue [et] préparer les modalités selon lesquelles sera exercé le droit à l'autodétermination ». Le FLNKS installe, dans la clandestinité, le Gouvernement provisoire.
- 4 déc. 1984** : Arrivée d'Edgard Pisani à Nouméa.
- 5 déc. 1984** : Massacre de Hienghène. Lors d'une embuscade de nuit, à Wan-Gaat, des colons loyalistes voisins provoquent la mort de dix Kanak de Tiendanite (Hienghène), dont deux frères de Jean-Marie Tjibaou, Louis et Tarcisse, et Antoine, Michel et Similien Couha, Pascal Madja, Eloi Maepas, Alphonse et Auguste Wathe... Malgré cela, le FLNKS et Jean-Marie Tjibaou confirment leur mot d'ordre de lever les barrages sur le territoire, ce qui est confirmé le 7 par le FLNKS.





PHOTOS 2-4. – Manifestation AISDPK avec le FLNKS France du 14 janvier 1985 à Paris et Meeting AISDPK avec le FLNKS France à l'espace Balard à Paris le 29 janvier 1985 (© I. Leblie)

**5 déc. 1984->22 mai 1985** : Edgard Pisani, haut-commissaire de la république, délégué du gouvernement.

**6 déc. 1984** : Pisani libère 17 prisonniers indépendantistes.

**8 déc. 1984** : Un meeting RPCR de 15 000 personnes se tient à Nouméa avec Dick Ukeiwé et Jacques Lafleur.

**11-18 déc. 1984** : Edgard Pisani consulte l'ensemble des forces politiques du territoire et leur soumet un questionnaire.

**20 déc. 1984** : Edgard Pisani, délégué du gouvernement, se rend à Paris pour exposer ses premières hypothèses au président François Mitterrand et à son Premier ministre, Laurent Fabius.

**26-27 déc. 1984** : Le député et président du RPCR Jacques Lafleur déclare que la Nouvelle-Calédonie est en état de « légitime défense » et se rend à Thio puis à Bourail où des heurts opposent les habitants du village aux forces de l'ordre.

**31 déc. 1984** : Nouméa est secoué par un triple attentat : les bâtiments touchés étaient d'abord la poste centrale dans le local des boîtes postales, puis 10 minutes plus tard un magasin d'alimentation pour finir par une voiture dans un parking. Un seul est revendiqué par un Comité contre l'indépendance.

**Jan. 1985** : Les sites miniers de la SLN de Thio et Kouaoua sont l'objet de plusieurs actions de sabotage.

**7 jan. 1985** : Pisani publie son plan, prévoyant « l'indépendance association » avec la France, assortie d'une garantie des droits pour les non-Kanak. Mais Fabius revient sur les propositions de Pisani pour aboutir quelques mois plus tard au statut Fabius-Pisani qui supprime le gouvernement, instaure quatre régions (avec des compétences) et redonne au haut-commissaire assisté d'un conseil exécutif (le président du congrès et les présidents des quatre régions) l'exécutif du territoire.

**9 jan. 1985** : Jean-Marie Tjibaou est élu Président du gouvernement provisoire de Kanaky.

**11 jan. 1985** : Mort d'Yves Tual, neveu du dirigeant du FN local Roger Galliot, suivie d'émeutes anti-indépendantistes à Nouméa.

**12 jan. 1985** : Au matin, Éloi Machoro et Marcel Nonnaro sont abattus par le GIGN dans une ferme de La Foa, à Dogny. Pour certains, il s'agit de neutraliser la lutte en éliminant ses « meneurs ». L'état d'urgence avec couvre-feu est décrété sur le territoire.

**13 jan.->1<sup>er</sup> juil. 1985** : État d'urgence et couvre-feu en Nouvelle-Calédonie en vertu de la loi n° 84-821 du 6 sept. 1984 sur le statut de la Nouvelle-Calédonie et le décret n° 85-46 du 14 jan. 1985 et prolongation de l'état d'urgence par l'Assemblée nationale le 25 jan. 1985.

**14 jan. 1985** : En protestation à l'assassinat d'Éloi et de Marcel, en soirée de ce lundi, l'AISDPK organise sa première grande manifestation dans les rues de Paris, du Panthéon à l'hôtel Matignon avec comme slogan « Nous sommes tous 60 000 Machoro ! » (photos 2-3).

**19 jan. 1985** : Voyage éclair de François Mitterrand en Nouvelle-Calédonie où ses déclarations laissent penser qu'il lâche Edgard Pisani et ses propositions du 7 janv.

**20 jan. 1985** : Discours télévisé de François Mitterrand dans lequel il précise que « La France entend maintenir son rôle et sa présence stratégique dans cette partie du monde. J'ai demandé au Premier ministre [...] de prendre toutes mesures à cet effet, notamment en ce qui concerne les installations nécessaires au renforcement de la base militaire de Nouméa. »

**29 jan. 1985** : L'AISDPK, avec le soutien d'une cinquantaine d'organisations syndicales, politiques et associatives, organise un meeting de solidarité à l'Esplanade Balard à Paris. C'est la première grande manifestation de solidarité qui donne la parole à Jean-Marie Tjibaou à Paris et qui rassemble 5 000 personnes. (photo 4)

**Fév. 1985** : Antonin Maperi est tué à Kouergoa-Bouloupari.

**9 fév. 1985** : Le II<sup>e</sup> congrès du FLNKS de Nakéty décide que les instances de base du Front sont les comités de lutte unitaires. Créations des Écoles populaires kanak (EPK) sur instruction du FLNKS dans le cadre du boycott de l'école coloniale. Il rejette également l'indépendance association proposée par Pisani en janv. à Nouméa.

**23 fév. 1985** : Aldo Tonhoueri est tué à Thio.

**26 fév. 1985** : 35 000 personnes défilent à Nouméa, à l'initiative du RPCR, pour la liberté et pour protester contre le couvre-feu et d'autres mesures prises par le délégué du gouvernement.

**Mars-déc. 1985** : Des jours et des nuits d'affrontements sur pratiquement l'ensemble du territoire (assassinats, incendies, grèves, manifestations de rue, grèves de la faim, barrages, « caillassages », plasticages, sabotages, arrestations, opérations militaires) ; la Nouvelle-Calédonie est dans un état de quasi-guerre civile dû aux initiatives politiques du FLNKS contrées par celles du RPCR. Ces deux mouvements sont dirigés respectivement par Jean-Marie Tjibaou et Jacques Lafleur ; le *leadership* de chacun d'entre eux s'affirme.

**8 mai 1985** : Suite au mot d'ordre du RPCR d'empêcher toute manifestation indépendantiste, les Caldoches traquent les Kanak à Nouméa, de la place des Cocotiers où ils s'étaient rassemblés, jusque dans les faubourgs de la cité Pierre Lenquête ; sur dix blessés par balle, un jeune kanak, Célestin Zongo, décède dans l'après-midi.

**13-14 mai 1985** : Quatre attentats à la bombe à Nouméa : au lycée kanak Do Kamo ; contre le voilier de Jean-Marie Kohler, sociologue à l'ORSTOM qui a pris position contre la colonisation en Nouvelle-Calédonie ; au tribunal et sabotage de la ligne haute tension reliant au barrage de Yaté.

**25 avr. 1985** : Laurent Fabius, Premier ministre, fait comprendre qu'il lâche Pisani et sa proposition d'indépendance association pour juil. 1985.

**21 mai 1985->20 mars 1986** : Edgard Pisani est ministre chargé de la Nouvelle-Calédonie.

- 25-26 mai 1985** : Troisième congrès du FLNSK à Hienghène. Suspension du boycott des écoles au profit d'un libre choix des parents. Cinquante-six EPK avec deux cent trente animateurs scolarisent, dans huit communes, 15 % des enfants kanak (mille cinq cents à deux mille). En 1994, il ne restera plus que trois EPK – Gossanah, Canala et Yaté. Le congrès décide également de revenir dans les institutions et de participer aux futures élections régionales.
- 31 mai 1985->1<sup>er</sup> août 1986** : Fernand Wibaux est haut-commissaire de la république, délégué du gouvernement.
- Juin 1985** : Le FLNSK déclare seul l'indépendance de la Nouvelle-Calédonie avec une constitution.
- 10 juil. 1985** : Attentat dans le port d'Auckland par les faux époux Turenge, agents français, contre le *Rainbow Warrior*, le bateau de Greenpeace qui mène une campagne contre les essais nucléaires français dans le Pacifique. Le photographe de l'ONG meurt dans le naufrage.
- 23 août 1985** : Loi n° 85-892 sur l'évolution de la Nouvelle-Calédonie (statut Fabius-Pisani) instituant un conseil exécutif au côté du Haut-commissaire, un congrès et quatre assemblées régionales.
- 20 sept. 1985** : Ordonnance n° 85-992 relative à l'organisation et au fonctionnement des régions en Nouvelle-Calédonie et dépendances et portant adaptation du statut du territoire.
- 24 sept. 1985** : Inauguration de Radio-Djiido, la radio indépendantiste.
- 29 sept. 1985** : Élections territoriales dans le cadre de la loi Fabius-Pisani qui enregistrent 80 % de participation. Le FLNSK y participe et remporte trois « Régions Fabius-Pisani » sur quatre. Jean-Marie Tjibaou est président de la région Nord ; Léopold Jorédié de la région Centre ; Yeiwéné Yeiwéné de la région Îles et Jean Lèques puis Pierre Frogier (RPCR) de la région Sud. Dick Ukeiwé (RPCR) est président du congrès. Tous les cinq sont membres du comité exécutif du territoire. Notons qu'à partir de 1985, le congrès du territoire succède à l'assemblée territoriale. Les indépendantistes sont revenus dans les institutions.
- Oct. 1985->mai 1988 : L'exécutif du territoire est donc dans les mains du haut-commissaire, assisté d'un conseil exécutif composé du président du congrès et des quatre présidents de régions. Pierre Frogier succède à Jean Lèques, alors élu maire de Nouméa, à la présidence de la province Sud et au comité exécutif à partir du 29 jan. 1987.
- Oct. 1985** : En France, création de la revue bimestrielle d'information et de soutien de l'AISDPK, *Kanaky*, dont le numéro zéro est tiré à 700 exemplaires.
- 13 nov. 1985** : Ordonnance réformant la fiscalité directe afin de corriger quelques injustices sociales flagrantes.
- 4-25 nov. 1985** : Procès à Auckland du commandant Alain Mafart et du capitaine Dominique Prieur, les faux époux Turenge, agents des services secrets français.
- 16-18 nov. 1985** : IV<sup>e</sup> congrès du FLNSK à Oundjo. Instauration des comités de coordination et de contrôle (CC) pour les quatre régions Fabius-Pisani, intermédiaires entre les comités de lutte et le gouvernement de Kanaky.
- 2 ou 3 déc. 1985** : Attentat à la bombe contre le palais de justice de Nouméa qui est très endommagé, à tel point qu'il sera rasé. Les coupables ne seront jamais inquiétés. Attentats contre la voiture de Norbert Caffa, du PSK.
- Déc. 1985** : Meeting de soutien organisé par l'AISDPK à Lille.
- 11 jan. 1986** : À Paris, l'AISDPK et le FLNSK-France organisent une réunion publique pour marquer le premier anniversaire de l'assassinat d'Éloi Machoro et de Marcel Nonnaro.
- 13-15 fév. 1986** : À Hapetra, sur l'île de Lifou, se tient la convention nationale des EPK (écoles populaires kanak) qui scolarisent 1 500 élèves dans 46 écoles avec 264 animateurs.
- 15 fév. 1986** : Le FLNSK se réunit en convention à Sarraméa où il prend la décision de participer aux prochaines élections législatives.
- 18 fév. 1986** : Georges Teinve est tué à Boyen, commune de Voh.
- 13 mars 1986** : Élections législatives impliquant le retour au pouvoir en métropole de la droite avec la première cohabitation et le gouvernement Chirac. Abrogation des ordonnances de Pisani : arrêt de la redistribution foncière.
- 13 mars 1986->1988** : On revient à une circonscription unique qui voit l'élection de Jacques Lafleur (avec Bernard Herpin du FN comme suppléant) et Maurice Nénou (avec Simon Loueckhote).
- 20 mars 1986->12 mai 1988** : Bernard Pons est ministre des DOM-TOM.
- 25 mai 1986** : Le comité de défense des inculpés de l'embuscade de Tiendanite à Hienghène compte 10 000 signatures de soutien.
- 8 juil. 1986** : Dominique Bussereau rapporte sur le projet de loi 86-844 à l'Assemblée nationale, en disant : « À 20 000 km de la métropole, une terre française s'est trouvée en péril, des citoyens français ont été assassinés, agressés, dépouillés, chassés de leurs terres [...] Il s'agit d'agir bien, vite et durablement [...] car la population calédonienne a souffert pendant cinq ans de l'ostracisme et du parti pris idéologique. » Dans ce projet, il ne cache pas que le statut Fabius-Pisani « était inspiré d'un parti pris marqué, idéologique, en faveur de l'indépendance jugée inéluctable » qu'il veut ici corriger.
- 9 juil. 1986** : La nouvelle loi dite « Statut Pons » qui prévoit, notamment, la tenue d'un référendum local sur le maintien de la Calédonie dans l'ensemble français, est adoptée par l'Assemblée nationale.
- 17 juil. 1986** : Le statut Fabius-Pisani est remplacé par le statut Pons I (loi n° 86-844).
- 1<sup>er</sup>-12 août 1986** : Bernard Lemaire est haut-commissaire de la république, délégué du gouvernement par intérim.
- 8-11 août 1986** : Le XVII<sup>e</sup> Forum du Pacifique sud se réunit à Suva (Fidji) ; l'un de ses principaux sujets est la situation en Nouvelle-Calédonie.
- 12 août 1986->28 nov. 1987** : Jean Montpezat est haut-commissaire de la république, délégué du gouvernement.
- 15-17 août 1986** : V<sup>e</sup> congrès du FLNSK à Wé-Lifou. Motion pour la non-participation à tout référendum d'autodétermination dont le scrutin ne serait pas réservé au seul peuple kanak. L'UC convainc ses partenaires de rester dans les institutions.
- 1<sup>er</sup> sept. 1986** : Huitième sommet du mouvement des pays non-alignés à Harare (Zimbabwe) qui, en présence de Jean-Marie Tjibaou qui y représente le FLNSK, adopte une motion de soutien pour l'accès de la Nouvelle-Calédonie à l'indépendance.
- 5 sept. 1986** : Le Premier ministre Jacques Chirac effectue une visite officielle en Nouvelle-Calédonie ; 15 000 personnes assistent au meeting qu'il préside à Nouméa.
- 29 sept. 1986** : Ordonnance de non-lieu dans le premier procès des assassins de Hienghène. Les sept inculpés sont donc libérés. En réaction, Jean-Marie Tjibaou déclare : « la chasse aux Kanak est ouverte ». Un appel est déposé par l'avocat général et la chambre de mise en accusation décide le renvoi en cour d'assises.
- 15 oct. 1986** : À l'initiative de l'AISDPK, envoi d'une lettre ouverte au président de la République co-signée

par Frères des hommes, la CIMADE, la LDH, Terre des hommes, etc.

**Nov. 1986** : Coordination exceptionnelle de l'AISDPK ouverte à des représentants d'autres organisations (CIMADE, MRAP, CODENE, LDH, etc.) en présence de Jean-Marie Tjibaou et Yeiwéné Yeiwéné.

**16 nov. 1986** : Dans la nuit, attentat au domicile de Yeiwéné Yeiwéné : un commando para-militaire tente de l'incendier.

**20 nov. 1986** : Suite au non-lieu, la cour d'appel renvoie les sept accusés du massacre d'Hienghiène (déc. 1984) devant les assises.

**2 déc. 1986** : À la demande du FLNKS, l'assemblée générale des Nations unies, lors de sa 48<sup>e</sup> séance plénière, adopte, à la majorité des trois cinquièmes de ses États membres, la résolution 41/41A affirmant « le droit inaliénable du peuple de la Nouvelle-Calédonie à l'autodétermination et à l'indépendance », inscrivant ainsi la Nouvelle-Calédonie sur la liste des territoires non autonomes selon l'ONU (89 voix pour, 24 contre et 34 abstentions).

**1987** : Le statut Pons cherche à mettre en place le droit commun face au droit coutumier (notamment, propriété individuelle). Surveillance militaire des tribus, dite « nomadisation », dans de nombreuses tribus kanak.

**Jan. 1987** : Le FNKS adopte une stratégie de non-violence.

**19 jan. 1987** : Premier projet de constitution fait par le FLNKS.

**1<sup>er</sup> fév. 1987** : Congrès FLNKS d'Arama.

**Mars 1987** : Le FLNKS appelle au boycott du référendum Pons.

**17 mars 1987** : Dépôt à l'ONU du projet de constitution du FLNKS.

**Avr. 1987** : Les dirigeants kanak et calédoniens du FLNKS et du RPCR sont reçus par le président de la République François Mitterrand.

**Avr.-nov. 1987** : La gendarmerie effectue de nombreuses opérations « coups de poings » sur les communes de Koné et de Pouembout, dans les tribus de Tiaoué, Noelly, Bako, Koniambo, Netchaot, Néamie, Poindah, Atéou, Paoutah et Némémédou, suite au meurtre de trois gendarmes lors d'opérations de police judiciaire. Sept arrestations ont lieu.

**9 avr. 1987** : À Paris, le FLNKS-France, soutenu par de nombreuses associations (dont l'AISDPK) et organisations politiques ou syndicales, organise, à La Mutualité, un meeting avec Jean-Marie Tjibaou.

**8 mai 1987** : Le Parlement adopte définitivement le projet de loi organisant le référendum local avec un corps électoral composé de toute personne ayant trois ans de résidence ; plus de cinq mille personnes sont donc exclues du scrutin.

**28-29 mai 1987** : Le VI<sup>e</sup> congrès du FLNKS à Goa (Ponérihouen) décide le boycott du référendum Pons du 13 sept. et du statut lié. Il décide aussi le boycott des Jeux du Pacifique qui devaient se tenir en Nouvelle-Calédonie en déc. 1987. Une grande marche silencieuse, les « 15 jours pour Kanaky », est planifiée. En décidant de rester dans les institutions (les régions), le FLNKS demande aussi l'ouverture d'un dialogue avec l'État et le RPCR.

**13 août-3 sept. 1987** : Trois membres du collectif Nouméa Kanaky poursuivent une grève de la faim de trois semaines dans le foyer de Montravel à Nouméa pour protester contre le référendum Pons. Parallèlement, une grande marche pacifique est organisée à travers le pays qui doit arriver à Nouméa le 3 sept. contre le statut Pons : ce

sont les « Quinze jours pour Kanaky ». Manifestation de soutien à Paris le 1<sup>er</sup> sept. de Bastille à Palais Royal.

**22 août 1987** : Manifestation non violente à Nouméa avec un sit-in sur la place des Cocotiers, brutalement réprimée par les forces de l'ordre.

**Sept. 1987** : Les indépendantistes protestent de façon non violente contre la militarisation massive des tribus (la nomadisation) et le collectif Nouméa Kanaky fait une grève de la faim contre le référendum Pons.

**1<sup>er</sup> sept. 1987** : Manifestation unitaire à Paris organisée par le FNKS-France avec l'AISDPK sur le thème de la dénonciation du statut Pons.

**9 sept. 1987** : Le RPCR organise, dans le cadre de la campagne référendaire, au stade vélodrome George Brunelet à Nouméa, la fête de la liberté qui réunit pas loin de 30 000 personnes.

**13 sept. 1987** : Consultation d'auto-détermination organisée par Pons. Tous les résidents de plus de trois ans ont le droit de voter, si bien que le FLNKS boycotte ce référendum. Résultat : 59,1 % des inscrits ont participé au vote ; 93,8 % des votants ont rejeté l'accession à l'indépendance (soit 58 % des inscrits).

**17-18 oct. 1987** : Présentation du projet de constitution de la république de Kanaky auprès de l'ONU.

**19-29 oct. 1987** : Procès aux assises des sept inculpés de l'embuscade de Tiendanite qui a fait dix morts. Le jury populaire, composé exclusivement d'Européens, acquitte les sept assassins de Hienghiène au titre de la « légitime défense », décision faisant fi de la réalité de l'embuscade au lieu-dit de Wan'yaat.

**6 nov. 1987** : Un gendarme mobile tue un jeune Kanak dans la tribu de Saint-Louis, lors d'une opération de police judiciaire.

**13 nov. 1987** : L'UC réunit son congrès à Yaté. Il appelle le peuple kanak à l'autodéfense et la résistance.

**30 nov. 1987** : 32 militants indépendantistes, parmi lesquels Yeiwéné Yeiwéné, sont interpellés à Saint-Louis. À ce propos, l'Association internationale des Juristes démocrates (Bruxelles) écrit : « Il existe en Nouvelle-Calédonie une justice coloniale qui rappelle celle qui a sévi en Algérie contre le mouvement national algérien » et demande aux autorités françaises de cesser cette mascarade judiciaire.

**1<sup>er</sup> déc. 1987->15 juil. 1988** : Clément Bouhin est haut-commissaire de la république, délégué du gouvernement.

**4 déc. 1987** : À l'ONU, le FLNKS perd le soutien d'une vingtaine de pays pour le vote de la résolution 42/79. Suite à la réinscription de la Nouvelle-Calédonie sur la liste des territoires non autonomes de l'ONU, tous les ans, une résolution est adoptée par l'assemblée générale des Nations unies en fonction de l'évolution de la situation du territoire et du travail en amont du comité de décolonisation et de la quatrième commission. La résolution 42/79 du 4 déc. est donc la première résolution annuelle sur la NC qui a fait suite à la réinscription. Depuis lors, chaque année, une résolution porte sur la Nouvelle-Calédonie.

**7 déc. 1987** : Jean-Marie Tjibaou, lors de son passage à Paris, en revenant de New York, à l'invitation de François Mitterrand qui souhaite le rencontrer, intervient au Palais Bourbon, en salle Colbert prêtée par le parti socialiste. « Je n'ai plus beaucoup d'espoir de voir s'établir un jour une communauté fraternelle entre tous en Kanaky. Il n'y a plus de justice ; on ramasse les fusils dans les tribus, les gendarmes armés continuent de provoquer et de terroriser la population kanak. Le seul espoir qui puisse nous rester, c'est que l'opinion publique bouge

enfin en France [...] Si l'opinion ne bouge pas ici, le gouvernement ne changera pas sa politique d'oppression sur le terrain. Moi, Jean-Marie Tjibaou, je ne compte pas. C'est le peuple kanak qui compte. Je viens en son nom pour vous dire : Non, c'est trop ! La justice est rendue au nom du peuple français. Vous êtes caution de cette justice, vous êtes dans le camp des institutions qui détruisent notre peuple. Vous devez prendre vos responsabilités [...] Nous luttons pour la liberté, et la liberté que nous revendiquons est pour les vivants, pas pour les morts ! ». Cela se passe après le jugement lié aux morts de Hienghène et au moment de l'interruption, sur décision administrative, du programme de recherche de Jean-Marie Kohler.

- 10 déc. 1987** : François Mitterrand reçoit Jean-Marie Tjibaou pour parler du fonctionnement de la justice en Nouvelle-Calédonie.
- 22 jan. 1988** : Le statut Pons II (loi n° 088-82), à l'origine des événements d'Ouvéa (25 avr.-5 mai), instaure quatre régions : Est, Ouest, Sud et Îles. Le conseil exécutif comprend alors dix membres, un président, les présidents des quatre régions et cinq membres élus par le congrès en son sein ou en dehors. Il est donc composé de Dick Ukeiwe, président, Jacques Lafleur, président région Sud, Harold Martin, président région Ouest, Henri Wetta, président région Est, Simon Loueckhote, président région îles Loyauté, Pierre Frogier, Martin Hamu, Charles Lavoix, Christian Prost (tous RPCR), et Marcel Dubois (FN), élus par le Congrès.
- 19-20 fév. 1988** : VII<sup>e</sup> congrès du FLNKS à Tibarama (Poindimié).
- 19-23 fév. 1988** : À Poindimié, des heurts entre militants indépendantistes et gardes mobiles se produisent à la tribu de Tiéti sur le terrain prévu pour la construction de l'hôpital. Dix gendarmes sont pris en otage puis relâchés. Quinze militants sont arrêtés.
- Fév.-mai 1988** : Dans toute la France, nombreux meetings AISDPK contre la répression en Nouvelle-Calédonie.
- 15 mars 1988** : Le secrétaire d'État aux DOM-TOM, Bernard Pons, se rend en Nouvelle-Calédonie. À cette occasion, le RPCR de Jacques Lafleur demande la dissolution du FLNKS.
- 2 avr. 1988** : Boycott actif des élections régionales (et présidentielles) décidé à la convention FLNKS de Néaoua (Houaïlou).
- 9 avr. 1988** : Le Comité de réflexion sur l'avenir de la Nouvelle-Calédonie (CRANC) organise une journée sur l'*État de droit en Nouvelle-Calédonie*.
- 16 avr. 1988** : Le FLNKS organise une journée de sensibilisation pour annoncer une semaine d'actions sur tout le territoire avant les élections. Création de l'Agence kanak de presse (AKP), sous l'égide d'EDIPOP, pour éditer le journal *La Dépêche kanak*, en français, puis en anglais.
- 20 avr. 1988** : Dans toute la France, rassemblements ou *sit-ins* par douze comités AISDPK, dont Paris avec la présence de Jimmy Ouneï, représentant du FLNKS-France.
- 22 avr. 1988** : Manifestations indépendantistes dans plusieurs communes de l'intérieur et des îles accompagnées d'opérations militaires dans les tribus. Un commando du FLNKS tente d'occuper la gendarmerie d'Ouvéa. Les gendarmes résistent (quatre gendarmes sont tués et vingt-sept sont emmenés en otage). Tentatives d'occupation en général avortées sur tout le reste du territoire. Isolement de Pouébo et Canala où l'armée incendie plusieurs cases kanak.
- 23 avr. 1988** : Le FLNKS pose trois conditions à la libération des gendarmes : l'annulation des élections régionales, le retrait des forces de l'ordre de l'île et la nomination d'un médiateur.

**24 avr. 1988** : Élections régionales pour le statut Pons II boycottées par le FLNKS et premier tour des élections présidentielles : 83 % d'abstention aux îles Loyauté ; Mitterrand remporte 5 % des suffrages sur l'ensemble du territoire. Pour les élections régionales, en raison du boycott, la participation n'est que de 59,23 % ; les anti-indépendantistes obtiennent donc 96,89 % des suffrages exprimés et les 46 sièges !

**25 avr. 1988** : L'île d'Ouvéa est interdite aux journalistes. Arrivée de Bernard Pons sur le territoire et de renforts de gendarmerie, dont des membres du GIGN. Libération de onze gendarmes sur les vingt-cinq pris en otage. Incidents entre forces de l'ordre et indépendantistes sur tout le territoire. Six membres du GIGN se laissent prendre en otage à Ouvéa.

**28 avr. 1988** : Arrivée d'éléments de la Force d'action rapide.

**30 avr. 1988** : Débarquement de fusiliers marins sur la Grande Terre.

**3 mai 1988** : Provocations de milices loyalistes à Nouméa.

**4 mai 1988** : À Paris, Jean-Marie Le Pen déclare : « La soumission ou l'extermination ».

**5 mai 1988** : Entre les deux tours des élections présidentielles, Jacques Chirac, Premier ministre, et Bernard Pons, ministre des DOM-TOM, avec l'accord du président de la République, François Mitterrand, décident de lancer, à Ouvéa, l'*Opération Victor*, véritable action de guerre consistant en l'assaut de la grotte de Gossanah par des commandos spéciaux de l'armée. Dix-neuf morts côté indépendantiste, dont certains exécutés après leur reddition ; deux militaires tués.

**7 mai 1988** : À la suite du massacre d'Ouvéa, l'AISDPK appelle toutes les organisations démocratiques et anti-colonialistes à manifester au métro Charonne à Paris contre la violence coloniale, pour dire non à une deuxième guerre d'Algérie dans le Pacifique. Cette manifestation, interdite, rassemblera 2 000 personnes.

**8 mai 1988** : François Mitterrand est réélu président de la République ; en Nouvelle-Calédonie, le candidat Chirac a remporté 90 % des voix. À Ouvéa, obsèques des dix-neuf victimes.

**10 mai 1988** : À Paris, 10 000 personnes manifestent du métro Charonne à République avec des interventions à l'arrivée de représentants du FLNKS, de M<sup>r</sup> Jean-Jacques de Félice pour l'AISDPK, de Madeleine Rébérioux et d'Henri Alleg.

Le PCF demande une enquête parlementaire sur « l'opération Victor ». Michel Rocard est nommé Premier ministre, Louis Le Penec ministre des DOM-TOM. Les vingt-neuf inculpés de l'affaire d'Ouvéa sont transférés à Paris.

**12 mai-28 juin 1988** : Olivier Stirn est ministre délégué auprès du Premier ministre chargé des DOM-TOM.

**18 mai 1988** : M. Rocard envoie en Nouvelle-Calédonie, pour une « Mission du dialogue », une délégation oecuménique (composée de catholiques, protestants et francs-maçons) dirigée par Christian Blanc.

**20 mai 1988** : Arrivée à Nouméa de la Mission du dialogue dans un contexte de violences politiques (deux morts, un attentat à l'explosif à Nouméa, arrestations de militants indépendantistes à Voh, Touho et Canala).

**31 mai 1988** : Ouverture d'une information judiciaire contre X sur les circonstances de l'assaut.

**5 juin 1988->1993** : Élections législatives avec retour aux deux circonscriptions, mais selon un découpage différent, celui issu de la réforme électorale de 1986 : la première circonscription comprend Nouméa, l'île des Pins et les îles Loyauté ; la deuxième, toutes les autres communes de la Grande Terre et la banlieue de

Nouméa, avec, respectivement, la réélection de Jacques Lafleur (suppléant : Pascal Lafleur) et de Maurice Nénou (suppléant : Robert Frouin), tous deux RPCR.

**8 juin 1988** : La Mission du dialogue propose un référendum national sur un nouveau statut du territoire.

**11 juin 1988** : Début des négociations entre les indépendantistes (FLNKS avec Jean-Marie Tjibaou, plus le LKS), le RPCR (Jacques Lafleur) et le gouvernement (Michel Rocard).

**15 juin 1988** : Première discussion à Matignon entre Jean-Marie Tjibaou et Jacques Lafleur.

**16-26 juin 1988** : Négociations entre le FLNKS et le RPCR à Paris, à Matignon, pour préparer l'accord qui sera signé à Matignon le 26 juin.

Le Premier ministre, Michel Rocard, déclare : « Les deux délégations ont reconnu l'impérieuse nécessité de contribuer à rétablir la paix civile pour créer les conditions dans lesquelles les populations pourront choisir, librement et assurées de leur avenir, la maîtrise de leur destin ».

**26 juin 1988** : Signature d'un accord tripartite à Matignon, sous la menace d'une « véritable guerre » (dixit Michel Rocard). Principaux points : reprise de l'autorité administrative directe de l'État sur le territoire pour une année, référendum national à l'automne sur les institutions à mettre en place, organisation d'un scrutin d'autodétermination en Nouvelle-Calédonie dans les dix ans, libération prévue des prisonniers kanak suite à la prise d'otages d'Ouvéa (qui refuseront dans un premier temps, en apprenant la teneur des accords). Une composante du Front, le FULK, opposée aux négociations, entre de plus en plus en dissidence.

**28 juin 1988->30 mars 1993** : Louis Le Pen est ministre des DOM-TOM.

**12 juil. 1988** : Nouveau statut dit « Statut Rocard », reprenant la division du territoire en quatre régions.

**Juil. 1988** : Constitution du Comité des familles des prisonniers politiques pour parrainer moralement et économiquement la soixantaine de prisonniers kanak incarcérés en France suite à l'affaire d'Ouvéa.

**15 juil. 1988->11 jan. 1991** : Bernard Grasset est haut-commissaire de la république, délégué du gouvernement.

**24 juil. 1988** : Les indépendantistes réunis en convention FLNKS à Ouvéa demandent de nouveaux pourparlers avant d'entériner l'accord. À Nouméa, la convention du RPCR adopte l'accord.

**3 août 1988** : À Paris, les douze premiers prisonniers de l'affaire d'Ouvéa sont libérés.

**17-20 août 1988** : À Paris, rue Oudinot, se déroule une nouvelle négociation entre le RPCR et le FLNKS, centrée sur les bases du futur statut.

**19 août 1988** : Accord d'Oudinot sur le corps électoral, le découpage des provinces et sur l'amnistie qui vient compléter l'accord signé à Matignon. C'est cet ensemble, joint au premier accord à Matignon, qui sera nommé les accords de Matignon.

**10-11 sept. 1988** : Accord sur l'avenir institutionnel du territoire entériné par la convention FLNKS de Nindiah à Houaïlou, tout en soulignant que cet accord n'offre aucune garantie concernant l'indépendance kanak et socialiste. Le FLNKS appelle à voter « oui » au référendum ; seul un de ses « groupes de pression », le FULK, appelle à voter « non ».

**Oct. 1988** : À Paris, après un débat interne tendu, l'ASDPK décide (malgré les réserves émises sur les accords de Matignon) de faire campagne pour le « oui » au référendum Rocard du 6 nov. Ainsi, ce sont plus de 80 réunions qui se sont tenues en France entre sept. et nov. à propos de la campagne électorale.

**6 nov. 1988** : Référendum national :  
 « Approuvez-vous le projet de loi soumis au peuple français par le président de la République et portant dispositions statutaires et préparatoires à l'autodétermination de la Nouvelle-Calédonie en 1998 ? »  
 Le « oui » l'emporte (mais avec plus de 60 % d'abstention et même 82 % dans les DOM-TOM). Le résultat du référendum sur le territoire de Nouvelle-Calédonie donne : 36,7 % d'abstentions, 4 % de votes « blancs/nuls », 33,1 % de « oui » et 24,9 % de « non ». Sont donc entérinés un nouveau statut, l'amnistie et un référendum d'autodétermination en 1998 (loi du 9 nov.).

*1988-1998 : La période des accords de Matignon-Oudinot*

**9 nov. 1988** : Promulgation de la loi n° 90-1028 portant disposition statutaire et préparatoire à l'autodétermination de la Nouvelle-Calédonie en 1998. Ses dispositions quant à l'exécutif du territoire et aux assemblées de provinces et au congrès du territoire durent jusqu'en 1999.

**Nov. 1988** : Division du soutien en France. La tendance anticolonialiste continue d'animer l'ASDPK et de publier son journal *Kanaky*. L'autre tendance, entraînée par l'ethnologue Alban Bensa, se retire pour fonder *Kanaky solidarité* et son journal *Le banian*.

**18 nov. 1988** : Libération de cinquante-et-un prisonniers kanak en région parisienne et à Nouméa. Interdiction de tout contact avec le réseau de soutien et la presse. À Paris, meeting ASDPK-Comité des familles sans la présence, donc, des prisonniers libérés qui y étaient attendus.

**3-4 déc. 1988** : VIII<sup>e</sup> congrès FLNKS de Ouvéa à Hienghène.

**23 jan. 1989** : Jean-Marie Tjibaou se rend au IV<sup>e</sup> sommet des pays du Fer de Lance mélanésien, en Papouasie Nouvelle-Guinée.

**19 fév. 1989** : L'ASDPK lance une campagne pour la libération et l'amnistie de tous les prisonniers indépendantistes avec une pétition « amnistie immédiate, totale et sans condition pour tous les militants indépendantistes ».

**12-19 mars 1989** : Premier et deuxième tour des élections municipales qui enregistrent une progression des voix indépendantistes (39 %).

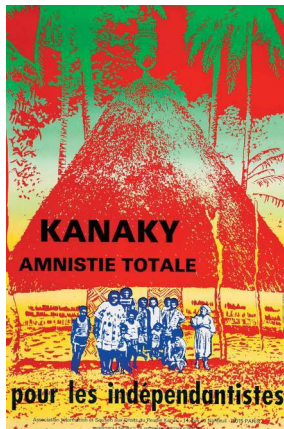
**31 mars 1989** : Recensement général de la population de Nouvelle-Calédonie.

**1<sup>er</sup> mai 1989** : En préparation de la manifestation du 5 mai, diffusion d'un tract « Citoyen, citoyenne, souviens-toi d'Ouvéa » exigeant la lumière sur les circonstances du massacre des dix-neuf Kanak d'Ouvéa.

**4 mai 1989** : Tragédie d'Ouvéa. La veille de la levée de deuil, assassinat de Jean-Marie Tjibaou et de Yeiwéné Yeiwéné par Djubelly Wéa, ancien porte-parole des prisonniers kanak en France, lui-même abattu par les gardes du corps. Rassemblement spontané en hommage aux morts à Paris.

**5 mai 1989** : À Paris, manifestation silencieuse de Bastille à Charonne, minute de silence puis distribution d'un tract co-signé FLNKS, ASDPK et Comité des familles « Hommage à Jean-Marie Tjibaou et Yeiwéné Yeiwéné : le combat continue ».

**18 mai 1989** : Le FULK est en désaccord avec le FLNKS ; il le quittera en 1990 et se dissoudra en 1992.



Doc.1 – Affiche ASDPK de soutien aux prisonniers kanak d'Ouvéa (© M. Lallaoui)

- 20 mai 1989** : François Burck succède à Jean-Marie Tjibaou à la présidence de l'UC ; Léopold Jorédié en est vice-président. Rock Wamytan se rend, au nom du FLNKS, à l'assemblée des non-alignés au Zimbabwe.
- 11 juin 1989** : Élections provinciales : 91 338 inscrits, 63 222 votants (69,22 % de participation), 38 745 voix (62,02 % et 32 sièges) pour les anti-indépendantistes ; 21 299 voix (34,09 % et 20 sièges) pour les indépendantistes au congrès. Le FLNKS (dominé alors par l'UC) remporte la majorité dans les deux provinces, Nord et Îles, le RPCR gagne dans celle du Sud.
- 16 juin 1989->9 juil. 1995** : Les présidents des provinces sont : Léopold Jorédié (UC FLNKS) pour le Nord, Richard Kaloi (UC) pour les Îles et Jacques Laffleur (RPCR) pour le Sud. La période 1989-1992 sera marquée, au Congrès du territoire, par une sorte de pacte de non-agression UC-RPCR sur fond de développement séparé.
- 27 juin 1989** : La présidence du Congrès revient à Simon Loueckhote (RPCR).
- 28 juin 1989** : Lors de son VI<sup>e</sup> congrès, l'USTKE se retire du FLNKS.
- Juil. 1989** : Élections provinciales. Le FLNKS récupère la majorité dans les provinces Nord et Îles.
- 29 nov. 1989** : L'Assemblée nationale adopte le projet de loi d'amnistie.
- 20-21 jan. 1990** : IX<sup>e</sup> congrès du FLNKS à Saint-Louis, sans le FULK. Débat sur l'assassinat de Jean-Marie Tjibaou et de Yeiwéné Yeiwéné.
- 4 fév. 1990** : Reconstitution de l'assassinat de Jean-Marie Tjibaou et de Yeiwéné Yeiwéné.
- 7-9 mars 1990** : Le FLNKS devient membre à part entière du Groupe des pays du Fer de Lance.
- 24-25 mars 1990** : Convention FLNKS de Nakéty : Paul Néaoutyine, PALIKA et ancien directeur de cabinet de Jean-Marie Tjibaou, en devient président.
- 24 mars 1990->9 déc. 1995** : Paul Néaoutyine est président du FLNKS.
- 18 avr. 1990** : La province Nord prend la décision d'acheter 85 % du capital minier de Jacques Laffleur. C'est la SOFINOR (société financière et de développement de la province Nord) qui achète donc la SMSP.
- 5 mai 1990** : À Paris, en commémoration des 5 mai 1988 et 4 mai 1989, une action unitaire AISDPK et Kanaky-Solidarité est organisée pour rebaptiser symboliquement la rue de la Nouvelle-Calédonie à Paris 12<sup>e</sup> en rue Jean-Marie Tjibaou et Yeiwéné Yeiwéné. Prises de paroles de M<sup>e</sup> J.-J. de Félice, A. Bensa et J. Ounei (FLNKS-France).
- 23 mai 1990** : Le conseil consultatif coutumier du territoire s'installe ; il compte quarante-trois grands chefs.
- 29 août 1990** : Création de l'Union océanienne (UO) rassemblant des Wallisiens et des Futuniens proches du FLNKS et inaugurant les premières rencontres avec les représentants de la communauté wallisienne, habituellement utilisée par le RPCR.
- 23 nov. 1990** : Décès de Roch Déo Pidjot, fondateur de l'UC et ancien député de Nouvelle-Calédonie.
- 15 jan. 1991->29 juil. 1994** : Alain Christnacht remplace Bernard Grasset comme délégué du gouvernement.
- 1991** : L'AISDPK décide de se mettre en sommeil tout en maintenant le contact avec son réseau via le journal *Kanaky* qui continue à paraître. Elle rencontre régulièrement les responsables indépendantistes lors de leurs séjours en France dans le cadre des Comités de suivi des accords.
- 27-28 avr. 1991** : X<sup>e</sup> congrès du FLNKS de Koindé à La Foa.
- 12 juin 1991** : Décès soudain d'Henri Wetta.
- 11 oct. 1991** : Centenaire de l'arrivée des premiers Vietnamiens en Nouvelle-Calédonie.
- 12 oct. 1991** : Deuxième Comité de suivi des accords de Matignon à Paris.
- 1992** : XI<sup>e</sup> congrès du FLNKS à Touho.
- 26 jan. 1992** : Autodissolution du FULK qui se refonde sous le nom de Congrès populaire du peuple kanak (CPPK), qui ne fait plus partie du FLNKS.
- 10 mars 1992** : Décès du préfet Jacques Iékawé à Aukland.
- 12 juin 1992** : Centenaire de l'arrivée des Japonais.
- 20 sept. 1992** : Référendum de Maastricht : le « non » l'emporte en Nouvelle-Calédonie.
- 27 sept. 1992** : Simon Loueckhote est élu sénateur avec cent quatre-vingt-douze voix contre cent quatre-vingt-huit pour Rock Wamytan.
- Oct. 1992** : Création du Comité de défense et de soutien aux squatters, nom donné localement aux Kanak vivant en auto construction dans l'espace urbain à Nouméa.
- 2 oct. 1992->23 sept. 2001** : Simon Loueckhote (Jean Lèques, suppléant) est sénateur RPCR, RPR.
- Nov. 1992** : « Crise hôtelière » : achat par la province Nord d'un hôtel de luxe à Nouméa, ce qui remet en cause le consensus UC-RPCR. Puis, retour à la normale avec la construction d'un nouvel hôtel par la province Sud.
- 1992** : Scission de l'Union océanienne sur le thème de l'indépendance qui aboutit à la création du RDO.
- 16 jan. 1993** : XII<sup>e</sup> congrès du FLNKS sur le bilan à mi-parcours des accords de Matignon.
- 4 fév. 1993** : Quatrième Comité de suivi des accords de Matignon à Paris : décision unanime de tout faire pour éviter le « référendum couperet » de 1998.
- 30 mars 1993->18 mai 1995** : Dominique Perben est ministre des DOM-TOM.
- 24 avr. 1993** : Maxime Carlot, Premier ministre du Vanuatu, se rend en Nouvelle-Calédonie. Divergences au sein du FLNKS.
- 1993-1997** : Élections législatives qui voient la réélection, dans la 1<sup>re</sup> circonscription, de Jacques Laffleur (suppléant : Pascal Laffleur) et, dans la 2<sup>e</sup>, de Maurice Nénou (suppléant : Pierre Frogier, qui succède à Nénou suite au décès de ce dernier le 27 nov. 1996), tous deux RPCR.
- 24 sept. 1993** : Fête des peuples indigènes à Poindimié dans le cadre de l'Année internationale des peuples indigènes.
- 10 déc. 1993** : Cinquième Comité de suivi des accords de Matignon à Paris.
- 25 déc. 1993** : Célébration à Balade du cent cinquantième anniversaire de l'arrivée de la mission catholique en Nouvelle-Calédonie. À cette occasion, l'Église catholique demande officiellement pardon au peuple mélanésien pour sa part de responsabilités dans les souffrances qui lui ont été infligées au cours de l'histoire coloniale.
- 1994** : Publication de *Kanaky* sous la forme d'une revue de presse pour maintenir une information minimale.
- 2 fév. 1994** : Création du Rassemblement démocratique océanien (RDO) dont le président est Aloisio Sako.
- 6 fév. 1994** : XIII<sup>e</sup> congrès du FLNKS.
- 25 mars 1994** : Signature d'un accord de coopération entre la Nouvelle-Calédonie et le Vanuatu.
- 19 avr. 1994** : La SLN ouvre une nouvelle mine : Kopéto.
- 20 mai 1994** : Le président fidjien Ratu Sir Kamisese Mara vient en visite officielle en Nouvelle-Calédonie.
- 15 juin 1994** : Le conseil consultatif coutumier se réunit à Neouyo sur la commune de Houailou et définit des orientations en matière foncière (cadastre/développement économique) et organisationnelle.
- 29 juil. 1994->16 août 1995** : Didier Cultiaux remplace Alain Christnacht comme délégué du gouvernement.

- 19 sept. 1994** : Idée lancée par Jacques Lafleur du pacte trentenaire « un Matignon bis » donnant plus de pouvoir à la Nouvelle-Calédonie.
- 10 déc. 1994** : XIV<sup>e</sup> congrès du FLNKS à Poya.
- 1995->2011** : Paul Néaoutyine est président du FLNKS.
- 1995** : Manifestations antinucléaires de 10 000 personnes sur le territoire suite à la décision de J. Chirac de reprendre les essais dans la zone pacifique.
- 3 fév. 1995** : Le ministre des DOM-TOM Perben est en visite en Nouvelle-Calédonie. Le FLNKS refuse de participer au VI<sup>e</sup> Comité de suivi des accords de Matignon.
- Fév. 1995** : Première manifestation organisée par l'USTKE sur le thème « la défense de l'emploi local » qui réunit 5 000 personnes.  
Publication d'un numéro de *Kanaky* pour commémorer les dix ans de l'assassinat d'Éloi Machoro et de Marcel Nonnaro le 12 jan. 1985.
- 18 mai 1995->4 juin 1997** : Jean-Jacques de Peretti est ministre de l'Outremer puis, le 7 nov. 1995, ministre délégué auprès du Premier ministre chargé de l'Outremer.
- 9 juin 1995** : Didier Leroux crée Une Nouvelle-Calédonie pour tous (UNCT).
- Juil. 1995** : Blocage de la zone industrielle Ducos par l'USTKE et immobilisation des avions sur l'aéroport international de Tontouta ; heurts violents avec les forces de l'ordre.
- 9 juil. 1995** : Élections provinciales (deuxième mandat) : 103 505 inscrits, 72 685 votants (70,22 % de participation), 43 335 voix (60,36 % et 35 sièges, soit plus 3) pour les anti-indépendantistes et 25 094 voix (34,95 % et 19 sièges, soit moins 1) pour les indépendantistes au congrès. Ces résultats confortent les majorités en place : le FLNKS au Nord et dans les Îles, le RPCR au Sud. En dehors du FLNKS, il y avait des listes présentées par l'UNI (Union nationale pour l'indépendance) à l'instigation du PALIKA, de l'USTKE et d'individus de l'UC. Finalement, le FLNKS ne garde que la province Nord, celle du Sud reste aux mains du RPCR ; la province des Îles est gagnée par une alliance LKS-FDIL<sup>5</sup>-RPCR. Jacques Lafleur (Sud) et Léopold Jorédié (Nord) restent présidents. Nidoïsh Naisseline est élu pour les Îles, ce qui est contesté par le FLNKS.
- 14 juil. 1995->9 mai 1999** : Les présidents des provinces sont : le sortant Léopold Jorédié (UC FLNKS puis FCCI en 1998) pour le Nord, Nidoïsh Naisseline (LKS) pour les Îles et le sortant Jacques Lafleur (RPCR) pour le Sud.
- 31 juil. 1995** : Au Congrès du territoire, le RPCR perd sa majorité absolue à cause d'une dissidence dans le RPCR qui avait abouti à la création du nouveau parti UNCT, autour de Didier Leroux. Alliance FLNKS/UNCT pour une majorité de gestion au Congrès. Les dissensions à droite, avec l'apparition d'une opposition à Jacques Lafleur, bloquent les travaux du Congrès du territoire pendant plusieurs mois.
- 1<sup>er</sup> août 1995** : Élection de Pierre Frogier à la présidence du Congrès. Suite à l'alliance FLNKS-UNCT, des tensions voient le jour entre le RPCR et le FLNKS pour l'élection au bureau du Congrès.
- 16 août 1995->15 juil. 1999** : Dominique Bur remplace Didier Cultiux comme haut-commissaire.
- 20 sept. 1995** : Le FLNKS et le RPCR reprennent des discussions sur l'avenir de la Nouvelle-Calédonie.
- 18 oct. 1995** : Le Premier ministre Alain Juppé ouvre officiellement à Paris les discussions sur l'avenir de la Nouvelle-Calédonie.
- 12 nov. 1995** : Réunion en congrès à Lifou, l'UC réaffirme son projet d'État-associé.
- 25 nov. 1995** : Jacques Lafleur propose un référendum sur une solution consensuelle.
- 9 déc. 1995** : Lors du XV<sup>e</sup> congrès de Nouméa, Rock Wamytan, vice-président de l'UC, succède à Paul Néaoutyine, démissionnaire, à la présidence du FLNKS.
- 30 déc. 1995** : Le FLNKS présente un projet de statut pour 1998 instaurant un État libre et souverain.
- Jan. 1996** : Les partenaires des accords de Matignon entament des négociations sur l'avenir institutionnel de la Nouvelle-Calédonie.
- 8 jan. 1996** : François Mitterrand décède à Paris.
- 12 jan. 1996** : Le FLNKS entame une série de réunions d'informations pour expliquer son nouveau projet politique. RDO s'associe au FLNKS.
- 31 jan. 1996** : Annonce de l'arrêt définitif des essais nucléaires français dans le Pacifique.
- 26 fév. 1996** : Première manifestation organisée par l'USTKE à Nouméa sur le thème de « la défense de l'emploi local » (cinq mille personnes).
- 7 mars 1996** : Le FLNKS et l'UNCT occupent le Congrès pour réclamer un meilleur partenariat avec le RPCR.
- 1996** : Recensement de la population de Nouvelle-Calédonie, réalisé sous la direction de l'INSEE avec la collaboration de l'ITSEE (Institut territorial de la statistique et des études économiques). Depuis le dernier recensement, en 1989, la population s'est accrue de 33 000 hab. (avec un rythme annuel moyen de 2,6 %). Le territoire compte 196 836 habitants : 41 413 en province Nord, 20 877 en province îles Loyauté et 134 546 dans la province Sud, le Grand Nouméa (Nouméa, Mont-Dore, Dumbéa et Païta) comportant à lui seul 118 823 habitants, soit plus de 60 % de la population de Nouvelle-Calédonie.
- 18-19 avr. 1996** : Septième Comité de suivi des accords de Matignon à Paris. Arrêt des pourparlers qui ont débuté en oct. 1995 dans le cadre du Comité de suivi, désaveu de François Burck (président de l'UC), de Léopold Jorédié (président UC de la province Nord) et de Rock Wamytan (président [UC] du FLNKS depuis 1995), à la suite de la publication, dans la presse française, d'un article faisant référence à des négociations avec le RPCR prévoyant le maintien futur du territoire dans l'ensemble français avec leur aval. Rappel sur le territoire de la délégation qui se trouve à Paris, qui est remplacée par Bernard Lepeu (devenu, fin 1996, président de l'UC), Damien Yeiwéné et Charles Pidjot. Introduction de la notion de « préalable minier » avant toute reprise de négociation (échanges de massifs miniers et projet du FLNKS d'usine de traitement du nickel dans le Nord afin de rééquilibrer le territoire).
- 30 juil. 1996** : Le ministre des DOM-TOM, de Peretti, rencontre à Thio une délégation du FLNKS pour renouer les fils du dialogue. Le FLNKS présente un document concernant le règlement du contentieux colonial et le processus d'accession à l'indépendance. L'État s'engage à faire des propositions au mois de sept. suivant.
- Août 1996** : Grève dans les établissements Ballande organisée par l'USTKE. En 1996, trente conflits sociaux sont officiellement répertoriés avec intervention de l'USTKE.
- 19 sept. 1996** : Le FLNKS pose le préalable minier avant toute discussion sur l'avenir institutionnel du pays, à savoir l'accès au gisement de Tiébaghi pour fournir la future usine du Nord.
- 3 oct. 1996** : Yves Cabana, responsable du dossier calédonien auprès du Premier ministre Alain Juppé, démissionne.

5. FDIL : Front pour le développement des îles Loyauté, composé de dissidents de l'UC.

- Oct. 1996** : Manifestation appelée par le FLNKS pour la défense de l'emploi local et pour l'échange des massifs miniers (cinq mille personnes).
- 29-30 oct. 1996** : Appel à la grève générale par l'USTKE sur le conflit Ballande (grève de trois mois) et l'emploi local. Blocage des sites miniers par le FLNKS pour l'accès à la ressource pour l'usine du Nord.
- 12 nov. 1996** : Au congrès de Wagap, Bernard Lepou replace François Burck à la présidence de l'UC.
- 13 nov. 1996** : L'État propose l'échange des massifs miniers : Poum contre Koniambo pour l'usine du Nord.
- 27 nov. 1996** : Décès du député Maurice Nénou.
- 13 fév. 1997** : Le ministre des DOM-TOM, de Peretti, se rend en Nouvelle-Calédonie pour lever le préalable minier et relancer les discussions sur l'avenir du pays.
- 22 fév. 1997** : Congrès du FLNKS.
- 25 fév. 1997** : ERAMET est dépossédé de ses titres miniers sur le massif du Koniambo par l'État, afin de pouvoir réaliser l'échange des massifs Poum/Koniambo au profit de la SMSP.
- Mars 1997** : Trois semaines de mobilisation autour du problème minier : marches, manifestations, grève de l'USTKE et de l'USOENC (plus grande centrale syndicale du territoire hors fonctionnaires, proche en France de la CFDT).
- 29 mars 1997** : En soutien au projet de l'usine du Nord, des manifestations sont organisées par l'UC.
- 2 avr. 1997** : Le projet d'implantation de l'usine de nickel du Nord à Goro est présenté publiquement.
- 10 avr. 1997** : L'USOENC proclame la grève générale pour soutenir le projet de l'usine du Nord.
- 27 avr. 1997** : Le FLNKS, lors de son XVI<sup>e</sup> congrès à Koné, fait le choix de prôner l'abstention pour les prochaines élections législatives ; désaccord du PALIKA qui choisit de soutenir, avec l'USTKE, un homme d'affaires local qui reconnaît ne pas être indépendantiste, Philippe Pentecost, dans la deuxième circonscription du territoire. À Paris, assemblée générale de l'AISDPK devant l'imminence de la date-butoir de 1998 et à la demande de la nouvelle direction du Front. Reprise des réunions régulières du bureau de l'association et du comité de rédaction de *Kanaky*.
- 1<sup>er</sup> mai 1997** : Réapparition publique de l'AISDPK avec une distribution de 5 000 tracts lors de la manifestation syndicale parisienne afin de rappeler que rien n'est réglé en Nouvelle-Calédonie.
- 4 juin 1997-29 août 2000** : Jean-Jack Queyranne est secrétaire d'État à l'Outremer auprès du ministre de l'Intérieur.
- 25 mai->1<sup>er</sup> juin 1997(->2002)** : Élections législatives. Les deux candidats RPCR, Jacques Lafleur et Pierre Frogier, sont élus, après un ballottage avec Philippe Pentecost pour le second ; leurs suppléants sont Gaël Yanno et Maurice Ponga, tous RPCR.
- 23-24 juin 1997** : À Paris, deux rencontres avec la délégation du FLNKS, l'une avec l'AISDPK, la seconde étant une réunion-débat publique avec des représentants politiques, syndicaux, associatifs et des mouvements des DOM-TOM, sur fond de crise en Guyanne. Présentation par Paul Néaoutyine du préalable minier avant toute reprise de négociations.
- 17 juil. 1997** : Le congrès élit Harold Martin comme président et Rock Wamytan comme premier vice-président.
- 29 juil. 1997** : Sous la présidence du grand chef Kawa Berger, une grande réunion de dignitaires coutumiers est organisée à Nouville afin de définir les orientations coutumières pour les futures discussions politiques sur l'avenir institutionnel du pays.
- Nov. 1997** : Les anciens dirigeants de l'UC sont mis à l'écart de l'exécutif du parti.  
Réunion entre l'AISDPK et des représentants du Front de passage à Paris.
- 4 et 17 nov. 1997** : Arrivée de cent dix *boat-people* chinois sur le territoire.
- 18 et 20 nov. 1997** : Manifestations rassemblant mille personnes, appelées par l'USTKE, le LKS, le FDIL et le PALIKA, pour la défense de l'emploi local et contre les *boat-people* chinois ; certains courants indépendantistes vont jusqu'à évoquer une tentative d'immigration sauvage organisée par la réaction locale. (Rappelons que plus de dix mille personnes sont arrivées en Nouvelle-Calédonie entre 1989 et 1996 pour une population totale de cent quatre-vingt-dix-sept mille personnes.)
- Déc. 1997** : Un Comité de coordination pour l'indépendance (CCI) rassemblant le LKS, le FDIL, des dissidents de l'UC (dont d'anciens dirigeants, Burck, Jorédié...) et le numéro deux du PALIKA, Raphaël Mapou (qui en est le porte-parole), entame des négociations directes avec Jacques Lafleur et le RPCR. Réactions dans les rangs indépendantistes.
- Fin 1997->début 1998** : Mobilisation sur le terrain (FLNKS-USTKE, parfois USOENC), blocage de mines, de l'usine de traitement du nickel de Doniambo (Nouméa). Nombreux reports du congrès du FLNKS sur fond de désaccord à propos du préalable minier entre le PALIKA et les autres composantes du Front ; le PALIKA est favorable à la reprise rapide des négociations, sans attendre le dénouement minier (le PALIKA lui-même est divisé entre un PALIKA-Nord et un PALIKA-Sud).
- Jan. 1998** : Ultimatum fixé au 31 jan. par le FLNKS concernant le préalable minier.
- 1<sup>er</sup> fév. 1998** : Dénouement positif du préalable minier. Possibilité de reprise des négociations gelées depuis mai 1996 et signature de l'accord pour l'échange des massifs miniers entre la SLN et la SMSP à Paris le 3 fév., dit « protocole de Bercy ».
- 14-15 fév. 1998** : XVII<sup>e</sup> congrès du FLNKS à Nakéty, Rock Wamytan est président du Front, confirmation de la levée du préalable minier, et l'intégration du Rassemblement démocratique océanien (RDO, ex-Union océanienne-UO, composé essentiellement de Wallisiens) dans le FLNKS ; avec la possibilité de reprise des négociations dans le cadre fixé par le Congrès.
- Fin fév.->début mars 1998** : Reprise des négociations tripartites entre les indépendantistes, le RPCR et le gouvernement sur l'avenir institutionnel et le scrutin de 1998 prévu par les accords de Matignon, et bipartites entre les indépendantistes et le gouvernement sur la reconnaissance du préjudice colonial.
- 4 mars 1998** : À Paris, rencontre AISDPK avec une partie de la délégation du FLNKS venue à Paris pour reprendre les discussions avec le gouvernement français.
- 16 mars 1998** : Manifestation de soutien aux *boat-people* chinois à Nouméa.
- 4 avr. 1998** : À Paris, reprises des négociations politiques.
- 22 avr. 1998** : À Ouvéa, cérémonie de réconciliation entre coutumiers et gendarmes.
- 23 avr. 1998** : Contrat d'accord entre Falconbridge, SOFINOR et la SMSP détaillant les différentes étapes du déroulement du projet et les engagements des parties à ce titre, jusqu'à la mise en service industrielle de l'usine.
- 28 avr. 1998** : Discussions préliminaires à la signature de l'accord de Nouméa. XVIII<sup>e</sup> congrès du FLNKS à Poindimié pour expliquer la teneur de l'accord à venir.



- 4 mai 1998** : Le centre culturel Tjibaou est inauguré à Nouméa.
- 5 mai 1998** : Signature de l'accord de Nouméa (ADN) par le FLNKS, le RPCR et le Premier ministre pour le gouvernement français.
- 1998-2018 : La période de l'accord de Nouméa*
- 30 mai 1998** : Léopold Jorédié, Cono Hamu, Raphaël Mapou, François Burck et Aymard Bouanaoué créent la Fédération des comités de coordination indépendantistes (FCCI).
- 8 nov. 1998** : Les électeurs de Nouvelle-Calédonie, tels que définis par l'article 2 de la loi du 9 nov. 1988, sont appelés à se prononcer sur l'accord de Nouméa. Si le FLNKS et le RPCR appellent tous deux à voter « oui », il est certain que la signification de leurs votes respectifs n'est pas la même. En effet, pour le FLNKS, le vote « oui » signifie qu'au terme du processus des quinze à vingt ans prévus par l'accord de Nouméa, le territoire doit accéder à l'indépendance par la rétrocession des dernières compétences, d'ordre régalien. Pour le RPCR, il en va tout autrement, et l'appel au vote « oui » sous-entend qu'au terme du processus, la Nouvelle-Calédonie restera dans le cadre de la République, avec l'autonomie qu'elle aura acquise durant cette période. Le malentendu qui existait il y a dix ans au moment des accords de Matignon perdure, si bien que quinze à vingt ans plus tard, le risque de se retrouver « à la case départ » est important si aucune des composantes de la vie politique locale ne revient sur ses positions de principe quant à l'avenir du « Caillou ». Enfin, il faut noter que plusieurs partis politiques de moindre importance appelaient à voter « non » : outre les partis d'extrême droite dont le FN, l'UNCT – le parti de Didier Leroux – prônait aussi le vote « non » pour, disait-il, s'opposer à la future hégémonie de Jacques Lafleur sur l'ensemble des instances politiques du pays. Sur les 106 698 électeurs inscrits composant le corps électoral amené à se prononcer lors de ce référendum, 79 202 ont voté, soit 77 097 suffrages exprimés, 55 400 « oui » et 21 697 « non ». Ce qui donne donc un taux d'abstention de 25,77 %, 1,98 % de « blancs/nuls », 51,92 % de « oui » et 20,33 % de « non ». Par rapport aux résultats calédoniens du référendum de 1988, le taux d'abstention est plus faible (-11 points), de même que le vote « non » (-4,6 points), alors que le vote « oui » est bien supérieur (+18,8 points). Il semblerait donc que l'accord de Nouméa reçoive localement une plus grande adhésion que ceux de Matignon en leur temps, avec les réserves émises ci-dessus quant à la signification du vote « oui ».
- 22 déc. 1998** : L'Assemblée nationale adopte à l'unanimité les dispositions prévues par l'accord de Nouméa, soit les lois organique et simple déterminant l'avenir du territoire de Nouvelle-Calédonie.
- 23 jan.-12 fév. 1999** : Une délégation composée de Raphaël et Charles Pidjot, Rock Wamytan et Jean-Louis d'Anglebermes se rend à Paris pour finaliser, avec Jacques Lafleur et le ministre de l'Économie, l'accord de Bercy et le projet de loi organique. Signature à Paris de l'accord de Bercy (STCPI) entre le FLNKS et l'État.
- 13 mars 1999** : XIX<sup>e</sup> congrès du FLNKS à Dumbéa (Koutio) pour définir la stratégie pour les élections provinciales.
- 21 mars 1999** : La loi organique n° 99-20 est votée. Elle organise le transfert des compétences à la Nouvelle-Calédonie, en dehors des compétences régaliennes et, en conséquence, l'État ne dispose plus des compétences dans le domaine de l'exploitation du nickel.
- 30 mars 1999** : La population de Yaté entre en conflit avec Goro Nickel (l'usine du Sud) pour défendre ses intérêts.
- 3 avr. 1999** : Réuni en convention à Koutio, le FLNKS réagit sur le fait que l'État n'a pas respecté ses engagements sur la question du corps électoral. Un groupe FLNKS sera constitué au congrès de Nouvelle-Calédonie.
- 9 mai 1999** : Élections provinciales : 108 422 inscrits, 79 321 votants, 46 477 voix (58,59 % et 31 sièges, soit moins 4) pour les anti-indépendantistes et 31 905 voix (40,22 % et 23 sièges, soit plus 4) pour les indépendantistes au congrès.
- Mai 1999->2018** : Le président du congrès est élu chaque année parmi les membres. Six hommes se sont succédé à la présidence du Congrès depuis 1999 pour dix mandats : Simon Loueckhote (1999-2004) ; Harold Martin (2004-2007 puis 2009-2011) ; Pierre Frogier (2007-2009) ; Rock Wamytan (2011-2014) ; Léonard Sam (2011-2012) ; Gaël Yanno (2014-2015 puis depuis le 30 juil. 2018) ; Thierry Santa (2015-2018).
- Longue période d'instabilité dans l'exécutif du territoire avec deux changements incessants de président, avec dix-sept élections à la présidence du congrès en moins de treize ans.
- 28 mai 1999->19 mars 2001** : Premier gouvernement de Nouvelle-Calédonie : Jean Lèques est élu président, Léopold Jorédié (FCCI) vice-président ; ce gouvernement comporte onze membres : 7 RPCR-FCCI (6 RPCR, 1 FCCI) et 4 FLNKS (2 UC, 1 PALIKA, 1 RDO). Le FLNKS proteste, estimant que la vice-présidence devrait lui revenir.
- 14 juin 1999->9 mai 2004** : Les présidents des provinces sont : Paul Néaoutyine (PALIKA FLNKS) pour le Nord, Robert Xowie (UC-FLNKS) pour les Îles et le sortant Jacques Lafleur (RPCR) pour le Sud.
- 3 juil. 1999** : À Port-Vila, XIII<sup>e</sup> Sommet du Fer de Lance mélanésien. La Nouvelle-Calédonie intègre le marché de libre-échange mélanésien.
- 15-19 juil. 1999** : Bernard Bouloc est haut-commissaire de la république, délégué du gouvernement par intérim.
- 19 juil. 1999->29 juil. 2002** : Thierry Lataste est, pour la deuxième fois, haut-commissaire de la république, délégué du gouvernement, mais la première fois en tant que titulaire.
- 24 août 1999** : Le Sénat coutumier kanak comportant seize membres pour les huit aires coutumières est inauguré. Il remplace le Conseil consultatif territorial, mais ses compétences restent principalement consultatives. André Teain Hiouen, de l'aire Hoot ma Whaap, en est le premier président.
- 4 oct. 1999** : La Nouvelle-Calédonie est admise comme observateur auprès du Forum du Pacifique alors en réunion à Palau.
- 8 oct. 1999** : Rock Wamytan se rend à New York au comité de décolonisation de l'ONU (quatrième commission).
- 28 oct. 1999** : Ultimes rencontres FLNKS/RPCR/État à Paris pour la finalisation du projet de texte pour la révision constitutionnelle qui confirme la solution du corps électoral figé.
- 11 nov. 1999** : Rock Wamytan succède à Bernard Lepeu à la tête de l'UC, réunie en congrès à Saint-Louis.
- 1<sup>er</sup> jan. 2000** : Transfert de compétences de l'État vers la Nouvelle-Calédonie ou les provinces : l'inspection du travail, le commerce extérieur, l'enseignement primaire public, les mines de chrome, de cobalt, de nickel et les hydrocarbures sont désormais des compétences calédoniennes.
- 18 mars 2000** : XX<sup>e</sup> congrès du FLNKS à Maré, où le rôle majeur du Front dans la lutte de libération est confirmé.

- 2 mai 2000** : Jean-Jacques Queyranne, secrétaire d'État à l'Outre-mer, réunit à Nouméa le premier Comité des signataires de l'accord de Nouméa. La délégation FLNKS est conduite par Rock Wamytan et celle du RPCR par Jacques Lafleur. La question de la STCPI domine les débats. Le relevé des conclusions relève en effet que le FLNKS exprime ses préoccupations sur la nécessité de faire aboutir les discussions en cours sur la création de la STCPI et sur le calendrier de la révision électorale en cours. Quatre thèmes, préparés en commission, sont par ailleurs à l'ordre du jour : l'identité kanak et la culture ; les politiques de formation ; les relations extérieures de la Nouvelle-Calédonie ; la préparation de l'accord particulier entre Wallis-et-Futuna et la Nouvelle-Calédonie.
- 17 juil. 2000** : Accord pour l'entrée des trois provinces de Nouvelle-Calédonie dans le capital d'ERAMET/SLN.
- 15 août 2000** : À Nauru, la Nouvelle-Calédonie est admise pour la première fois à participer aux travaux post-forum du XXXI<sup>e</sup> Forum du Pacifique.
- 23 août 2000** : Jacques Lafleur démissionne de son mandat de député (pour lequel il a été élu sans discontinuer depuis 1978) pour protester contre ce qu'il appelle un grave dysfonctionnement de la justice en Nouvelle-Calédonie suite à sa condamnation dans une affaire pour injures publiques qui l'opposait à M. Bruno Van Peteghem, président d'une association de riverains.
- 29 août 2000->7 mai 2002** : Christian Paul est secrétaire d'État à l'Outremer auprès du ministre de l'Intérieur.
- 1<sup>er</sup> oct. 2000** : Réunion des dernières colonies et possessions françaises (DOM-TOM, Corse...) à Paris.
- 25 nov. 2000** : XXI<sup>e</sup> congrès du FLNKS à Nouméa, où la principale question tourne autour des remous provoqués au sein du FLNKS par la création du groupe UC au congrès de Nouvelle-Calédonie le 11 av. de la même année.
- 28 nov. 2000** : L'hélicoptère transportant Raphaël Pidjot, PDG de la SMSP, et son équipe, s'écrase.
- 11-18 mars 2001** : Aux élections municipales, l'UC recule au profit de l'UPM et du PALIKA.
- 19 mars 2001** : Jean Lèques démissionne de la présidence du gouvernement. Il sera remplacé par Pierre Frogier qui réunira son premier gouvernement en avril.
- 3 avr. 2001->13 nov. 2002** : Deuxième gouvernement avec Pierre Frogier (RPCR) président, Dewé Gorodé (FLNKS-UNIPALIKA) vice-présidente ; les onze membres se répartissent en 7 puis 8 RPCR-FCCI (1 PALIKA, 1 UC démissionnaire remplacé, 1 puis 2 FCCI dont 1 destitué et remplacé par 1 RPCR), 3 puis 3 FLNKS-UNI (1 PALIKA, 1 UC démissionnaire remplacé par 1 RDO, 1 RDO à l'élection annulée) et 1 UC.
- 23 mai 2001** : Le FLNKS (Jacques Lalié, Paul Néaoutyine, Rock Wamytan et Robert Xowie) participe au séminaire de décolonisation qui se tient à Cuba.
- 1<sup>er</sup> juin 2001** : L'accord particulier avec Wallis-et-Futuna est finalisé à Nouméa.
- 16-20 juil. 2001** : Réunion à Nouméa du XIV<sup>e</sup> sommet du groupe Fer de Lance mélanésien dont Rock Wamytan assure la présidence pour deux ans.
- 25 août 2001** : La convention FLNKS, réunie à Waho, décide de participer aux élections sénatoriales.
- 30 août 2001** : Pour le suivi du projet industriel de Goro Nickel est créé le comité Rhéébu Nùù (« œil du pays kanak ») avec pour président, André Vama de Goro, et comme secrétaire général, Raphaël Mapou de Unia, pour lutter contre les nuisances de l'usine du Sud implantée à Goro. Ses trois revendications principales sont : améliorer la participation des populations locales dans le projet, protéger l'environnement et ne pas affaiblir la position des Kanak dans leur propre pays.
- 7 sept. 2001** : Deuxième congrès du Pays kanak à Nouméa, où G. Mandoué succède à J. Wanabo à la présidence.
- 1<sup>er</sup> oct. 2001->25 sept. 2011** : Simon Loueckhote (Jean Lèques, suppléant) est sénateur (RPCR, puis RUMP, puis RPC, puis LMD, RPR, puis UMP). Marie-Claude Tjibaou était la candidate du FLNKS.
- 3 nov. 2001** : Au congrès UC d'Ouvéa, Pascal Naouna succède à Rock Wamytan à la présidence.
- 17 nov. 2001** : Au XXII<sup>e</sup> congrès FLNKS de Ponérihouen (L'Embouchure), Rock Wamytan est démis de ses fonctions de président exercées depuis déc. 1995. Personne ne lui succède.
- 7-8 déc. 2001** : À Saint-Louis, le conflit foncier entre Kanak et Wallisiens, latent depuis plusieurs années, dégénère : plusieurs maisons sont brûlées et l'on compte de nombreux blessés.
- 22 déc. 2001** : XXIII<sup>e</sup> congrès du FLNKS à Ouroué (Thio) pour désigner un nouveau président. Entre les deux candidats, Paul Néaoutyine et Rock Wamytan, aucun accord n'est trouvé. Le bureau politique du FLNKS est donc chargé de la gestion des affaires courantes.
- 2001->2011** : Le porte parole du FLNKS est Victor Tutugoro.
- 2002** : Installation en Nouvelle-Calédonie d'une multinationale brésilienne, spécialisée dans les activités minières, Vale INCO, sous le nom de Goro Nickel jusqu'en 2008, qui planifie l'installation d'une usine hydro-métallurgique pour traiter le nickel. Le mode de traitement du minerai, nouveau et considéré comme dangereux par de nombreux spécialistes de l'environnement, entraîne le rejet en mer par une longue canalisation de nombreux déchets liquides.
- 8 jan. 2002** : Jean-Marie Goyetta, jeune kanak originaire de Poindimié, est grièvement blessé à Saint-Louis au cours d'une fusillade. Il décède le 3 fév.
- 22 jan. 2002** : Réunion du II<sup>e</sup> Comité des signataires à Paris, avec Christian Paul, secrétaire d'État à l'Outremer, pour dresser le bilan de la mise en œuvre de l'accord de Nouméa. Les délégations sont conduites par Pascal Naouna (FLNKS) et par Pierre Frogier (RPCR). Le FLNKS insiste sur son souci de voir aboutir la révision constitutionnelle sur le contenu du corps électoral appelé à se prononcer pour le référendum de sortie du dispositif. Le rassemblement y est toujours opposé. Une mention est faite sur la protection de l'environnement en liaison avec les projets miniers de Falconbridge et d'INCO. De même, les signataires évoquent la demande d'inscription des récifs coralliens de la Nouvelle-Calédonie au patrimoine mondial de l'UNESCO.
- 3-9 avr. 2002** : Réunions des deux chefferies du Mont-Dore avec Thierry Lataste, délégué du gouvernement, ainsi que toutes les parties concernées par le conflit de Saint-Louis.
- 7 mai 2002->2 juin 2005** : Brigitte Girardin est ministre de l'Outremer.
- 2002->2007** : Aux élections législatives, les mêmes candidats RPCR sont réélus avec les mêmes suppléants : il s'agit de Jacques Lafleur et Pierre Frogier avec, respectivement, Gaël Yanno et Maurice Ponga.
- 5 juil. 2002** : La province Sud cède à Vale INCO le domaine de Prony. Une manifestation de protestation contre ce pillage des ressources minières du pays est organisée à Nouméa.
- 20 juil. 2002** : Visite ministérielle pour le suivi de l'application de l'accord de Nouméa.
- 29-31 juil. 2002** : Alain Triolle est haut-commissaire de la république, délégué du gouvernement par intérim.
- 31 juil. 2002->6 sept. 2005** : Daniel Constantin est haut-commissaire de la république.

- 9 août 2002** : Remaniement du deuxième gouvernement dont les onze membres se répartissent en 8 RPCR-FCCI dont 7 RPCR, 2 FLNKS-UNI (PALIKA et RDO) et 1 UC (démissionnaire).
- 15 août 2002** : Pour la première fois, le président du gouvernement de Nouvelle-Calédonie participe au Forum du Pacifique qui se tient à Suva.
- 28 nov. 2002** : Suite à la démission de la liste UC conduite par Gérard Cortot, élection du deuxième gouvernement Frogier.
- 28 nov. 2002->9 mai 2004** : Troisième gouvernement avec à nouveau Pierre Frogier (RPCR-UMP) comme président, Dewé Gorodé (FLNKS-UNI-PALIKA) vice-présidente. Les onze membres sont 5 Avenir ensemble, 3 Rassemblement-UMP (démissionnaires), 2 FLNKS-UNI-PALIKA et 1 UC.
- 1<sup>er</sup> déc. 2002** : Le projet Goro Nickel est gelé pour raisons budgétaires (coûts plus élevés que prévus).
- 1<sup>er</sup> jan. 2003** : Transfert fait ou en cours à la Nouvelle-Calédonie des deux établissements publics de l'État que sont l'Office des postes et télécommunications et l'Institut de formation à l'administration publique.
- 24 fév. 2003** : Le FLNKS participe au XIII<sup>e</sup> Sommet des non-alignés à Kuala Lumpur en Malaisie.
- 9 mars 2003** : Le comité Rhéébu Nùù se rend au Canada à propos du projet INCO.
- 3 mai 2003** : Le Sénat coutumier lance les travaux sur le cadastre coutumier à Karagreu-Houailou.
- 24 mai 2003** : Le FLNKS réunit son XXIV<sup>e</sup> congrès à Moindou pour préparer le Comité des signataires.
- 10-13 juin 2003** : Mission en Nouvelle-Calédonie sur la question minière de Mme Anne Duthilleul (rencontre de tous les acteurs locaux) pour remise d'un rapport, fin juin au gouvernement, sur la façon de rendre possible et de justifier l'engagement financier de l'État auprès des deux projets métallurgiques de Falconbridge-SMSP et d'INCO.
- 17 juin 2003** : Brigitte Girardin, ministre des Outremer, réunit le III<sup>e</sup> Comité des signataires à Koné. Les délégations sont conduites par Paul Néaoutyine (FLNKS) et Jacques Laffleur (RPCR). Les modalités juridiques et financières liées aux transferts des compétences du 1<sup>er</sup> jan. 2000 doivent être réglées dans les semaines qui suivent. À un an du renouvellement des provinces et du congrès, un premier bilan commun des principales réformes adoptées est dressé : régime unifié d'assurance maladie maternité ; plans de sauvetage de la caisse locale de retraite et d'intégration des agents contractuels des services publics dans les cadres de la fonction publique ; fiscalité métallurgique ; dispositif de défiscalisation locale ; programme de rénovation des hôpitaux ; plan d'épargne-logement ; règlement-cadre du sport ; etc. Le FLNKS rappelle l'importance qu'il attache à la question du corps électoral spécial pour l'élection des membres du congrès et des assemblées provinciales.
- 25 juin 2003** : Nouvelles tensions à Saint-Louis, suite à l'incendie d'une case kanak, qui feront six blessés.
- 23 juil. 2003** : Jacques Chirac se rend en visite en Nouvelle-Calédonie.
- 28 juil. 2003** : Jacques Chirac se rend à Papeete pour le sommet France/Océanie.
- 6 août 2003** : xv<sup>e</sup> Sommet du groupe Fer de Lance mélanésien aux Salomons. Oscar Temaru intervient comme invité spécial pour la réinscription de la Polynésie française sur la liste des pays à décoloniser.
- 16 août 2003** : xxxiv<sup>e</sup> Forum du Pacifique à Auckland avec une participation de la Nouvelle-Calédonie (FLNKS/RPCR).
- 25 août 2003** : À la suite d'une opération de gendarmerie à l'intérieur de la tribu, la tension remonte à Saint-Louis où la mission est occupée par un groupe de jeunes.
- 30 août 2003** : Le FLNKS réunit son xxv<sup>e</sup> congrès extraordinaire à Sarraméa pour s'expliquer sur les tensions internes autour de la visite de Jacques Chirac.
- 1<sup>er</sup> sept. 2003** : La Commission des lois de l'Assemblée nationale vient en mission d'information sur l'application de l'accord de Nouméa.
- 5 sept. 2003** : Nouveau drame à Saint-Louis avec la mort de deux jeunes gens, en conséquence du conflit non réglé depuis près de deux ans.
- 13-14 déc. 2003** : xxvi<sup>e</sup> congrès du FLNKS à Dumbéa.
- Fév.-mars 2004** : Blocage par Rhéébu Nùù, pendant plus de deux semaines, du chantier de Goro Nickel et dégradations.
- 9 mai 2004** : Élections provinciales : 119 541 inscrits, 89 562 suffrages exprimés (74,92 %) avec une participation de 76,44 %, 51 863 voix (57,91 % et 36 sièges, soit plus 5) pour les anti-indépendantistes et 35 791 voix (39,96 % et 18 sièges, soit moins 5) au congrès. Ce scrutin se déroule sur fond de divisions de part et d'autres, avec en plus l'apparition de listes défendant les accords en mettant de côté la position sur l'indépendance. Le camp loyaliste est donc composé du Rassemblement-UMP et d'Avenir ensemble qui font chacun leur propre liste ; le camp indépendantiste est aussi divisé en deux, avec l'UC seule et l'UNI (qui rassemble le PALIKA, l'UPM et le RDO). Une troisième liste baptisée « Le FLNKS pour l'indépendance » est conduite par Rock Wamytan en province Sud.
- 14 mai 2004->10 mai 2009** : Les présidents des provinces sont : le sortant Paul Néaoutyine (PALIKA FLNKS) pour le Nord, Hneko Hnepeune (UC-FLNKS) pour les Îles et Philippe Gomès (Avenir ensemble puis Calédonie ensemble) pour le Sud.
- 10 juin 2004** : Quatrième gouvernement avec Marie-Noëlle Thémereau (Avenir ensemble) présidente, Dewé Gorodé (FLNKS-UNI-PALIKA) vice-présidente. Les onze membres sont 5 Avenir ensemble, 3 Rassemblement-UMP (démissionnaires), 2 FLNKS-UNI-PALIKA et 1 UC.
- 24 juin 2004->23 juil. 2007** : Cinquième gouvernement avec Marie-Noëlle Thémereau (Avenir ensemble) présidente, Dewé Gorodé (FLNKS-UNI-PALIKA) vice-présidente. Les onze membres sont 4 Avenir ensemble, 4 Rassemblement-UMP (démissionnaires), 2 FLNKS-UNI-PALIKA et 1 UC. La présidente démissionne le 23 juil. 2007.
- 20 jan. 2005** : Sous la présidence de Brigitte Girardin s'est tenu, à Paris, le IV<sup>e</sup> Comité des signataires. En tant que signataires étaient présents Pierre Frogier avec Simon Loueckhote, Bernard Deladrière (accompagnés de Pierre Brétégnier et Pierre Maresca), Harold Martin (accompagné de Marie-Noëlle Thémereau, Philippe Gomes, Éric Babin, Hélène Iékaewé et Peleto Tipotio), Paul Néaoutyine avec Victor Tutugoro (accompagné de Aloïsio Sako, André Némia et Charles Washetine), Charles Pidjot (accompagné de Pascal Naouna, Neko Hnépeune, Gérard Cortot, Bernard Lepeu, Gilbert Tuyénon et Daniel Huombouy) et Rock Wamytan (accompagné de Jacques Lalié et Julien Boanemoi). C'est la première fois que les signataires présents sont à la tête de cinq délégations au lieu de deux. Parmi les questions débattues, celle du corps électoral spécial pour les élections provinciales et territoriales au sujet de laquelle FLNKS et RPCR s'opposent.
- 4 fév. 2005** : Blocage de l'usine du Sud par Rhéébu Nùù. Mise en garde à vue de son président, André Vama.

- 2 juin 2005->27 mars 2007** : François Baroin est ministre de l'Outremer.
- 6-9 sept. 2005** : Louis Le Franc est haut-commissaire de la république par intérim.
- 2005** : L'échange des massifs miniers prévu dans le protocole de Bercy était subordonné à une condition suspensive : engager de façon ferme la réalisation de l'usine du Nord avant le 1<sup>er</sup> jan. 2006. Aussi, dans le but d'assurer la construction de l'usine du Nord, la SMSP passe un contrat de partenariat avec le numéro trois mondial de la métallurgie, le groupe canadien Falconbridge (qui sera racheté en 2006 par le suisse Xstrata). Résultat, création d'une coentreprise une fois l'échange des massifs opéré en 2005 afin de gérer le chantier et la future exploitation de l'usine de Koniambo Nickel, détenue à 51 % par la SMSP et à 49 % par son partenaire.
- 9 sept. 2005->15 oct. 2007** : Michel Mathieu est haut-commissaire de la république, délégué du gouvernement et démissionne.
- 2006** : Le conseil des droits de l'homme adopte la déclaration des Nations unies sur les droits des peuples autochtones à Genève. La France, membre du conseil, vote pour. Le groupe suisse Xstrata remplace le groupe canadien Falconbridge pour la construction et l'exploitation de l'usine du Nord de Koniambo, et pour démarrer ses activités de fondeur, s'est allié avec l'aciériste sud-coréen POSCO pour la gestion de l'usine de Gwangyang. Création de deux nouvelles entités, détenues à 51 % par la SMSP et à 49 % par POSCO : la Nickel mining company (NMC), la nouvelle branche minière du groupe, qui gère quatre des cinq centres miniers (soit, par ordre d'ancienneté, Ouaco, Kouaoua, Nakéty et Poya ; Koniambo n'est donc pas concerné) ; et la Société de nickel de Nouvelle-Calédonie et de Corée (SNNCC) qui gère la construction puis l'exploitation de l'usine pyrométallurgique de Gwangyang.
- 2 fév. 2006** : Tenue à Paris du 5<sup>e</sup> Comité des signataires de l'accord de Nouméa, sous la présidence de François Baroin, ministre de l'Outremer. Les signataires présents sont : Pierre Frogier, Bernard Deladrière, Harold Martin, Paul Néaoutyine, Victor Tutugoro, Charles Pidjot et Rock Wamytan. Les présidents de province (Philippe Gomès pour le Sud et Hneko Hnepeune pour les Îles), du congrès et du gouvernement (Déwé Gorodé, vice-présidente) avaient été invités. Cette fois-ci encore, quatre délégations sont présentes : deux côté indépendantiste, conduites respectivement par Paul Néaoutyine et Charles Pidjot et, deux côté non-indépendantiste, menées par Pierre Frogier et Harold Martin. Parmi les questions traitées, il est celle du corps électoral spécial pour l'élection du congrès et des trois assemblées provinciales qui dure depuis 1999. À l'ordre du jour également, les transferts de compétences, la modification de la loi organique du 19 mars 1999, l'emploi local et l'immigration, les contrats de développement 2006-2010 et les projets miniers industriels. Sur cette dernière question, tous ont noté l'aboutissement du préalable minier qui constituait un enjeu politique majeur.
- Avr. 2006** : Manifestations violentes de Rhéébu Nùu contre l'usine de Goro avec de nombreux dégâts matériels conduisant à la mise en examen de Raphaël Mapou pour complicité de participation à un attroupement armé.
- Mai 2006** : Rhéébu Nùu est condamné à payer plus de 6 000 € à Goro Nickel au titre des dommages et intérêts pour les blocages de 2004. Rhéébu contre-attaque et porte plainte contre le président de la province Sud, Philippe Gomès, pour prise illégale d'intérêt, et pour corruption active contre le directeur général de Goro Nickel, Ron Renton. Ces derniers répondent en portant plainte pour diffamation et dénonciation calomnieuse. Résultat : un non-lieu et un rejet.
- 8 sept. 2006** : Décès à Sydney du « député des Kanak » Maurice Lenormand (né le 15 jan. 1913 à Mâcon).
- Déc. 2006** : Gel du corps électoral calédonien pour les élections provinciales servant de base à la liste spéciale pour le référendum acté dans la réforme de la Constitution française adoptée par le Congrès réuni à Versailles.
- Fin 2006** : En raison des importants risques de pollution, le tribunal administratif annule l'autorisation d'exploitation de Goro Nickel, ce qui force Goro Nickel – Vale Inco à entamer des négociations avec Rhéébu Nùu et les Kanak.
- 2007** : Début de la construction de l'usine du Nord.
- Jan. 2007** : Présentation du dossier pour le classement des lagons de Nouvelle-Calédonie au patrimoine mondial de l'UNESCO.
- 27 mars-19 juin 2007** : Hervé Mariton est ministre de l'Outremer.
- 2007->2012** : Aux élections législatives, Gaël Yanno et Pierre Frogier sont élus avec Bernard Ukeiwé (qui décède le 23 juil. 2008) et Léontine Ponga comme suppléants. Frogier devient sénateur le 1<sup>er</sup> oct. 2011 et n'est pas remplacé en tant que député par sa suppléante.
- 19 juin 2007->18 mars 2008** : Christian Estrosi est secrétaire d'État chargé de l'Outremer auprès de Michèle Alliot-Marie, ministre de l'Intérieur, de l'Outremer et des collectivités territoriales.
- 6 août 2007** : Sixième gouvernement, Harold Martin (Avenir ensemble) président et Annie Beustes (Rassemblement-UMP) vice-présidente ; il y a onze membres répartis en 8 Avenir ensemble-Rassemblement-UMP (dont 4 Rassemblement-UMP) et 3 FLNKS (2 UNI-PALIKA, 1 UC) démissionnaires.
- 21 août 2007->10 mai 2009** : Septième gouvernement avec Harold Martin (Avenir ensemble) président et Déwé Gorodé (FLNKS-UNI-PALIKA) vice-présidente ; il y onze membres répartis en 7 Avenir ensemble-Rassemblement-UMP (dont 3 Rassemblement-UMP) et 4 FLNKS (2 UNI-PALIKA, 2 UC).
- 13 sept. 2007** : L'Assemblée générale de l'ONU adopte la déclaration sur les droits des peuples autochtones qui est signée par la France.
- 15 oct.-9 nov. 2007** : Jean-Bernard Bobin est haut-commissaire de la république, délégué du gouvernement par intérim.
- 9 nov. 2007->6 oct. 2010** : Yves Dassonville est nommé, par décret du 29 oct., haut-commissaire de la république, délégué du gouvernement.
- 17-18 nov. 2007** : Congrès constitutif du Parti travailliste (PT) à la salle polyvalente de Rivière-Salée à Nouméa.
- 8-9 déc. 2007** : XXVII<sup>e</sup> congrès du FLNKS à Nakéty (Canala).
- 20 déc. 2007** : Sous la présidence de François Fillon, Premier ministre, s'est tenu à Paris le 5<sup>e</sup> Comité des signataires avec Pierre Frogier, Bernard Deladrière, Simon Loueckhote, Harold Martin, Paul Néaoutyine, Victor Tutugoro, Charles Pidjot et Rock Wamytan en qualité de signataires qui conduisent quatre délégations auxquelles s'ajoutent les présidents de province et du gouvernement et le député Gaël Yanno.
- 2008** : Mise en service de l'usine de Gwangyang en Corée.
- 18 mars 2008->juin 2009** : Yves Jégo est secrétaire d'État chargé de l'Outremer.

- Mars 2008** : La liste Rhéébu Nùù remporte les élections municipales à Yaté. Étienne Ouetcho en est le nouveau maire.
- 8 juil. 2008** : Inscription des lagons calédoniens au patrimoine mondial de l'UNESCO. Cela ne concerne malheureusement pas les lagons proches des concessions minières.
- 25 août 2008** : Allumage du plus grand four de l'usine de Gwangyang en Corée.
- 27 sept. 2008** : Signature d'un pacte de développement durable du Grand Sud entre l'industriel en charge de Goro Nickel, Vale Inco, le conseil coutumier et les sénateurs coutumiers de l'aire djubéa-kaponé. Parmi les mesures prises dans ce pacte, la création d'un Comité consultatif coutumier environnemental (CCCE) et l'embauche de huit techniciens environnementaux originaires des tribus. Vale Inco s'engage aussi au reboisement des zones proches du site de l'usine pour compenser la déforestation réalisée. Ce pacte a accéléré la création d'un observatoire de l'environnement, l'Œil.
- Oct. 2008** : Mise en production du plus grand four de l'usine de Gwangyang en Corée.
- 9 oct. 2008** : Arrêtés d'exploitation du site de Goro Nickel permettant le début de la production en 2009.
- 11 oct. 2008** : Création de Calédonie ensemble (CE) par Philippe Gomès qui quitte Avenir ensemble et entraîne avec lui 16 sur 20 des élus de la province Sud et 12 des 16 membres du congrès.
- 29-30 nov. 2008** : XXVIII<sup>e</sup> congrès du FLNKS à Koné.
- 8 déc. 2008** : VII<sup>e</sup> Comité des signataires.
- 2009** : L'usine de Gwangyang en Corée devrait atteindre sa pleine capacité de production estimée à 30 000 tonnes (mais, en 2010, elle n'est que de 20 512 tonnes).
- Avr. 2009** : Première fuite d'acide de l'usine de Goro Nickel qui sera suivie par deux autres fuites, en 2010 et en 2011.
- 10 mai 2009** : Élections provinciales : 135 932 inscrits, 98 515 votants (72,47 % de participation), 55 469 voix (57,46 % et 31 sièges, 5 de moins) pour les anti-indépendantistes et 36 900 voix (38,22 % et 23 sièges, soit 5 de plus) au congrès. Les divisions se confirment des deux côtés : elles s'accroissent côté anti-indépendantiste, avec le Rassemblement-UMP – qui voit le sénateur Simon Loueckhote le quitter pour fonder le Rassemblement pour la Calédonie (RPC), puis le Mouvement de la diversité (LMD) –, l'Avenir ensemble et Calédonie ensemble ; face à cela, une tentative d'union incomplète des indépendantistes qui voit les listes UC-FLNKS, UNI (PALIKA-UPM-RDO), avec toujours le LKS et la FCCI, mais aussi avec l'apparition du Parti travailliste (PT) créé en 2007 ; et toujours les listes « accordistes » en province Sud autour de Jean-Raymond Postic qui s'appelait « Génération calédonienne » en 1994, « Calédonie mon pays » en 2004 et « Génération destin commun » pour ce scrutin. Malgré tout, le rapport de force entre pro et anti-indépendance n'évolue guère ; seule avancée, le retour des indépendantistes en province Sud face à la baisse des anti-indépendantistes dans le Nord (moins 2) et les îles (moins 2 pour arriver à 0 après l'annulation et le scrutin partiel).
- 15 mai 2009->11 mai 2014** : Les présidents des provinces sont : le sortant Paul Néaoutyine (PALIKA FLNKS) pour le Nord, le sortant Hneko Hnepeune (UC-FLNKS) pour les Îles et Pierre Frogier jusqu'au 20 sept. 2012 puis Cynthia Ligeard (Rassemblement-UMP) pour le Sud.
- 5 juin 2009->17 fév. 2011** : Huitième gouvernement avec Philippe Gomès (CE) président, Pierre Ngaiohni (FLNKS-UC) vice-président ; sur les onze membres, on compte
- 7 Rassemblement républicain (3 CE, 3 Rassemblement-UMP, 1 Le mouvement de la diversité [LMD]), 3 FLNKS-UC (démissionnaires) et 1 UNI-PALIKA.
- Juin-nov. 2009** : Marie-Luce Penchard est secrétaire d'État chargée de l'Outremer.
- Juin 2009->fév. 2011** : Brice Hortefeux est ministre de l'Intérieur, de l'Outremer et des collectivités territoriales.
- 29 oct. 2009** : Réunion du Comité consultatif coutumier environnemental (CCCE).
- Nov. 2009->mai 2012** : Marie-Luce Penchard est ministre de l'Outremer.
- 12-13 déc. 2009** : XXIX<sup>e</sup> congrès du FLNKS à Rivière-Salée à Nouméa.
- Fév. 2010** : Le président de la province Sud, Pierre Frogier, suggère l'association du drapeau français avec celui du FLNKS.
- 8 avr. 2010** : À l'âge de 77 ans, Jacques Lafleur démissionne de son dernier mandat d'élu, celui qu'il avait au congrès du territoire.
- 24 juin 2010** : Le XIII<sup>e</sup> Comité des signataires reprend la proposition de Frogier sur la levée conjointe des deux drapeaux pour les prochains jeux du Pacifique « dans l'esprit de la poignée de main entre Jacques Lafleur et Jean-Marie Tjibaou ».
- 13 juil. 2010** : Harold Martin, président du Congrès de Nouvelle-Calédonie, émet le vœu que les drapeaux français et Kanaky soient levés ensemble sur les bâtiments officiels. Le drapeau Kanaky est donc mis sur un plan d'égalité avec le drapeau français dans les lieux publics.
- 17 juil. 2010** : Cérémonie officielle de levée des deux drapeaux devant le Premier ministre François Fillon en visite sur le territoire.
- 6 oct.-2 nov. 2010** : Thierry Suquet est nommé haut-commissaire de la république, délégué du gouvernement par intérim.
- 2 nov. 2010-2 fév. 2013** : Albert Dupuy est nommé, par décret du 6 oct., haut-commissaire de la république, délégué du gouvernement.
- 4-5 déc. 2010** : 30<sup>e</sup> congrès du FLNKS à Dumbéa.
- Fév. 2011->mai 2012** : Claude Guéant est ministre de l'Intérieur, de l'Outremer et des collectivités territoriales.
- 17 fév. 2011** : Affaire du drapeau. Suite au refus de certaines mairies de hisser le drapeau FLNKS avec le drapeau français sur leur fronton, les élus UC démissionnent, provoquant la chute de l'exécutif local présidé par Gomès. Le PALIKA dénonce cette démission. Quatre gouvernements se succèdent durant l'année 2011 avec une scission dans le groupe indépendantiste : l'UC et le PT d'un côté, dans Entente du groupe FLNKS, et l'UNI de l'autre.
- 3 mars 2011** : Neuvième gouvernement, avec Harold Martin (Avenir ensemble) président et Gilbert Tyuienon (FLNKS-UC) vice-président ; sur les onze membres, il y a 4 Rassemblement-UMP-Avenir ensemble-LMD, 4 FLNKS tendance UC (2 UC, 1 Parti travailliste [PT], 1 RDO), 2 CE (1 démissionnaire) et 1 UNI-PALIKA.
- 17 mars 2011** : Dixième gouvernement avec Harold Martin (Avenir ensemble) président et Gilbert Tyuienon (FLNKS-UC) vice-président ; sur les onze membres, on compte 4 FLNKS tendance UC (2 UC, 1 PT, 1 RDO), 3 Rassemblement-UMP-Avenir ensemble-LMD, 3 CE (1 démissionnaire) et 1 UNI-PALIKA.
- 1<sup>er</sup> avr. 2011** : Onzième gouvernement avec Harold Martin (Avenir ensemble) président et Gilbert Tyuienon (FLNKS-UC) vice-président ; sur les onze membres, il y a 4 Rassemblement-UMP-Avenir ensemble-LMD, 3 FLNKS

- tendance UC (2 UC, 1 PT), 3 CE (1 démissionnaire) et 1 UNI-PALIKA.  
 Rock Wamytan est élu à la présidence du Congrès avec les voix des anti-indépendantistes (Rassemblement-UMP et L'Avenir ensemble). L'UNI désapprouve et boycotte la séance. Élection annulée par le conseil d'État le 1<sup>er</sup> août 2011.
- 10 juin 2011->11 mai 2014** : Douzième gouvernement avec Harold Martin (AE) président et Gilbert Tyuionon (FLNKS-UC) vice-président ; sur les onze membres, il y a 4 Rassemblement-UMP-Avenir ensemble-LMD), 3 FLNKS tendance UC (2 UC, 1 PT), 3 CE (1 démissionnaire remplacé) et 1 UNI-PALIKA.
- 10 juin 2011** : Nouvelle réélection de Harold Martin comme président du gouvernement.
- 8 juil. 2011** : IX<sup>e</sup> Comité des signataires.
- 19 août 2011** : Rock Wamytan est réélu à la présidence du congrès dans les mêmes conditions que cinq mois auparavant. Les six élus UNI s'abstiennent.
- 3 sept. 2011** : Choix, par le bureau politique du FLNKS (boycotté par le PALIKA), des candidats pour les sénatoriales du 25 sept. : Charles Pidjot (président de l'UC) avec pour suppléante Yvonne Hnada (ex-PSC devenue UC) et Victor Tutugoro (UPM) avec pour suppléant Aloisio Sako (RDO). Le PALIKA ne présente qu'un seul candidat, Adolphe Digoué, avec pour suppléant Joseph Goromido. Sont élus Pierre Frogier et Hilarion Vendégou du Rassemblement-UMP.
- 20 sept. 2011** : À la demande du Comité des signataires de l'ADN, le Premier ministre François Fillon constitue une Mission de réflexion sur l'avenir institutionnel de la Nouvelle-Calédonie composée de Jean Courtial, conseiller d'État, et Ferdinand Mélin-Soucramanien, professeur des Universités.
- 1<sup>er</sup> oct. 2011->24 sept. 2017** : Pierre Frogier et Hilarion Vendégou sont élus sénateur (UMP puis LR) ; leurs suppléantes sont Isabelle Champmoreau et Ghislaine Arlie.
- 24 mars 2012** : XXXI<sup>e</sup> congrès du FLNKS à Houailou.
- Mai 2012->2 avr. 2014** : Victorin Lurel est ministre des Outremer.
- 2012->2017** : Aux élections législatives, c'est Calédonie ensemble qui remporte les deux sièges au détriment des précédents élus UMP. Ce sont donc Sonia Lagarde (suppléante : Hélène Iékawé) et Philippe Gomès (suppléant : Gérard Poadja) qui entrent à l'Assemblée nationale.
- 24 sept. 2012** : Occupation de la place du Mwa Ka à Nouméa par l'association *La tribu dans la ville*.
- 17 oct. 2012** : Par décision du Premier ministre Jean-Marc Ayrault, la Mission de réflexion sur l'avenir institutionnel de la Nouvelle-Calédonie Courtial-Soucramanien est confirmée et reconduite.
- 6 déc. 2012** : X<sup>e</sup> Comité des signataires de l'accord de Nouméa.
- 2013** : Mise en service et en production de l'usine du Nord Goro Nickel.
- 2-27 fév. 2013** : Thierry Suquet, haut-commissaire de la république, délégué du gouvernement par intérim.
- 22 fév. 2013** : Première restitution foncière à des tribus (et non à des groupements de droit particulier local-GDPL) par la signature du protocole entre l'ADRAF et les coutumiers des tribus de N'Dé et Naniouni qui met fin au conflit foncier datant de du début des années 2000 avec la restitution de 1 000 ha.
- 27 fév. 2013** : Jean-Jacques Brot est nommé, par décret du 23 jan., haut-commissaire de la république, délégué du gouvernement.
- 4 mars 2013** : La commission de contrôle FLNKS de la liste spéciale déclare qu'environ 1 870 Kanak ne pourraient pas voter aux prochaines élections provinciales. La Cour européenne est saisie de ce sujet depuis 2012. Quelques jours après, Calédonie ensemble réagit en déclarant qu'il n'y a pas que des Kanak exclus des listes électorales.
- 14 mars 2013** : À la suite du référé d'expulsion de l'occupation de la place du Mwa Ka par l'association *La tribu dans la ville*, il est demandé qu'une délégation du FLNKS majoritaire UC vienne discuter dans la case installée Baie de la Moselle.
- 15 mars 2013** : Dynamik unitaire Sud fait un communiqué sur le corps électoral « gelé ».
- 22 mars 2013** : Commission spéciale mise en place pour faire des propositions sur un drapeau commun pour le pays.
- 23-24 mars 2013** : XXXII<sup>e</sup> congrès du FLNKS à Païta pour préparer une stratégie unitaire pour les élections de 2014. Divergences de vues entre l'UC et le PALIKA. Victor Tutugoro (UPM), seul candidat à la direction du groupe du Fer de lance mélanésien.
- 28 mars 2013** : Gaël Yanno annonce la création de son parti politique, le Mouvement populaire calédonien (MPC) et lance un appel de rapprochement de la famille loyaliste pour une « union pour la France ».
- 30 mars 2013** : Assemblée générale du LKS qui dénonce l'insuffisante prise en compte de l'identité kanak dans l'accord de Nouméa.
- 6 avr. 2013** : Manifestation de 600 personnes à Nouméa pour la citoyenneté au nom du collectif Kanaky-2014.
- 15 mai 2013** : Grève générale à l'appel du collectif intersyndical « Vie chère » : rassemblement de 7 500 personnes à Nouméa et 400 à Lifou.
- 21 mai 2013** : 2 500 personnes défilent à Koné pour le cinquième jour de grève générale.
- 25 mai 2013** : Discussion au haut-commissariat sur la vie chère entre les acteurs du monde politique, économique et syndical.
- 27 mai 2013** : Signature d'un protocole de fin de conflit sur la vie chère après douze jours de conflit.
- 13 juin 2013** : Le FLNKS désigne Victor Tutugoro pour prendre la présidence du XIX<sup>e</sup> sommet du Fer de Lance qui se réunit à Nouméa.
- 19 juin 2013** : Ouverture du XIX<sup>e</sup> sommet du Fer de Lance (GFLM).
- 20 juin 2013** : Le congrès et le Fer de Lance signent une convention de partenariat pour un soutien financier au GFLM.
- 1<sup>er</sup> juil. 2013** : Le cinquième colloque international du nickel ouvre à Nouméa.
- 5 juil. 2013** : Philippe Gomès déclare vouloir remplacer les trois référendums couperet de sortie de l'accord de Nouméa par un seul.
- 16 juil. 2013** : L'État efface la dette nickel de la Nouvelle-Calédonie qui s'élève à 34,537 milliards de francs par addition des dettes des deux protocoles de 1975 et de 1984.
- 25 juil. 2013** : Manifestation à Nouméa de Dynamik unitaire Sud, du FLNKS et du Parti travailliste à propos de l'inscription sur les listes électorales.
- 26 juil. 2013** : Le Premier ministre, Jean-Marc Ayrault, arrive pour une visite de trois jours sur le territoire. Il prononce un discours au congrès et évoque une éventuelle solution consensuelle à la place du référendum.
- 27 juil. 2013** : Gaël Yanno est élu président du MPC à l'unanimité des 900 présents ; son programme est de faire de la Nouvelle-Calédonie une collectivité fédérée dans la République française.
- 29 juil. 2013** : Perte de 32 millions d'euros par ERAMET – maison-mère de la SLN – pour le premier semestre.

- La branche nickel enregistre une baisse de 20 % de son chiffre d'affaire.
- 8 août 2013** : Élection de Rock Wamytan comme président du congrès grâce à la division des anti-indépendantistes qui ont maintenu deux candidats face à lui au troisième tour de scrutin.
- 29-31 août 2013** : Le sénat coutumier se réunit en congrès (le XIV<sup>e</sup>) à Houaïlou pour élire son nouveau président, Paul Vakié de l'aire djubea-kaponé.
- 2-8 sept. 2013** : Mission en Nouvelle-Calédonie de la commission des lois de l'Assemblée nationale représentée par Jean-Jacques Urvoas, René Dosière et Dominique Bussereau, qui produit le rapport d'information 1411.
- 4 sept. 2013** : Décès de Dick Ukeiwé (RPCR).
- 8 sept. 2013** : Décès de Léopold Jorédié (UC puis FCCI).
- 13 sept. 2013** : Décès de Gérard Jodard (CNTP et USTKE).
- 20 sept. 2013** : Première exportation au profit de Glencore de 322 tonnes de grenaille de nickel par l'usine du Nord ; il s'agit de son premier flux financier positif.
- 21-22 sept. 2013** : Congrès du LKS.
- 25 sept. 2013** : Décès de Roland Braweao.
- 27 sept. 2013** : Le ministre Victorin Lurel arrive pour une visite de trois jours pour préparer le comité des signataires du 11 oct.
- Oct. 2013** : Rapport de la Mission de réflexion sur l'avenir institutionnel de la Nouvelle-Calédonie Courtial-Soucramanien (voir *Rapport au Premier ministre*, La Documentation française, 2014).
- 3 oct. 2013** : Maignon modifie la formule d'invitation au comité des signataires, ce qui écarte Louis-Kotra Uregei du PT car il n'a pas de groupe au congrès.
- 9 oct. 2013** : Rapport d'information 1411 de l'Assemblée nationale présenté par Jean-Jacques Urvoas, Dominique Bussereau et René Dosière.
- 11 oct. 2013** : XI<sup>e</sup> Comité des signataires de l'accord de Nouméa à propos du transfert des compétences et des modifications de la loi organique.
- 17 oct. 2013** : Création de l'entente Union pour la Nouvelle-Calédonie dans la France (UCF) par le MPC de Gaël Yanno, le RC d'Isabelle Lafleur et MRC de Philippe Blaise pour les élections de 2014.
- 1<sup>er</sup>-3 nov. 2013** : XLIV<sup>e</sup> congrès de l'UC à Lifou. Daniel Goa est réélu président par 66 % des votants.
- 9-11 nov. 2013** : XXXVIII<sup>e</sup> congrès du PALIKA à Hienghène.
- 12-15 nov. 2013** : Visite du président du Sénat, Jean-Pierre Bel, en Nouvelle-Calédonie.
- 22 nov. 2013** : Jean Lèques déclare qu'il ne se représentera pas à la mairie de Nouméa.
- 28 nov. 2013** : Décès de la journaliste et ancienne directrice de radio Djido, Nicole Waïa.
- 3 déc. 2013** : V<sup>e</sup> congrès du PT à Nouméa.
- 7 déc. 2013** : XXXIII<sup>e</sup> congrès du FLNKS à Poya consacré aux échéances électorales à venir.
- 8 déc. 2013** : Premières émissions de NCTV, télévision de la province Nord.
- 12 déc. 2013** : Démission après 32 ans de militantisme de Hnalaine Uregei de l'USTKE car il ne se reconnaît plus dans les orientations du syndicat.
- 27 déc. 2013** : Signature d'un acte coutumier entre le gouvernement et les responsables coutumiers de St-Louis pour classer les terres de la tribu en zone de développement prioritaire.
- 2014** : Pleine capacité de production de l'usine du Nord. Création du parc naturel de la mer de Corail, l'une des plus vastes réserves marines du monde avec ses 1,3 millions de km<sup>2</sup>.
- 7 mars 2014** : Le sénat coutumier publie son « Socle commun des valeurs kanak » pour interpellier les candidats aux élections municipales sur le partage des valeurs kanak et la place des coutumiers dans le fonctionnement des mairies.
- 10-14 mars 2014** : Délégation du comité de décolonisation de l'ONU sur le territoire.
- 23-30 mars 2014** : Premier et deuxième tours des élections municipales.
- 2 avr. 2014->30 août 2016** : George Pau-Langevin est ministre des Outremer.
- 5 avr. 2014** : Sonia Lagarde (CE) devient maire de Nouméa.
- 16 avr. 2014** : Selon *Les Nouvelles calédoniennes*, 89 % des demandes de radiation du FLNKS sont acceptées par le tribunal de Koné face à 0,5 au tribunal de Nouméa. Dossiers envoyés devant la cour de cassation.
- 4 mai 2014** : Quatre cérémonies de deuil (à Tiendanite, Gossanah, Nidenod et au CCT à Nouméa) pour le vingt-cinquième anniversaire de l'assassinat de Jean-Marie Tjibaou et Yeiwéné Yeiwéné.
- 7 mai 2014** : Les listes électorales spéciales pour les provinciales sont arrêtées : 152 457 inscrits, soit 16 554 électeurs en plus par rapport à 2009 ; 23 152 par contre en sont exclus, soit 4 822 de plus qu'en 2009. Fuite d'acide à l'usine du Sud qui pollue le creek de la baie Nord.
- 11 mai 2014** : Élections provinciales : 152 457 inscrits, 106 650 votants (69,95 %), avec 61 638 voix (58,55 % et 29 sièges, soit 2 de moins) pour les anti-indépendantistes et 43 628 voix (41,45 % et 25 sièges, soit 2 de plus) pour les indépendantistes au congrès. Calédonie ensemble remporte la province Sud, le PALIKA la province Nord et l'UC les Îles.
- 16 mai 2014** : Élection des présidents de province : le sortant Paul Néaoutyine (PALIKA) au Nord, Hneko Hnepeune (UC) aux îles et Philippe Michel (CE) au Sud.
- 23 mai 2014** : Gaël Yanno est élu président du congrès au premier tour à la majorité absolue.
- 5 juin-16 déc. 2014** : Treizième gouvernement avec Cynthia Ligeard (Front pour l'unité [FPU]-Rassemblement) présidente ; le poste de vice-président reste vacant ; sur les onze membres, il y a 3 FLNKS-UC, 3 CE (démisionnaires), 2 UNI-PALIKA, 2 FPU-Rassemblement et 1 Union pour la Calédonie dans la France (UCF)-Mouvement populaire calédonien (MPC).
- 27 juin 2014** : Le FLNKS (Michaël Forrest et Rock Wamytan) va à l'ONU, auprès du Comité des 24, plaider sa cause pour la décolonisation du pays : il demande que le comité reste vigilant et fasse bien la différence entre « décolonisation » et « réforme coloniale ». Pour la première fois, un représentant des non-indépendantistes, Gaël Yanno, va, lui, pour plaider pour une Nouvelle-Calédonie largement autonome mais pas indépendante.
- 30 juin 2014** : Oceania 21 se tient à Nouméa et rassemble seize nations-territoires insulaires du Pacifique.
- 16 juil. 2014** : Alain Christnacht et Jean-François Merle sont nommés par le conseil des ministres pour une mission d'écoute et d'analyse.
- 17-20 juil. 2014** : Visite de la ministre des Outremer, George Pau-Langevin, pour préparer le prochain comité des signataires et la visite du président de la République.
- 23 juil. 2014** : Suite à la démission de Jean-Jacques Brot, Pascal Gauci le remplace comme haut-commissaire par intérim.
- 18 août 2014** : Vincent Bouvier est nommé, par décret du 23 juil., haut-commissaire de la république, délégué du gouvernement. Il le sera jusqu'au 20 juin 2016.

- 28 août 2014** : À Paris, dans les jardins du Muséum national d'histoire naturelle, le crâne d'Ataï est remis officiellement à ses descendants.
- 29 août 2014** : Jean Kays est le nouveau président du Sénat coutumier et succède ainsi à Paul Vakié.
- 2 sept. 2014** : Le crâne d'Ataï est de retour au pays après 136 ans d'exil forcé.
- 15-20 sept. 2014** : La mission d'écoute et de conseil Christnacht-Merle est sur le territoire.
- 3-4 oct. 2014** : Le XII<sup>e</sup> Comité des signataires se réunit sans l'Union calédonienne. Il approuve la nomination, par le Premier ministre Jean-Marc Ayrault, de la Mission d'écoute, d'analyse et de conseil sur l'avenir de la Nouvelle-Calédonie avec Alain Christnacht et Jean-François Merle (mission qui sera élargie par la suite).
- 8 oct. 2014** : La quatrième commission en charge de la décolonisation reçoit les Calédoniens Ligeard et Dunoyer pour le contrat de gouvernance solidaire anti-indépendantiste et Wamytan, Goa et Forrest pour les indépendantistes.
- 9 oct. 2014** : Décès de François Burck.
- 29 oct. 2014** : À Ouvéa, cérémonie de pardon pour les événements de 1984-1989 entre coutumiers, politiques et religieux.
- 8-9 nov. 2014** : XLV<sup>e</sup> congrès de l'UC à Koné qui demande la réactualisation du FLNKS pour tenir compte de tous les mouvements nationalistes et indépendantistes. XXXIX<sup>e</sup> congrès du PALIKA à Touho.
- 11 nov. 2014** : Coutume pour remercier, 16 ans après, de la cession du foncier pour réaliser l'usine du Nord.
- 15-16 nov. 2014** : XXXI<sup>e</sup> congrès de l'UPM à Ponérihouen.
- 16-18 nov. 2014** : Visite du président François Hollande en Nouvelle-Calédonie qui arrive d'Australie où se tenait le G20.
- 17 nov. 2014** : La marche anti-indépendantiste « Restons Français » rassemble de 5 000 à 10 000 participants.
- 1<sup>er</sup> déc. 2014** : Le comité indépendantiste 30 ans propose que la date anniversaire de la première levée du drapeau kanaky devienne fête nationale.
- 13 déc. 2014** : Réunion du bureau politique du FLNKS à Ponérihouen pour faire le point sur les divergences et convergences entre les quatre formations du front (UC, PALIKA, UPM, RDO).
- 16 déc. 2014** : Chute du gouvernement Ligeard suite à la démission de tous les membres de CE.
- 31 déc. 2014** : Élection du XIV<sup>e</sup> gouvernement avec les mêmes membres que le gouvernement précédent. Mais des divisions chez les anti-indépendantistes empêchent l'élection du président.
- 7 fév. 2015** : Annulation du XXXIV<sup>e</sup> congrès du FLNKS qui devait se tenir à Saint-Louis.
- 11 fév. 2015** : La mission sur l'avenir institutionnel de la Nouvelle-Calédonie est installée à l'Assemblée nationale. Bussereau en est le président, Urvoas le rapporteur.
- 2 mars 2015** : Session extraordinaire du congrès pour délibérer sur le projet de modification de la loi organique.
- 3 mars 2015** : Inauguration de la 2<sup>e</sup> ligne de production de nickel de l'usine sud-coréenne de Gwanghang.
- 19 mars 2015** : Gaël Yanno, président du congrès, désapprouve le projet dispendieux de sépulture du grand chef Ataï au prétexte que ce serait prendre des fonds publics pour une revendication partisane et faire de ce grand chef un « héros national reconnu par tous les Calédoniens ».
- 25 mars 2015** : Mobilisation indépendantiste devant les grilles du haut-commissariat pour interpeller l'État afin que les listes électorales spéciales et référendaires soient sincères.
- 31 mars 2015** : Quatre responsables du FLNKS, soit PALIKA, UC, UPM et RDO, font un communiqué qui annonce qu'ils « décident [...] de prendre l'initiative de mettre en place un gouvernement opérationnel pour : finaliser les transferts de compétence ; adopter une stratégie minière et industrielle commune ; engager les réformes économiques, sociales, environnementales et culturelles nécessaires au développement du pays ; préparer le référendum de sortie prévu par l'accord de Nouméa ».
- 1<sup>er</sup> avr. 2015->19 août 2017** : Suite au communiqué FLNKS, les membres du gouvernement sont convoqués en urgence par le haut-commissariat pour élire les présidents de ce quatorzième gouvernement élu le 31 déc. 2014. Il a pour président Philippe Germain (CE) et vice-président Jean-Louis d'Anglebermes (FLNSK-UC) ; parmi les onze autres membres il y a 3 CE (2 démissionnaires remplacés, 1 démissionnaire pour cumul de mandat), 3 FLNKS-UC, 2 UNI-PALIKA, 2 Front pour l'unité [FPU] puis Les Républicains-Rassemblement et 1 UCF-MPC (démissionnaire remplacée). Toujours aucune unité parmi les loyalistes et des divisions au sein de l'UC.
- 10-12 avr. 2015** : VI<sup>e</sup> congrès du Parti travailliste à Lifou.
- 23-29 avr. 2015** : Visite sur le territoire du président de l'Assemblée nationale Claude Bartolone et de Jean-Jacques Urvoas, président de la commission des lois.
- 24 avr. 2015** : Manifestation loyaliste devant le haut-commissariat, qui rassemble 8 000 personnes, appelée par le Front pour l'unité, l'Union pour la Calédonie dans la France et Calédonie ensemble. Ils demandent l'établissement d'une liste référendaire équitable.
- 19-21 mai 2015** : Réunion du comité de décolonisation de l'ONU à Managua (Nicaragua) en présence des indépendantistes Mickaël Forrest (relations extérieures du FLNKS), Rock Wamytan (signataire ADN), Victor Tutugoro (président GMFL) et Jean-Louis d'Anglebermes (vice-président UC du gouvernement).
- 23 mai 2015** : Décès de Franck Apock, quatrième vice-président de l'USTKE et membre du conseil économique, social et environnemental de Nouvelle-Calédonie.
- 25-29 mai 2015** : Réunions des différents comités de pilotage sur l'avenir institutionnel de la Nouvelle-Calédonie à Nouméa.
- 2 juin 2015** : Dans son audition par la Mission d'information sur l'avenir institutionnel de la Nouvelle-Calédonie présidée par Dominique Bussereau, Alain Christnacht déclare que « Les indépendantistes eux aussi sont très gênés par l'idée d'indépendance-rupture. C'est pour cela qu'il faut que les forces politiques essaient de desserrer cet étau ».
- 3 juin 2015** : Décès de Nidoïsh Naisseline à l'âge de 69 ans.
- 5 juin 2015** : Comité des signataires exceptionnel. Sous l'égide du Premier ministre Manuel Valls et de la ministre des Outremer, George Pau-Langevin, étaient présents les signataires de l'ADN, les parlementaires et représentants des institutions de Nouvelle-Calédonie et les forces politiques représentées par un groupe au Congrès.
- 22 juin 2015** : Les partis politiques sont réunis au haut-commissariat pour parler des amendements issus des points d'accords obtenus lors du dernier comité extraordinaire de signataires.
- 26 juin 2015** : Le comité des 24 de l'ONU à New York examine la situation en Nouvelle-Calédonie à propos de l'application de la déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples colonisés. La délégation calédonienne comprend Rock Wamytan et Mickaël Forrest pour les indépendantistes et Gaël Yanno et Shonu Wayaridri côté



- anti-indépendantiste. Jean-Louis d'Anglebermes, quant à lui, parlait au nom du gouvernement.
- 19 juin 2015** : Le Sénat français adopte le projet de loi organique relatif à la consultation sur l'accession de la Nouvelle-Calédonie à la pleine souveraineté qui précise le corps électoral référendaire.
- 15 juil. 2015** : L'Assemblée nationale adopte à son tour le projet de loi organique relatif à la consultation sur l'accession de la Nouvelle-Calédonie à la pleine souveraineté.
- 30 juil. 2015** : Le Conseil d'État rend une décision favorable sur la loi organique.
- 4-28 août 2015** : Mouvement des rouleurs (transporteurs de nickel) pour protester contre la décision du comité du commerce extérieur contre l'exportation du minerai vers la Chine. Philippe Germain interrompt les négociations avec les rouleurs suite à un coup de feu tiré sur les vitres de son bureau. Un accord entre les rouleurs et le gouvernement est finalement trouvé après vingt-quatre jours grâce à la médiation de Daniel Goa.
- 12 août 2015** : Louis Kotra Uregei, président du Parti travailliste, critique les assouplissements indépendantistes sur le corps électoral accordés au dernier comité des signataires et le soutien de l'UC et du PALIKA à l'élection de Philippe Germain à la tête du gouvernement.
- 2-5 sept. 2015** : Mission parlementaire en Nouvelle-Calédonie.
- 3 sept. 2015** : Gilbert Tein, de l'aire Hoot ma Whaap, est élu pour un an à la présidence du sénat coutumier.
- 19 sept. 2015** : Le syndicat ContraKmine, à l'issue de son assemblée générale de Poya, souhaite rencontrer des responsables politiques pour parler de la question de l'exportation de minerai vers la Chine et trouver une solution afin d'éviter de nouveaux blocages.
- 26-28 sept. 2015** : Intervention de l'État via le haut-commissaire pour que le président convoque le congrès en session extraordinaire pour trouver une solution à la question conflictuelle des exportations de nickel vers la Chine et discuter de l'interprétation du schéma de mise en valeur des richesses minières.
- 9-10 oct. 2015** : La quatrième commission de l'ONU chargée de la décolonisation a reçu quatre pétitionnaires FLNKS. Deux élus Républicains et Union pour la Calédonie dans la France (UCF) ont été reçus en privé ; leurs déclarations ont été intégrées au rapport officiel. Thierry Cornaille est aussi intervenu au nom du gouvernement calédonien.
- 14 oct. 2015** : Les élus LR, UCF, LKS et UC-FLNKS (13 des 15 élus) du congrès, réunis en session extraordinaire, se sont prononcés pour l'exportation de minerai vers la Chine, en accord avec le schéma minier.
- 27 oct. 2015** : Le gouvernement autorise les exportations vers la Chine pour la société MKM et les refuse pour Ballande, Montagnat et la SLN. Les deux premières demandes seront réétudiées.
- 28 oct. 2015** : Vale NC enregistre une perte estimée à 35 milliards de CFP pour la fin de l'année 2015.
- 30 oct. 2015** : ContraKmine prévient que les rouleurs pourraient lancer une nouvelle mobilisation si le gouvernement n'envisage pas les trois autres demandes d'exportation vers la Chine.
- 31 oct. 2015** : À Koné, une centaine de défenseurs de la doctrine nickel – ils défendent le traitement sur place du minerai calédonien – se réunissent pour montrer leur détermination à s'opposer à l'exportation du minerai.
- 3 nov. 2015** : Opposition totale à toute exportation de nickel vers la Chine par le comité de soutien à la doctrine nickel. Le président de la province Nord envisage de déposer un recours devant le tribunal administratif contre le gouvernement.
- 5 nov. 2015** : Quatrième anniversaire de Dynamik unitaire Sud (DUS).
- 6-8 nov. 2015** : XLVI<sup>e</sup> congrès de l'UC à Hienghène. XL<sup>e</sup> congrès du PALIKA à l'île des Pins : « maîtriser notre ressource, c'est enracciner notre combat ».
- 15 nov. 2015** : Congrès à Nouméa de CE.
- 17 nov. 2015** : Le gouvernement n'autorise pas la SLN à exporter du minerai brut au Japon.
- 23 nov. 2015** : Michel Rocard déclare dans les *Nouvelles calédoniennes* que « l'indépendance de la Calédonie est une espèce de bizarrerie ».
- 26 nov. 2015** : 4<sup>e</sup> sommet France-Océanie à l'Élysée.
- 4-6 déc. 2015** : XV<sup>e</sup> congrès de l'USTKE avec l'indépendance comme thème principal de débat.
- 12 déc. 2015** : La Mission sur l'avenir institutionnel d'Alain Christnacht, Benoît Lombrière et Jean-François Merle est sur le territoire pour traiter des relations extérieures et de la nationalité citoyenneté.
- 17 déc. 2015** : Selon Ferdinand Mélin-Soucramanien, expert de confiance, un millier d'électeurs arrivés après le 8 nov. 1998 sont encore inscrits sur les listes électorales.
- 16 jan. 2016** : Arrivée pour une semaine d'une délégation de l'ONU au sujet des listes électorales.
- 20 jan. 2016** : Le comité de soutien à la doctrine nickel se réunit à Koné.
- 23 jan. 2016** : XXXII<sup>e</sup> congrès de l'UPM à Nouméa. À Hienghène, l'assemblée générale du PALIKA annonce que la Nouvelle-Calédonie dans la France n'est pas un projet politique et refuse le *statu quo*.
- 26 jan. 2016** : Le comité Rhéébù Nùù dénonce par lettre la gestion, par son président, de l'usine du Sud Vale NC.
- 1<sup>er</sup> fév. 2016** : Le sénat coutumier propose que le prochain comité des signataires adopte un « plan Marshall » pour sauver la société kanak.
- 4-6 fév. 2016** : Tenue du XIV<sup>e</sup> Comité des signataires ; sous l'égide du Premier ministre Manuel Valls et de la ministre des Outremer, George Pau-Langevin, étaient présents les signataires de l'ADN, les parlementaires et représentants des institutions de Nouvelle-Calédonie et les forces politiques représentées par un groupe au Congrès. À l'ordre du jour notamment, les conditions d'inscription sur les listes électorales spéciales pour les élections des membres du congrès et des assemblées provinciales (LESP), l'avenir institutionnel et le nickel.
- 13 fév. 2016** : Le PT refuse les conclusions du comité des signataires. Le MRC dénonce l'accord « faussement consensuel ». La DUS en critique également sévèrement les conclusions.
- 16 fév. 2016** : Arrêté du gouvernement déclarant le secteur nickel en crise, dans le but d'activer le Fonds nickel.
- 23-26 fév. 2016** : Visite sur le territoire du président du Sénat Gérard Larcher.
- 5-6 mars 2016** : XXXIV<sup>e</sup> congrès du FLNKS kowé ka ra à Nouméa. Décision de mettre en place dans les deux ans à venir tous les comités citoyens et nationalistes.
- 7 mars 2016** : Annonce, par le directeur de Vale NC, de la mise en place d'un plan de 10 milliards de francs pour 2016.
- 15 mars 2016** : Le Fonds nickel débloque 600 millions de F CFP pour aider les mineurs en difficulté en raison de la crise du nickel.
- 29 mars 2016** : Le gouvernement accorde à la société minière Georges Montagnat le droit pour 10 ans d'exporter vers le Japon. Suite aux décisions du gouvernement, le syndicat ContraKmine suspend son mouvement jusqu'au 4 avr. qui pourrait être un jour de

- blocage si les dossiers en suspend de la SLN et de Ballande ne sont pas inscrits à l'ordre du jour de la séance du 5 avr.
- 30 mars 2016** : Accord trouvé entre le gouvernement, les mineurs et les rouleurs.
- 5 avr. 2016** : Le gouvernement autorise finalement les sociétés Ballande et SLN à exporter de la latérite vers la Chine. Ballande obtient aussi une prolongation de 10 ans pour l'exportation de saprolites vers le Japon.
- 12 avr. 2016** : Autorisation temporaire de 18 mois donnée par le gouvernement à la société minière Georges Montagnat pour l'exportation vers la Chine.
- 28-30 avr. 2016** : Visite du Premier ministre Manuel Valls.
- 19 mai 2016** : L'accord de Paris pour la réduction du réchauffement planétaire est validé par le congrès.
- 31 mai 2016** : Réunion du CA du Fonds nickel pour les premières aides aux sociétés en difficulté.
- 31 mai-2 juin 2016** : Au Nicaragua, séminaire régional du Pacifique de l'ONU organisé par le comité spécial de décolonisation avec une délégation indépendantiste kanak.
- 1<sup>er</sup> juin 2016** : Début de la campagne de publication dans les mairies de la liste référendaire.
- 4 juin 2016** : Le corps de Jean-Pierre Deteix, compagnon de route du mouvement culturel kanak, est retrouvé à Nouville.
- 9 juin 2016** : Les observations des experts de l'ONU sur la révision des listes spéciales sont rendues publiques.
- 20 juin 2016** : Thierry Lataste est à nouveau nommé, par décret du 25 mai, haut-commissaire de la république, délégué du gouvernement (il est toujours en fonction fin 2018).
- 30 juin 2016** : Thierry Santa est réélu à la présidence du congrès contre Rock Wamytan. Chacun a fait le plein des voix respectivement anti- et indépendantistes.
- 2 juil. 2016** : Première tournée FLNKS auprès des comités nationalistes et citoyens créés pour la campagne référendaire.
- 2 juil. 2016** : Décès de Michel Rocard.
- 15-16 juil. 2016** : Fête pour les 40 ans du PALIKA.
- 30-31 juil. 2016** : Congrès du LKS à Maré.
- 31 juil. 2016** : Publication de la liste électorale spéciale pour la consultation référendaire (LESC) avec 151 678 inscrits.
- 1<sup>er</sup> août 2016** : En désaccord avec « la tournure que prennent les discussions sur l'avenir institutionnel de la NC », l'UCF de Gaël Yanno ne participe plus aux consultations des experts.
- 8 août 2016** : CE dénonce la décision de l'UCF.
- 16 août 2016** : Signature, au sénat coutumier, du plan Marshall pour l'identité kanak sinistrée.
- 25 août 2016** : Conférence-débat à Païta sur la stratégie du groupe SMSP par le comité de soutien à la doctrine nickel. Remise du rapport d'observation des experts de l'ONU sur la préparation des listes électorales.
- 27 août 2016** : Yoanny Chaouri (aire iaai) est nommé président du sénat coutumier.
- 30 août 2016->17 mai 2017** : Ericka Bareigts est ministre des Outremer.
- 11 sept. 2016** : À Pohnpei, le 47<sup>e</sup> sommet du forum des îles du Pacifique accepte la Nouvelle-Calédonie et la Polynésie française comme membres à part entière.
- 21 sept. 2016** : Note de Koniambo Nickel SAS (KNS) annonçant aux salariés 140 licenciements pour fin nov.
- 30 sept. 2016** : Comité d'entreprise de Koniambo Nickel pour discuter du plan de licenciement annoncé sans prise de décision par les élus.
- 3-10 oct. 2016** : Quatrième commission de l'ONU à New York sur les questions politiques spéciales et de décolonisation avec la participation de la Nouvelle-Calédonie.
- 18 oct. 2016** : Le tribunal de Koné suspend le projet d'une cinquantaine de licenciements en raison d'une erreur de procédure de KNS.
- 25 oct. 2016** : Disparition à 86 ans de Lionel Cherrier (né à Nakéty), ancien sénateur de Nouvelle-Calédonie.
- 26 oct. 2016** : Marche pour l'inscription automatique et sans condition des Kanak sur la liste électorale spéciale référendum, organisée à Nouméa par le Rassemblement des Indépendantistes et des Nationalistes calédoniens et kanak (RIN).
- 29 oct.-1<sup>er</sup> nov. 2016** : Quatre jours d'émeutes à Saint-Louis et de barrages de la RPT suite à la blessure mortelle d'un évadé du Camp Est par un gendarme.
- 2 nov. 2016** : Lettre de soutien sans faille de Paul Néaoutyine, président de la province Nord, à KNS.
- 5 nov. 2016** : La DUS fête ses 5 ans.
- 7 nov. 2016** : Tenu du xv<sup>e</sup> Comité des signataires. Sous l'égide du Premier ministre Manuel Valls et de la ministre des Outremer, Ericka Bareigts, étaient présents les signataires de l'ADN, les parlementaires et représentants des institutions de Nouvelle-Calédonie, et les forces politiques représentées par un groupe au Congrès. À l'ordre du jour notamment, les conditions d'inscription sur les listes électorales spéciales pour la consultation à l'accès à la pleine souveraineté (LESC). Le Premier ministre Valls annonce des aides conséquentes aux usines du Nord et du Sud et une prise en compte des problèmes de sécurité.
- 11 nov. 2016** : Congrès de l'UC (XLVII<sup>e</sup>) à Houaïlou, de l'UPM (XXXIII<sup>e</sup> à Poya) et du PALIKA (XLI<sup>e</sup> à Maré).
- 19 nov. 2016** : VII<sup>e</sup> congrès du PT à Nouméa.
- 27 nov. 2016** : La Nouvelle-Calédonie devient membre associé de l'Organisation internationale de la Francophonie.
- 5 déc. 2016** : Réforme par la procédure territoriale dite « loi du pays » de l'IRPP.
- 11 déc. 2016** : Le PS local se transforme en Les progressistes (*leader*, Michel Jorda) ; il se déclare clairement contre l'indépendance.
- 14-19 déc. 2016** : Visite officielle du ministre de la Justice Jean-Jacques Urvoas.
- 21 déc. 2016** : Avis favorable donné par le comité du commerce extérieur minier pour les exportations vers la Chine de Ballande, la SLN et Mai Kouaoua Mines.
- 27 déc. 2016** : Manifestation du sénat coutumier demandant des clarifications sur son rôle dans les institutions devant le congrès.
- 14 fév. 2017** : Décès de Jacques Violette, PSK et collaborateur de Jean-Marie Tjibaou.
- 1<sup>er</sup> mars 2017** : Mission de l'ONU pour l'observation de la révision des listes électorales provinciales et référendaires.
- 4-5 mars 2017** : XXXV<sup>e</sup> congrès du FLNKS dans la vallée de Nimbayes à Ponérihouen dont l'objectif est la pleine souveraineté en 2018.
- 8 avr. 2017** : Assemblée générale du PALIKA à Touho.
- 22 avr. 2017** : Congrès de CE à Kuendu Beach.
- 23 avr. 2017** : En Nouvelle-Calédonie, au premier tour des élections présidentielles, sur 189 483 inscrits, avec un taux de participation de 48,14 %, François Fillon arrive en tête, avec 31,13 % des voix, suivi par Marine Le Pen avec 29,09 %. À eux deux, ils totalisent donc plus de 60 % des suffrages exprimés. Suivent Emmanuel Macron avec 12,75 % et Jean-Luc Mélenchon avec 8,86 %.
- 26 avr. 2017** : Instauration du conseil des grands chefs.
- 29 avr. 2017** : Charles Washetine et Louis Mapou sont investis par le bureau élargi du PALIKA à Moindou pour les législatives, respectivement pour la première et la deuxième circonscription.
- 6 mai 2017** : Le cours du nickel s'établit à 9 000 \$ la tonne.

- 7 mai 2017** : En Nouvelle-Calédonie, au deuxième tour des élections présidentielles, sur 189 368 inscrits, avec un taux de participation de 52,81 %, Marine Le Pen remporte 47,43 % des suffrages exprimés et est majoritaire dans les communes non indépendantistes de la côte Ouest notamment.
- 10 mai 2017** : Les candidats officiels de l'UNI aux législatives sont Charles Washetine et Rolande Trolue (suppléante) dans la 1<sup>re</sup> circonscription, Louis Mapou et Jean Creugnet (suppléant) dans la 2<sup>e</sup> circonscription.
- 16-18 mai 2017** : Une délégation FLKNS, avec Mickaël Forrest, membre de la cellule des relations extérieures, et Rock Wamytan, se rend au séminaire régional des Caraïbes organisé par le Comité spécial de la décolonisation (ou Comité spécial des 24) à Kingstown (Saint-Vincent-et-les Grenadines). Accord de principe pour une seconde mission de l'ONU en Nouvelle-Calédonie.
- 17 mai 2017** : Annick Girardin est ministre des Outremer (elle est toujours en poste fin 2018).
- 20 mai 2017** : Annick Girardin déclare sur France Info que la France restera aux côtés de la Nouvelle-Calédonie, peu importe la décision qui sera prise lors du référendum de 2018.
- 11 juin 2017** : Le taux de participation aux élections législatives est très faible : 35,72 %. Calédonie ensemble garde ses deux sièges avec Philippe Dunoyer (suppléante : Annie Qaézé) et toujours Philippe Gomès (suppléant : Gérard Poadja) qui sont donc élus jusqu'en 2022.
- 15 juin 2017** : Plateforme anti-indépendantiste réunissant Calédonie ensemble, le Rassemblement, Tous Calédoniens et le Mouvement populaire calédonien pour défendre un projet commun contre l'indépendance.
- 18 juin 2017** : Deuxième tour des législatives qui oppose, selon les résultats du premier tour, Philippe Dunoyer (27,88 %) et Sonia Backès (17,27 %) dans la première circonscription, et Louis Mapou (30,08 %) et Philippe Gomès (23,94 %) dans la deuxième. Philippe Dunoyer l'emporte avec 59,15 %, de même que Philippe Gomès avec 54,95 %. Face aux vainqueurs, Sonia Backès totalise 40,85 % et Louis Mapou 45,05 %.
- 28 juin 2017** : Rapport de mission du groupe d'experts de l'ONU sur la révision des listes électorales.
- 4 juil. 2017** : L'entreprise Vale, d'après son président directeur général Fabio Schvaertsmann, envisage de fermer son usine de nickel en Nouvelle-Calédonie, soit Goro-nickel.
- 11 juil. 2017** : Tournée parisienne du PALIKA avec une délégation de l'UNI.
- 19 juil. 2017** : Thierry Santa est réélu à la présidence du congrès pour la troisième année consécutive. Manifestation du RIN pour l'inscription automatique des Kanak sur la liste référendaire.
- 20 juil. 2017** : Philippe Gomès, député, est reçu par le Premier ministre.
- 19 août 2017** : Démission de l'exécutif suite à la démission collective de trois membres de Calédonie ensemble (Gomès, Dunoyer, Iékawé).
- 25 août 2017** : Pascal Sihazé est élu nouveau président du sénat coutumier.
- 31 août 2017** : Nomination des membres du gouvernement avec quatre listes déposées : 5 pour l'intergroupe anti-indépendantistes : Germain, Iékawé et Metzendorf pour CE, Deladrière et Ligeard pour le Rassemblement ; 1 RC, Gygès ; 3 UC, d'Anglebernes, Tyuienon et Poadyaliwe ; 2 UNI, Eurisouké et Gorodé. Le candidat à la présidence du XV<sup>e</sup> gouvernement, Philippe Germain, n'est pas élu. Thierry Santa est président du congrès.
- Communiqué des Républicains calédoniens sur les risques de l'inscription automatique sur la liste référendaire des seuls natifs.
- 31 août-1<sup>er</sup> sept. 2017** : Tenu du XVIII<sup>e</sup> congrès annuel du pays kanak à Ouvéa. Profond désaccord sur la nomination du président du sénat coutumier.
- 7 sept. 2017** : Avis du conseil d'État sur les modalités d'inscription sur les listes électorales en vue du référendum.
- 8 sept. 2017** : Trois binômes de candidats aux sénatoriales : Pierre Frogier et Gérard Poadja « Pour une Nouvelle-Calédonie dans la France et dans la paix » ; Émile Néchéro et Jean Creugnet « UNI » ; Isabelle Lafleur, LR, et Manuel Millar, indépendant.
- 11 sept. 2017** : Création, par la plateforme loyaliste, d'un collectif d'aide aux électeurs pour l'inscription sur les listes électorales référendaires.
- 1<sup>er</sup> oct. 2017** : Pierre Frogier et Gérard Poadja (suppléantes : Léontine Ponga et Nina Julié) sont élus sénateurs au nom des LR, CE et UDI.
- 3 oct. 2017** : Manuel Valls est élu président de la Mission d'information sur l'avenir institutionnel de la Nouvelle-Calédonie et Philippe Gomès, vice-président.
- 30 oct. 2017** : La Nouvelle-Calédonie est acceptée comme membre associé lors de la conférence générale de l'UNESCO à Paris.
- 2 nov. 2017** : Tenu du XVI<sup>e</sup> Comité des signataires de l'accord de Nouméa à l'Hôtel Matignon à Paris. Sous l'égide du Premier ministre Édouard Philippe et de la ministre des Outremer, Annick Girardin, étaient présents les signataires de l'ADN, les parlementaires et représentants des institutions de Nouvelle-Calédonie, et les forces politiques représentées par un groupe au Congrès. Ce comité s'achève sur un accord concernant l'inscription des natifs de droit coutumier et de droit commun sur la liste référendaire.
- 10-12 nov. 2017** : XLIII<sup>e</sup> Congrès du PALIKA à Poum avec, en discussion, un projet d'indépendance avec partenariat.
- 11-12 nov. 2017** : XXXIV<sup>e</sup> congrès de l'UPM. Victor Tutugoro est réélu président.
- 11-13 nov. 2017** : XLVIII<sup>e</sup> congrès de l'Union calédonienne. Son président, Daniel Goa, tient des propos virulents envers la puissance administrante et les frondeurs de l'UC.
- 11 nov. 2017** : XXIII<sup>e</sup> congrès du RDO à Dumbéa où Aloïsio Sako est réélu président. Le Mouvement des jeunes océaniens (MJO) entend faire une réconciliation à Saint-Louis.
- 23 nov. 2017** : Le congrès, en session spéciale, adopte, à la quasi unanimité, après modification, l'avant-projet de loi organique pour l'inscription facilitée des personnes de statut coutumier et des natifs de droit commun sur la liste électorale référendaire.
- 25 nov. 2017** : Congrès de Calédonie ensemble à Nouméa avec mille personnes.
- 28 nov. 2017** : L'ONG OXFAM inclut la Nouvelle-Calédonie sur la liste des paradis fiscaux.
- 1<sup>er</sup> déc. 2017 (élu le 31 août 2017)** : Quinzième gouvernement avec Philippe Germain (intergroupe-CE) président et Jean-Louis d'Anglebernes (FLKNS-UC) vice-président ; parmi les onze membres, il y a 5 intergroupe CE-Rassemblement-MPC (3 CE et 2 Rassemblement-Les Républicains), 3 FLKNS-UC, 2 UNI-PALIKA et 1 Républicains calédoniens.
- 2-5 déc. 2017** : Visite du Premier ministre, Édouard Philippe, en Nouvelle-Calédonie.
- 5 déc. 2017** : Édouard Philippe demande au congrès de Nouvelle-Calédonie, lors de son discours, de prendre

ses responsabilités issues de l'ADN et de fixer la date du référendum.

Le Premier ministre met en place le groupe des 10 (G10) censé rassembler les têtes pensantes pour discuter, négocier et prendre des décisions sur l'avenir institutionnel. Le G10 est composé de : Philippe Gomès, Philippe Michel, Bernard Deladrière, Pierre Frogier, Gaël Yanno, Sonia Backès, Daniel Goa, Rock Wamytan, Paul Néaoutyine et Victor Tutugoro. Ce groupe se réunit tous les vendredis, jusqu'au Comité des signataires suivant. Les membres ont signé une charte de confidentialité.

Le Premier ministre nomme et met en place le Comité des sages, composé de douze personnes : Jean Lèques, Jean-Pierre Aifa, Jean-Pierre Flotat, Robert Frouin (décédé depuis), Roch Apikaoua, Billy Wapoto, Octave Togna, Marie-Claude Tjibaou, Fote Trolu, Anne-Marie Mestre, Falao et Élie Poigoune. Son rôle est de veiller à ce que la campagne électorale et le référendum se déroulent dans de bonnes conditions, c'est-à-dire, dans le respect des uns et des autres, des règles démocratiques et des valeurs culturelles, religieuses et républicaines.

**7 déc. 2017** : Création par Sonia Backès du parti politique Les Républicains calédoniens.

**27 déc. 2017** : Première réunion du Comité des sages qui comporte douze membres.

**29 déc. 2017** : Création, par Macate Wenehou, du mouvement politique « Notre pays en Mélanésie ».

**3-4 fév. 2018** : Le XXXVI<sup>e</sup> congrès du FLNKS, réuni à Poum, veut resserrer les liens entre les quatre composantes indépendantistes UC, PALIKA, UPM et RDO, car deux visions s'opposent, celle du PALIKA acceptant une indépendance-association et celle de l'UC voulant une indépendance pure et simple. Il rejette la méthode de l'État avec le G10 et refuse de donner mandat aux quatre représentants indépendantistes pour négocier dans le G10. Daniel Goa est nommé porte-parole du FLNKS.

**16 fév. 2018** : Lettre ouverte du Rassemblement des indépendantistes et nationalistes (RIN), comprenant Dynamik unitaire Sud (présidé par Yvon Wamaï), l'UC Djubéa-Kaponé (représenté par Christian Tein) et l'USTKE (présidé par André For), à M. Valls, président de la Mission parlementaire d'information sur l'avenir institutionnel de la Nouvelle-Calédonie, pour désapprouver la composition du corps électoral et pour dénier toute légitimité à cette commission parlementaire.

**22 fév. 2018** : Communiqué de presse de Louis Mapou, président du groupe UNI au congrès, sur la mission Valls/Jacobs, alors présente sur le territoire, qui soutient les loyalistes et se prononce contre l'indépendance.

**1<sup>er</sup> mars 2018** : Communiqué du BP du FLNKS dénonçant l'interprétation faite par le sénateur P. Bas, rapporteur du projet de loi organique destinée à mettre en œuvre l'accord politique conclu au dernier Comité des signataires sur l'inscription automatique des natifs calédoniens sur la liste électorale spéciale. P. Bas propose que trois ans de domiciliation sur le territoire donnent droit à l'inscription automatique sur la liste.

**12 mars 2018** : Quatre personnes du Comité des 24 de l'ONU arrivent en mission sur le territoire pour préparer un rapport sur la situation de la Nouvelle-Calédonie en cette année référendaire.

**14 mars 2018** : Le projet de loi organique sur l'organisation du référendum est voté à l'unanimité à l'Assemblée nationale.

Le groupe Fer de lance confirme son soutien au FLNKS lors de ses 30 ans fêtés au CCT.

**19 mars 2018** : Le congrès de Nouvelle-Calédonie arrête la date du 4 nov. pour la tenue du référendum d'autodétermination prévu dans l'ADN.

**20 mars 2018** : Suite à de nombreuses controverses entre indépendantistes et non-indépendantistes, le parlement adopte, à la quasi unanimité, la loi organique fixant la composition du corps électoral pour le référendum d'autodétermination à environ 170 000 inscrits.

**22 mars 2018** : À Nouméa, la SMSP signe, avec l'entreprise chinoise Hangzhou Yichuan Nickel Industrie Co Ltd, un *memorandum of agreement* qui lui assure 51 % des parts.

**23 mars 2018** : Réunion à Paris du G10.

**27 mars 2018** : XVII<sup>e</sup> et dernier<sup>6</sup> Comité des signataires à Matignon sous l'égide d'Édouard Philippe avec notamment le choix de la formulation de la question qui sera posée le 4 novembre.

**30 mars 2018** : Réunion à Matignon du G10, groupe de dialogue sur l'avenir ou « sur le chemin de l'avenir ».

**31 mars 2018** : Formation des militants FLNKS du Sud et des îles pour expliquer en détail dans les tribus le projet d'accession à la pleine souveraineté.

**18 avr. 2018** : Pour le sénat coutumier, la colonisation de la Nouvelle-Calédonie est un « crime contre l'humanité ».

Le sénat demande au président de la République la reconnaissance de « la légitimité des chefferies kanak ».

**20 avr. 2018** : Dernier jour d'inscription sur la liste électorale générale, étape indispensable pour pouvoir être inscrit sur la liste référendaire pour ceux qui remplissent les conditions nécessaires.

**22 avr.-8 mai 2018** : À Ouvéa, la caravane *La pirogue de la mémoire* initiée par le Comité du 5 mai, concernant le massacre d'Ouvéa de 1988, sillonne, dix jours durant, toutes les tribus de l'île.

**23 avr. 2018** : Le groupe de dialogue sur le chemin de l'avenir ou G10 se réunit au haut-commissariat.

**27 avr. 2018** : Avis favorable du congrès pour la création de bureaux de vote délocalisés à Nouméa pour les gens des îles (Loyauté, Belep et île des Pins) vivant sur la Grande Terre, comme permis par la loi organique du 19 avr. 2018.

**28 avr. 2018** : La convention FLNKS de La Foa, après avoir examiné le projet pour une Nouvelle-Calédonie-Kanaky souveraine, organise les équipes chargées pour la campagne électorale de faire passer le message et la stratégie du FLNKS.

**1<sup>er</sup> mai 2018** : Premier meeting à Koné, lancement officiel de la campagne électorale référendaire.

**3-5 mai 2018** : Voyage d'Emmanuel Macron, président de la République, à Ouvéa et à Nouméa. Remise par le président des deux actes de prise de possession de la Nouvelle-Calédonie, celui du 24 sept. 1853 signé à Balade et celui du 29 sept. 1853. Prise de parole au théâtre de l'île : « La France serait moins belle sans la Nouvelle-Calédonie ».

**4 mai 2018** : Marche de 4 à 12 000 loyalistes à Nouméa.

**23 mai 2018** : La société civile est invitée par le haut-commissaire à donner son avis sur la charte des valeurs communes.

**26 mai 2018** : Congrès exceptionnel du PALIKA à Ponérihoun pour préparer la future campagne référendaire.

**30-31 mai 2018** : Réunion au haut-commissariat du groupe de dialogue sur le chemin de l'avenir pour discuter du bilan de l'accord de Nouméa. Suite à un différend, Pierre Frogier, Thierry Santa et Sonia Backès le quittent.

6. Annoncé comme tel, il a en fait été suivi d'un autre Comité le 14 décembre 2018.

- 4 juin-14 sept. 2018** : Les électeurs des îles doivent choisir s'ils veulent voter dans le bureau de vote délocalisé en s'inscrivant au haut-commissariat.
- 6-7 juin 2018** : CE fait campagne aux îles Loyauté, à Lifou.
- 12 juin 2018** : Le haut-commissaire informe sur les cinq partis politiques habilités à participer à la campagne officielle pour le référendum (cf. JONC du 21 juin 2018) : les Républicains calédoniens ; le groupement Les Républicains, le Rassemblement et le Mouvement populaire calédonien ; Calédonie ensemble ; l'Union nationale pour l'indépendance et enfin l'UC-FLNKS et nationalistes.
- 22 juin 2018** : Publication du rapport du comité spécial de décolonisation de l'ONU, suite à sa visite de mars.
- 26 juin 2018** : L'accord de Matignon a 30 ans.
- 9 juil. 2018** : Une délégation indépendantiste se rend en Australie pour informer sur les enjeux du référendum.
- 11 juil. 2018** : Front commun de sept syndicats pour dénoncer le passage en force de la modification des régimes sociaux par le gouvernement.
- 14 juil. 2018** : Le PT prône la « non-participation massive » au référendum du 4 nov.
- 26 juil. 2018** : Premier meeting FLNKS pour le référendum à Dumbéa.
- 27 juil. 2018** : L'avant-dernière réunion du G10 ne compte que sept participants ; les représentants de CE, de l'UC, de l'UNI et Gaël Yanno à titre personnel signent la charte des valeurs calédoniennes. En raison de leur position de non-participation au référendum, les deux élus PT sont exclus du groupe UC-FLNKS et nationalistes du congrès.
- 30 juil. 2018** : Renouvellement annuel du bureau du congrès de Nouvelle-Calédonie : le président est Gaël Yanno (sans étiquette mais loyaliste), Caroline Machoro-Régnier (UC, FLNKS et nationalistes) est première vice-présidente. La liste électorale spéciale pour le référendum est consultable dans les mairies.
- 6 août 2018** : Les accès de trois sites miniers de la SLN sont bloqués par une cinquantaine de personnes de Kouaoua pour empêcher l'exploitation des gisements de Mont-Calm, Chêne-Gomme et Newco.
- 8 août 2018** : À la demande de la SLN, le juge des référés prononce une ordonnance d'expulsion du barrage installé à l'accès de la mine de Kouaoua.
- 10 août 2018** : Bilan de l'accord de Nouméa dressé par le G10 réduit à 7. Création du conseil des grands chefs du pays kanak.
- 14 août 2018** : Le gouvernement de Nouvelle-Calédonie adopte une protection de haut niveau des récifs coralliens de Nouvelle-Calédonie en créant 7 000 km<sup>2</sup> de réserves intégrales et 22 000 km<sup>2</sup> de réserves naturelles. Après un dixième incendie de sa serpentine et le blocage de sa mine, la SLN décide de fermer son site minier. 400 personnes se retrouvent en difficulté financière.
- 23 août 2018** : Réunion du comité des signataires au haut-commissariat sans le Rassemblement-Les Républicains mais avec les Républicains calédoniens, pour faire le point sur la liste électorale référendaire, les enjeux du référendum et les assises des Outremers.
- 24 août 2018** : Congrès extraordinaire de l'UC à Poindimié.
- 30-31 août 2018** : Assemblée générale des huit aires coutumières pour nommer le prochain président du sénat coutumier. Après une réunion houleuse, désignation de Clément Grochain, de Ponérihouen.
- 31 août 2018** : La liste définitive des électeurs inscrits pour la consultation référendaire est publiée par le haut-commissariat dans chaque mairie.
- 3 sept. 2018** : Sondage Quid novi donnant 69 à 75 % de « non » au référendum.
- 4 sept. 2018** : La liste définitive pour le référendum compte 174 154 électeurs.
- 5 sept. 2018** : Sondage I-Scope qui donne 63 % de « non ». Le RDO appelle à voter « oui ».
- 7-8 sept. 2018** : XVI<sup>e</sup> congrès de l'USTKE à Nouméa qui appelle aussi, comme le PT, à la non-participation.
- 10 sept. 2018** : La SLN informe qu'elle subit une perte de 1,4 milliards de F CFP avec le blocage de Kouaoua.
- 11 sept. 2018** : L'ONU, via ses deux experts en visite sur le territoire, remet au haut-commissaire son rapport sur la révision complémentaire de la liste électorale provinciale.
- 17 sept. 2018** : À Ouégoa, en raison de tensions avec certains habitants, la réunion FLNKS de campagne n'a pu se tenir.
- 18 sept. 2018** : Selon une estimation FLNKS, la liste électorale pour le référendum comporterait environ 63 % de Kanak.
- 1<sup>er</sup> oct. 2018** : Le mouvement groupe révolutionnaire kanak (MGRK) émet des revendications foncières sur les sites du Golf Resort et de l'hôtel Sheraton Déva Spa et en bloque les entrées. De même, blocage du site minier de Tiébaghi en raison de revendications politiques.
- 6 oct. 2018** : Marche à travers Nouméa des FEOUI, « Femmes engagées pour le oui ». Dixième anniversaire de CE.
- 8 oct. 2018** : Le FLNKS dénonce les mensonges des loyalistes quant à la faisabilité économique de l'indépendance.
- 16 oct. 2018** : Le comité des sages dénonce plusieurs dérives de la campagne électorale pour le référendum. Jean Lèques, ancien maire de Nouméa, a déploré au nom du comité que : « Ces derniers jours ont été marqués par des initiatives, des attitudes et des prises de parole parfaitement contraires à l'esprit des accords de Matignon (1988) et de l'accord de Nouméa (1998) ». De même, le comportement d'un petit groupe de loyalistes, qui a tenté au début du mois d'empêcher les dirigeants indépendantistes du FLNKS de tenir un meeting à Ouégoa, a été pointé du doigt. Selon le Comité des sages, « ces tensions auraient pu faire courir un risque à l'ensemble du processus ». Le meeting indépendantiste s'est finalement tenu dans un climat tendu le 4 oct., sous la protection de la gendarmerie. De même, il a taxé de « provocation inutile » la décision prise par le président du congrès, Gaël Yanno, de supprimer les couleurs du drapeau indépendantiste de l'éclairage de la façade du congrès à Nouméa, pour ne conserver que le drapeau français bleu, blanc, rouge. Enfin, le discours prononcé le 6 oct., à l'ouverture d'un comité directeur de son parti par Daniel Goa, président de l'Union calédonienne, dans lequel il avait qualifié les anti-indépendantistes « d'axe du mal », a aussi été épinglé par le Comité des sages.
- 25 oct. 2018** : Les accès au site minier de Kouaoua sont libérés.
- 30 oct. 2018** : Arrivée sur le territoire des 250 délégués de la commission de contrôle du référendum.
- 4 nov. 2018** : Référendum pour l'autodétermination de la Nouvelle-Calédonie. Avec une participation de plus de 80 % des 174 154 électeurs inscrits sur la liste spéciale, le « Oui », contre toute attente et prévisions, remporte 43,8 % des suffrages exprimés. En terme de voix, 141 099 électeurs ont voté, en faisant parfois jusqu'à trois heures de queue pour entrer dans le bureau

de vote. C'est donc un vote historique. Il y eu 1 012 bulletins blancs et 1 154 bulletins nuls. Il reste donc 138 933 suffrages exprimés, avec 60 573 « Oui » et 78 360 « Non ».

**5 nov. 2018** : Venue du Premier ministre, Édouard Philippe, à Nouméa.

**17-18 nov. 2018** : XLIII<sup>e</sup> congrès du PALIKA à Païta sur le bilan du référendum. L'accord de Nouméa ne sera pas renégocié jusqu'aux prochains référendums.

**16-18 nov. 2018** : Le Parti travailliste en congrès à Maré. Il appelle à une discussion commune avec les autres formations indépendantistes pour élaborer « une stratégie unitaire, absolument nécessaire ».

**1<sup>er</sup>-2 déc. 2018** : XLIX<sup>e</sup> congrès de l'UC à Canala sur le bilan du référendum. Daniel Goa est reconduit à sa tête.

**14 déc. 2018** : Tenue du XVIII<sup>e</sup> Comité des signataires, le premier post-référendum, à Paris. Après une intervention liminaire de chaque délégation, il est signalé que l'accord de Nouméa perdure, comme l'a rappelé le conseil d'État. Les élections provinciales sont fixées au 12 mai 2019. Un retour sur le référendum du 4 nov. a ensuite été fait. L'UC-FLNKS et nationalistes a réaffirmé sa demande d'audit de la décolonisation par l'ONU. L'après-midi a été consacrée aux questions économiques et sociales. Enfin, les membres du comité des signataires ont échangé sur les voies et moyens de renforcer le rayonnement de la Nouvelle-Calédonie dans son bassin maritime, dans l'esprit de l'axe indo-pacifique mis en exergue par le président de la République. Ces questions de l'après-midi étant du ressort du territoire, le groupe UC-FLNKS et nationalistes n'y a pas participé.

**21 déc. 2018** : Nouveau dégagement d'acide sur le site de l'usine du Sud Vale.

## PRINCIPALES SOURCES BIBLIOGRAPHIQUES CONSULTÉES

ACADÉMIE de Nouméa. <http://histoire-geo.ac-noumea.nc/>, de nombreuses pages consultées.

ASSOCIATION POUR LA FONDATION D'UN INSTITUT KANAK D'HISTOIRE MODERNE, 1985. *Contribution à l'histoire du pays kanak*, Nouméa, Éd. IKS, ns de l'*Avenir calédonien* 894, 232 p.

BARBANÇON Louis-José, 2006. Chronologie relative à la déportation, transportation et relégation française, *Criminocorpus*, Les bagnes coloniaux, Instruments de recherche (<http://journals.openedition.org/criminocorpus/142>, <https://criminocorpus.org/fr/reperes/chronologies/deportation-transportation-et-relegation-francaise/>).

—, 2008. *Il y a 25 ans : le gouvernement Tjibaou (18 juin 1982-18 nov. 1984)*, Nouméa, Centre culturel Tjibaou-ADCK, Cahiers des conférences de l'ADCK 11, 60 p.

BERTRAM Robert, 2013-2018. Chronologie, *Revue juridique, politique et économique de Nouvelle-Calédonie (RJPEC)* n<sup>os</sup> 21, 22, 23, 24, 25, 26, 27, 28, 29, 30, 31, 32, pp. 132-136, pp. 123-130, pp. 99-107, pp. 131-138, pp. 111-123, pp. 195-204, pp. 151-161, pp. 236-242, pp. 199-206, pp. 146-153, pp. 296-301, pp. 181-188.

CONGRÈS DE NOUVELLE-CALÉDONIE : site internet.

KURTOVITCH Ismet, 2003. Éléments d'une chronologie des "Événements", 1981-1988, in J.-M. Régnauld (éd.), *François Mitterrand et les territoires français du Pacifique (1981-1988)*, Paris, Les Indes savantes, pp. 259-268.

KURTOVITCH Ismet et Jean GUIART, 1997. Sortir de l'indigénat : cinquantième anniversaire de l'abolition de l'indigénat en Nouvelle-Calédonie [avec une introduction de Jean Guiart], *Journal de la Société des océanistes* 105, pp. 117-139 (<http://www.persee.fr/doc/jso0300-953x1997num10522022>).

LEBLIC Isabelle, 1993. *Les Kanak face au développement. La voie étroite*, Grenoble, PUG.

—, 1998. Chronologie de la Nouvelle-Calédonie, du mouvement indépendantiste, du soutien et de l'ASDPK, *Kanaky* 31, pp. 4-9.

—, 2003. Chronologie de la Nouvelle-Calédonie, *Journal de la Société des Océanistes* 117 : *Nouvelle-Calédonie, 150 ans après la prise de possession*, I. Leblic (éd.), pp. 299-312 (<https://journals.openedition.org/jso/1335>).

—, 2003. Généalogie des partis politiques en Nouvelle-Calédonie (version actualisée de celle parue en 1993), in Jean-Marc Regnauld (éd.), *François Mitterrand et les territoires français du Pacifique (1981-1988)*, Paris, Les Indes savantes, pp. 318-319.

LENORMAND Maurice-H., 1953. L'évolution politique des autochtones de la Nouvelle-Calédonie, *Journal de la Société des Océanistes* 9 : *Un siècle d'acculturation en Nouvelle-Calédonie. 1853-1953*, pp. 245-299 (<http://www.persee.fr/doc/jso0300-953x1953num991778>).

—, 1991. Décolonisation ratée - Indépendance avortée, *Journal de la Société des Océanistes* 92-93 : *Une décennie de changement*, pp. 141-155 (<http://www.persee.fr/doc/jso0300-953x1991num9212906>).

LES NOUVELLES CALÉDONIENNES.

MAPOU Raphaël et Rock WAMYTAN (éds), 2003. *Temps et mémoires du pays kanak. Du malentendu originel à la communauté de destin*, Nouméa, Comité 150 ans après, 97 p.

MATHIEU Jean-Luc, 2018. *La Nouvelle-Calédonie sera-t-elle indépendante ? Analyse d'une politique publique*, Paris, L'Harmattan.

O'REILLY PATRICK, 1953. Chronologie de la Nouvelle-Calédonie. De la découverte de l'île au cinquantenaire de la prise de possession. 1774-1903, *Journal de la Société des Océanistes* 9 : *Un siècle d'acculturation en Nouvelle-Calédonie. 1853-1953*, pp. 25-53 (<https://www.persee.fr/doc/jso0300-953x1953num991766>).

SAUSSOL Alain, 2013. En marge de l'insurrection Kanak de 1878 : nos « fidèles alliés Canala », mythe ou réalité ?, *Journal de la Société des Océanistes* 136-137, pp. 169-180 (<http://journals.openedition.org/jso/6952>).

THÉNAULT Sylvie, 2007. L'état d'urgence (1955-2005). De l'Algérie coloniale à la France contemporaine : destin d'une loi, *Le Mouvement social* 218, pp. 63-78 (<https://doi.org/10.3917/lms.218.0063>).

TRÉPIED Benoît, 2013. La décolonisation sans l'indépendance ? Sortir du colonial en Nouvelle-Calédonie (1946-1975), *Genèses* 91, pp. 7-27.

WIKIPEDIA.ORG : de nombreuses pages consultées.